

# SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE



P N  
U D

*Au service  
des peuples  
et des nations*



Copyright © 2017

Bureau régional pour l'Afrique du Programme  
des Nations Unies pour le développement

1 UN Plaza, New York, NY 10071, États-Unis

**Pour plus d'informations,  
consultez le site Web suivant :**  
<http://journey-to-extremism.undp.org/fr>

**SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE :**  
**MOTEURS, DYNAMIQUES ET ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS**



*Au service  
des peuples  
et des nations*



---

« Je suis convaincu que l'édification de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des perspectives économiques à tous, est le moyen le plus concret et le plus adapté d'échapper à l'extrémisme violent. »

António Guterres  
*Secrétaire général des Nations Unies*





## AVANT-PROPOS

# Prévenir et combattre l'extrémisme violent en Afrique

Dans le monde d'aujourd'hui, la montée en puissance fulgurante de l'extrémisme violent et ses conséquences destructrices font obstacle à la paix. En Afrique, ce phénomène aurait, entre 2011 et 2016, causé la mort de quelque 33 300 personnes, entraîné des déplacements massifs de populations, provoqué un effondrement économique et engendré une catastrophe humanitaire parmi les pires que le continent ait jamais connu. Qui plus est, l'extrémisme violent menace directement et de manière flagrante la pérennité des gains récoltés en matière de développement par les pays africains ces dernières années. Si rien n'est fait pour le contrer, ce phénomène risque d'entraver les perspectives de développement pour des générations à venir. La recrudescence notable des activités liées à l'extrémisme violent en Afrique représente une grave menace pour la sécurité et le développement à l'échelle planétaire.

Du fait de leur position privilégiée au sein de l'architecture globale de la riposte à l'extrémisme violent, les acteurs du développement sont appelés à jouer un rôle essentiel pour éviter et surmonter les écueils dérivant de la prévention. C'est en mettant à profit leur expertise et leur capacité à mobiliser les ressources qu'il sera possible d'aborder les causes structurelles de l'extrémisme violent, d'aider les communautés à mettre en œuvre des initiatives de déradicalisation et de contribuer à la réintégration socio-économique d'anciens membres de groupes violents. Il s'agit de quelques-uns des domaines décisifs que le présent rapport tente d'explorer.

De nombreux partenaires s'emploient d'ores et déjà à relever ce défi à l'aide de tout un arsenal de nouveaux programmes, d'initiatives innovantes et d'interventions ciblées. Cependant, la question de

savoir comment parvenir au but le plus efficacement possible reste entière. Force est de constater qu'une réflexion collective s'impose quant aux enseignements qu'il convient de tirer des interventions passées et présentes, non seulement au plan du développement, mais plus globalement à l'échelle de l'ensemble des mesures antiterroristes mises en œuvre. À ce jour, le succès de ces efforts a été au mieux mitigé, puisque l'insécurité continue à gagner du terrain. Pour faire face à ces problèmes, il importe également de renforcer les liens entre les différentes branches du gouvernement chargées des questions de sécurité et de développement afin d'adopter des méthodes de travail plus intégrées.

Fort de sa présence étendue sur le terrain, de ses partenariats établis de longue date et de son expertise éprouvée, le PNUD contribue pleinement à l'effort destiné à endiguer l'expansion de l'extrémisme violent en Afrique. En 2015, nous avons lancé le programme *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement*, une initiative audacieuse à l'échelle du continent visant à travailler de concert avec les gouvernements et les acteurs nationaux, les instances régionales, les associations religieuses, les organisations de la société civile et bien d'autres parties prenantes pour intensifier les interventions en matière de prévention de l'extrémisme violent, tout en apportant de nouvelles connaissances et compétences susceptibles de mieux appréhender ce domaine. À travers ce projet, nous aidons nos partenaires nationaux et régionaux à élaborer de nouvelles réponses stratégiques en vue de saper les fondements même des conditions qui font le lit de l'extrémisme violent. Nous agissons par ailleurs à d'autres niveaux, notamment en prêtant main-forte aux chefs religieux soucieux d'établir

des programmes de gouvernance applicables aux institutions religieuses. Nous œuvrons également en faveur du rapprochement entre les acteurs de la sécurité et les communautés afin de dissiper la méfiance et la suspicion réciproques.

Nous savons que les moteurs et les catalyseurs de l'extrémisme violent sont multiples, complexes et spécifiques au contexte. Mais nous constatons qu'ils présentent également des caractéristiques multidimensionnelles d'ordre religieux, idéologique, politique, économique et historique qui rendent leur analyse plus difficile, ce qui explique que notre compréhension du phénomène reste à ce jour si incomplète.

Entreprise dans le cadre du Programme sur la prévention de l'extrémisme violent mis en œuvre par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, la présente étude est le fruit d'un travail de recherche complexe, étalé sur deux ans, destiné à combler les lacunes en matière de connaissances et de données factuelles. Elle s'inscrit dans la continuité de nos précédents travaux d'analyse des perceptions liées à la radicalisation, à la violence et à l'insécurité au Sahel. Elle vise en particulier à favoriser une meilleure compréhension des dynamiques et des moteurs de l'extrémisme violent tels que révélés au fil des récits livrés par d'anciennes recrues appartenant aux groupes extrémistes les plus meurtriers du continent, que notre équipe a pu rencontrer et interviewer dans différentes régions reculées de l'Afrique. Ces témoignages constituent le plus important référentiel d'entretiens réalisés à ce jour avec d'anciens membres de groupes extrémistes violents. Notre objectif était de retracer les chemins parcourus par ces jeunes

depuis leur enfance jusqu'à leur adhésion aux thèses extrémistes, leur engagement puis leur démobilisation, en insistant sur l'élément déclencheur, autrement dit le point de basculement qui les a incités à franchir le pas. Nous avons mis à profit l'ensemble des compétences spécialisées à l'échelle de l'organisation pour interpréter les données ainsi obtenues afin d'identifier les domaines dans lesquels des mesures de développement pourraient contribuer à renforcer la résilience des jeunes face à ce fléau.

Nous sommes convaincus de l'importance des conclusions de cette étude, qui ont des implications directes en matière d'élaboration de politiques et de programmes. En évaluant les interventions existantes dans la lutte contre l'extrémisme violent, l'étude préconise la restructuration de certains aspects essentiels de la réponse à ce phénomène, tout en confirmant l'utilité et la nécessité d'approfondir d'autres domaines pertinents. Je vous invite à poursuivre la lecture de ce rapport, et j'appelle de mes vœux un renforcement de notre action et de nos efforts collectifs pour endiguer l'extrémisme violent en Afrique et œuvrer en vue de favoriser un développement et une paix durables.



Abdoulaye Mar Dieye  
Administrateur assistant du PNUD et  
Directeur du Bureau régional pour l'Afrique



# REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage présente et synthétise les résultats des travaux de recherche et des enquêtes de terrain menés par l'équipe chargée du projet, qui comptait parmi ses rangs Ozonnia Ojielo, Mohamed Yahya, Jessica Banfield, Chinpihoi Kipgen, Anneli Botha, Ilwad Elman, Sandra Macharia, Simon Ridley, Njoya Tikum, Fauziya Abdi Ali, Andie Davis, Natalia Voronova, Duhitha Wijeyratne, Kristin Hagegård et Janneke van Hemmen.

Le projet a été entrepris sous l'autorité d'Abdoulaye Mar Dieye, Administrateur assistant du PNUD et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, auquel nous tenons à exprimer nos plus sincères remerciements pour son leadership éclairé et sa vision stratégique, sans lesquels cette étude n'aurait pas pu être menée à bien. Nous voulons également faire part de notre gratitude aux gouvernements du Japon, des Pays-Bas et de la Suède qui nous ont assuré de leur soutien financier et de leur confiance. Nos remerciements s'adressent aussi aux gouvernements du

Cameroun, du Kenya, du Niger et du Soudan et aux gouvernements fédéraux du Nigéria et de la Somalie, qui nous ont permis de réaliser les entretiens ayant servi de base à ce travail de recherche. Nous sommes en outre redevables à nos organisations partenaires et à toutes les personnes qui ont contribué aux recherches sur le terrain : le Centre Elman pour la paix et les droits de l'homme en Somalie, l'initiative Building Resilience Against Violent Extremism (BRAVE) au Kenya, la Neem Foundation au Nigéria, le professeur Issa Saibou au Cameroun et Khalid Eltahir du Bureau du PNUD au Soudan. Par ailleurs, la rédaction de ce rapport a grandement bénéficié de l'expertise de nombre de nos collègues au PNUD et au sein d'autres organisations, qui ont pris le temps de le réviser et de le commenter à ses différents stades. Nous les remercions pour leurs valeureuses contributions.

Enfin, nos remerciements vont à Studio Mnemonic pour la conception et le graphisme de l'ouvrage.



# TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	2
Résumé analytique	4
Introduction	12
Profil démographique de l'échantillon de recherche	22
Chapitre 1 : Situation familiale, enfance et éducation	32
Chapitre 2 : Idéologies religieuses	44
Chapitre 3 : Facteurs économiques	54
Chapitre 4 : État et citoyenneté	62
Chapitre 5 : Éléments déclencheurs et processus de recrutement	72
<i>Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique :</i>	
Profil type d'un individu à risque	82
Implications politiques et programmatiques	84
Notes de fin	94
Références	98
Annexe 1 : Présentation de l'analyse économétrique	100

## LISTE DES FIGURES

Figure 1	NOMBRE D'ATTAQUES ET DE DÉCÈS LIÉS AU TERRORISME EN 2015 <i>Par région</i>	13	Figure 20	ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT OU DE L'IMPLICATION DES PARENTS DANS LA VIE DES ENQUÊTÉS <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	37
Figure 2	VICTIMES DES ATTAQUES TERRORISTES EN AFRIQUE, 2000-2016	14	Figure 21	« VOTRE MÈRE ÉTAIT-ELLE PRÉSENTE À VOS CÔTÉS DURANT L'ENFANCE ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	37
Figure 3	RÉPARTITION DES ENTRETIENS <i>Par pays</i>	23	Figure 22	PRÉSENCE DES PARENTS ET ÉVALUATION DE LEUR INTÉRÊT OU IMPLICATION DANS LA VIE DES ENQUÊTÉS DURANT L'ENFANCE <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	38
Figure 4	RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS <i>Par catégorie et selon le pays où les entretiens se sont déroulés</i>	23	Figure 23	TYPE DE PUNITIONS REÇUES DANS L'ENFANCE, LE CAS ÉCHÉANT <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	38
Figure 5	RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS <i>Par organisation et par pays</i>	24	Figure 24	NOMBRE D'ANNÉES D'ÉDUCATION LAÏQUE <i>Groupe des volontaires et groupe de référence</i>	39
Figure 6	RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS <i>Par statut actuel dans l'organisation</i>	24	Figure 25	« ENFANT, CHANTIEZ-VOUS L'HYMNE NATIONAL ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	40
Figure 7	RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS <i>Par organisation, par catégorie et par sexe</i>	25	Figure 26	RAISONS DU RALLIEMENT À L'ORGANISATION <i>Groupe des volontaires</i>	46
Figure 8	RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS <i>Par poste occupé dans l'organisation</i>	25	Figure 27	« PENSEZ-VOUS QUE LES PERSONNES APPARTENANT À D'AUTRES RELIGIONS DEVRAIENT ÊTRE TRAITÉES SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ ? » <i>Par catégorie d'enquêtés et par sexe</i>	47
Figure 9	CATÉGORIE DES ENQUÊTÉS <i>Par sexe</i>	26	Figure 28	« CONSIDÉRIEZ-VOUS QUE VOTRE RELIGION ÉTAIT MENACÉE ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	47
Figure 10	RÉPARTITION DES TRANCHES D'ÂGE LORS DE L'ENTRETIEN <i>Par sexe et par catégorie d'enquêtés</i>	26	Figure 29	ÉVALUATION DE L'IMPORTANCE, L'AMPLEUR ET L'INFLUENCE DE LA RELIGION DANS LE PAYS <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	48
Figure 11	RÉPARTITION DES TRANCHES D'ÂGE LORS DU RECRUTEMENT <i>Groupe des volontaires</i>	27	Figure 30	ÉVALUATION DE LA DÉTERMINATION À MOURIR POUR LES CAUSES SUIVANTES <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	48
Figure 12	SITUATION MARITALE ET NOMBRE D'ENFANTS <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	27	Figure 31	NOMBRE D'ANNÉES D'ÉDUCATION RELIGIEUSE REÇUES <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	49
Figure 13	RÉPARTITION DES RELIGIONS PRATIQUÉES DANS L'ENFANCE <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	27	Figure 32	NOMBRE DE SOURATES DU CORAN MÉMORISÉES <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	49
Figure 14	LIEU DE RÉSIDENCE DES ENQUÊTÉS DANS L'ENFANCE (JUSQU'AU 15 <sup>E</sup> ANNIVERSAIRE) <i>Enquêtés originaires du Kenya, du Nigéria et de la Somalie</i>	34	Figure 33	LECTURE ET COMPRÉHENSION DU CORAN <i>Groupe des volontaires</i>	50
Figure 15	DÉPLACEMENTS DANS L'ENFANCE (JUSQU'AU 15 <sup>E</sup> ANNIVERSAIRE) <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	35	Figure 34	INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM) <i>Par région, au Kenya (2014)</i>	56
Figure 16	« ENFANT, AVIEZ-VOUS DES CAMARADES D'ÉCOLE APPARTENANT À D'AUTRES GROUPES ETHNIQUES ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	35	Figure 35	INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM) <i>Par État, au Nigéria (2013)</i>	56
Figure 17	« CONSIDÉRIEZ-VOUS QUE VOTRE GROUPE ETHNIQUE ÉTAIT MENACÉ ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	35			
Figure 18	ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT L'ENFANCE <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	36			
Figure 19	ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT L'ENFANCE AU REGARD DE L'INTÉRÊT OU DE L'IMPLICATION DES PARENTS	37			

Figure 36	« QUE FAISIEZ-VOUS AVANT DE VOUS ENGAGER DANS L'ORGANISATION (OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN) ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	57	Figure 49	« DANS QUELLE MESURE SERIEZ-VOUS PRÊT À MOURIR POUR VOTRE PAYS ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	67
Figure 37	INTERVALLE ENTRE LE PREMIER CONTACT ET LE RALLIEMENT À L'ORGANISATION <i>Groupe des volontaires, par type d'emploi</i>	57	Figure 50	INCIDENT SPÉCIFIQUE QUI A FINALEMENT POUSSÉ L'ENQUÊTÉ(E) À RALLIER L'ORGANISATION <i>Groupe des volontaires</i>	74
Figure 38	TYPE D'EMPLOI (LE CAS ÉCHÉANT) <i>Selon le pays où les entretiens se sont déroulés</i>	57	Figure 51	ÉMOTION QUI TRADUIT LE MIEUX LA DÉCISION DE RALLIEMENT <i>Groupe des volontaires</i>	74
Figure 39	BESOIN LE PLUS PRESSANT AU MOMENT DU RALLIEMENT À L'ORGANISATION (OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN) <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	58	Figure 52	« QUI VOUS A FAIT CONNAÎTRE L'ORGANISATION ? » <i>Groupe des volontaires</i>	75
Figure 40	ÉVALUATION DE LA FRUSTRATION RESENTIE À L'ÉGARD DES ENTITÉS SUIVANTES <i>Groupe des volontaires</i>	59	Figure 53	INTERVALLE ENTRE LE PREMIER CONTACT ET LE RALLIEMENT À L'ORGANISATION <i>Groupe des volontaires, par organisation</i>	75
Figure 41	« ÉTIEZ-VOUS PAYÉ POUR FAIRE PARTIE DE L'ORGANISATION ? » <i>Groupe des volontaires et groupe des personnes enrôlées de force</i>	59	Figure 54	FRÉQUENCE D'UTILISATION D'INTERNET <i>Par catégorie d'enquêtés et selon le pays où les entretiens se sont déroulés</i>	76
Figure 42	« ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC L'AFFIRMATION SUIVANTE: LE GOUVERNEMENT NE DÉFEND ET NE PROTÈGE LES INTÉRÊTS QUE D'UNE MINORITÉ ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	63	Figure 55	« AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ INVITÉ(E) À REJOINDRE UNE ORGANISATION EXTRÉMISTE ? » <i>Groupe de référence, selon le pays où les entretiens se sont déroulés</i>	76
Figure 43	ÉVALUATION DE LA RÉUSSITE DU GOUVERNEMENT DANS LES DOMAINES SUIVANTS <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	64	Figure 56	ÉVALUATION DES PRINCIPALES RAISONS DU NON-RALLIEMENT À UNE ORGANISATION EXTRÉMISTE <i>Groupe de référence</i>	77
Figure 44	« AVEZ-VOUS DÉJÀ VERSÉ UN POT-DE-VIN ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	64	Figure 57	« AVIEZ-VOUS CONNAISSANCE D'INITIATIVES VISANT À EMPÊCHER LES RALLIEMENTS ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	77
Figure 45	ÉVALUATION DE LA CONFIANCE ENVERS LES PERSONNES ET INSTITUTIONS SUIVANTES <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	65	Figure 58	« POUR QUELLES RAISONS N'AVEZ-VOUS PAS TENU COMPTE DE CES INITIATIVES ? » <i>Groupe des volontaires, selon le pays où les entretiens se sont déroulés</i>	78
Figure 46	« AVEZ-VOUS DÉJÀ VOTÉ À DES ÉLECTIONS ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	66	Figure 59	INFLUENCE DES RAISONS SUIVANTES EN CAS DE REDDITION OU DE DEMANDE D'AMNISTIE <i>Groupe des volontaires</i>	78
Figure 47	« PENSEZ-VOUS QUE LES ÉLECTIONS PEUVENT FAIRE CHANGER LES CHOSES ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	66	Figure 60	« AVEC LE REcul, QU'AIMERIEZ-VOUS CHANGER ? » <i>Groupe des volontaires, par statut dans l'organisation</i>	79
Figure 48	« DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS FIER DE VOTRE PAYS ? » <i>Par catégorie d'enquêtés</i>	67	Figure 61	CADRE ILLUSTRANT LA CORRÉLATION ENTRE L'APD ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	89

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La montée de l'extrémisme violent en Afrique risque d'annihiler les progrès réalisés en matière de développement sur le continent et menace de compromettre les perspectives futures de la région pour des dizaines d'années à venir. Entre 2011 et 2016, ce phénomène a causé 33 300 décès et occasionné des déplacements massifs de populations, faisant naître des besoins humanitaires profonds et impérieux. Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2015 enjoint les États du monde entier à accorder une attention accrue aux causes et facteurs sous-jacents de l'extrémisme violent, après des décennies de stratégies donnant une priorité excessive aux interventions militaires.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* constitue une réalisation majeure du programme *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique*, que le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a lancé en 2015 pour mettre son leadership au service des partenaires nationaux et régionaux, afin de les aider à élaborer des réponses efficaces axées sur le développement, en vue de contrer la propagation des crises liées à l'extrémisme violent sur le continent.

De même que l'extrémisme violent affecte profondément la réalisation des objectifs de développement, la recherche de solutions doit également placer le développement au centre des approches envisagées. Toutefois, nous manquons globalement de données factuelles sur les causes, les conséquences et les parcours conduisant à l'extrémisme violent, ainsi que sur les moyens efficaces de prévenir ce phénomène. Ce constat est encore plus vrai en Afrique que dans d'autres régions.

À cet effet, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique contribue de façon essentielle à créer un corpus de données concernant les vecteurs et les motivations du recrutement en Afrique. Elle repose sur un nombre inégalé d'entretiens réalisés avec d'anciennes recrues de divers groupes extrémistes violents, actifs sur l'ensemble du continent et avec un groupe référent d'individus n'ayant jamais adhéré à de telles organisations<sup>1</sup>. Ce travail de recherche a été entrepris dans le but de comprendre les dynamiques du processus de recrutement, allant des facteurs premiers et des conditions initiales jusqu'à l'élément déclencheur qui a poussé certains individus, et d'autres non, à franchir le pas

du ralliement à un groupe extrémiste violent. L'analyse des données recueillies apporte de nouvelles perspectives pour améliorer l'efficacité des interventions politiques et programmatiques.

### **Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : principales conclusions**

Le « hasard géographique » que constituent le lieu et l'environnement de vie dans l'enfance, notamment lorsqu'il s'agit d'une région ultrapériphérique, frontalière ou traditionnellement marginalisée de l'Afrique, conditionne la vision du monde et la vulnérabilité d'un individu. Pour autant qu'on puisse en juger, les vieux clivages entre régions centrales et périphériques ont été exacerbés par la récente croissance économique qui n'a pas bénéficié équitablement à l'ensemble du continent. Les vulnérabilités auxquelles sont confrontées les communautés vivant dans ces régions (facteurs de niveau macro et méso) sont vues à travers le prisme des expériences de la petite enfance (au niveau micro) relatées par les individus interrogés sur le parcours qui les a conduits à adhérer aux thèses de l'extrémisme violent. Ainsi, ces anciennes recrues font état de peu d'exposition à d'autres religions ou ethnies et disent n'avoir pas eu d'enfance heureuse, une perception beaucoup plus atténuée chez les enquêtés appartenant au même échantillon mais qui n'ont pas franchi le pas vers l'extrémisme violent. Parmi les facteurs déterminants qui expliquent cette enfance malheureuse, celui qui présente la plus forte corrélation avec la future adhésion à l'extrémisme est le sentiment du manque d'implication des parents dans la vie de l'enfant. L'étude révèle en outre que là où les niveaux d'alphabétisation et d'instruction sont globalement faibles, les individus ultérieurement amenés à rallier des groupes extrémistes violents sont au départ privés de la possibilité d'accéder à l'éducation et ont une expérience très limitée de l'engagement civique durant l'enfance.

Les résultats de l'enquête établissent par ailleurs une distinction claire entre, d'une part, les perceptions relatives à la religion et à son importance dans la décision de rallier des groupes extrémistes violents et, d'autre part, la connaissance de la religion proprement dite. Les enquêtés sont en effet 51 % à avoir invoqué la religion comme raison de leur ralliement. Toutefois, 57 % ont également admis n'avoir que peu ou pas de compréhension

des textes religieux. Qui plus est, le fait d'avoir suivi un enseignement religieux pendant un nombre d'années supérieur à la moyenne semble avoir été source de résilience face à l'extrémisme. Ces observations contredisent la rhétorique islamophobe qui s'est intensifiée partout dans le monde à la suite de la montée de l'extrémisme violent. Elles montrent qu'encourager une meilleure compréhension de la religion, à l'aide de méthodes pédagogiques permettant aux étudiants de remettre en question les enseignements et de les aborder de façon critique, est un facteur essentiel de prévention de l'extrémisme violent. Il s'est également avéré que de nombreux enquêtés partageaient le sentiment que leur religion était « menacée ». Ce constat est préoccupant car il sonne comme un avertissement et indique clairement que les groupes extrémistes violents actifs en Afrique, qui se servent de la religion comme prétexte pour focaliser l'attention sur d'autres sujets de mécontentement, disposent encore d'une marge de manœuvre importante pour intensifier leurs recrutements.

**De même que l'extrémisme violent affecte profondément la réalisation des objectifs de développement, la recherche de solutions doit également placer le développement au centre des approches envisagées.**

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* met clairement en évidence l'importance des facteurs économiques en tant que moteurs du recrutement. Du fait d'avoir grandi dans un environnement où l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle était supérieure à la moyenne nationale et d'avoir connu le chômage et le sous-emploi, les enquêtés qui se sont ralliés aux groupes extrémistes violents ont identifié les « facteurs économiques » comme l'une de leurs principales sources de frustration et de récrimination. Il s'agit là d'une dimension fondamentale de leur vulnérabilité aux discours qui les incitent à canaliser leurs griefs et le désespoir qui en découle dans la cause de l'extrémisme. Il s'avère que si une personne travaille ou suit des études, elle est moins susceptible d'intégrer une organisation extrémiste. Parmi les « besoins pressants » éprouvés au moment du ralliement, l'emploi est le plus souvent cité. Les individus qui se sont enrôlés alors qu'ils suivaient des études ou avaient un emploi (non précaire) ont hésité plus longtemps avant de franchir le pas que ceux qui étaient en situation d'emploi précaire ou de chômage. Pour ce qui est des rétributions reçues en tant que membres actifs d'un groupe extrémiste violent, les enquêtés font part d'expériences inégales : si certains percevaient une rémunération supérieure au salaire moyen local, au moins

35 % n'ont pas été payés du tout lorsqu'ils étaient au service de ces organisations.

L'étude montre clairement que le mécontentement et le manque de confiance à l'égard du gouvernement sont monnaie courante dans les régions d'Afrique qui enregistrent la plus forte incidence de l'extrémisme violent. Ces sentiments sont sans doute le corollaire inévitable d'une enfance passée dans des régions délaissées, marginalisées sur le plan politique et touchées par une pauvreté multidimensionnelle aiguë plus accentuée que dans le reste du pays. Toutefois, le mécontentement à l'égard du gouvernement est nettement plus prononcé chez les enquêtés enrôlés dans des groupes extrémistes violents pour plusieurs indicateurs clés, à savoir : la conviction que le gouvernement ne défend les intérêts que d'une minorité ; un faible niveau de confiance envers les pouvoirs publics ; et le fait d'avoir versé des pots-de-vin (ou la volonté de témoigner d'une telle pratique). Les griefs à l'encontre des acteurs de la sécurité et des responsables politiques sont particulièrement marqués, et le manque de confiance envers la police et l'armée atteint en moyenne 78 %. Les individus les plus vulnérables au recrutement ont nettement manifesté un degré de confiance moindre dans la capacité des institutions démocratiques à faire avancer les choses ou à apporter des évolutions concrètes. Inversement, l'étude confirme que le fait d'avoir bénéficié d'une prestation de services efficace est source de résilience face à l'extrémisme : les enquêtés de l'échantillon qui ont jugé l'éducation assurée par le gouvernement « excellente » ou « en amélioration » étaient moins susceptibles d'appartenir à des groupes extrémistes violents.

L'étude se propose spécifiquement de découvrir ce qui pousse une poignée d'individus à rallier des groupes extrémistes violents alors qu'un grand nombre d'autres personnes confrontées à des situations similaires ne le fait pas. Ce facteur spécifique qui intervient à l'instant t est appelé élément déclencheur ou point de basculement. L'idée qu'il existerait un élément déclencheur faisant basculer certaines personnes de la catégorie des « personnes à risque » à l'enrôlement effectif est corroborée par les données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*. Il est en effet frappant de constater que 71 % des enquêtés ont évoqué « une action du gouvernement », et notamment « l'exécution d'un membre de la famille ou d'un ami » ou « l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami », comme l'incident qui les a convaincus de rallier l'organisation. Ces résultats mettent clairement en question les comportements des fonctionnaires gouvernementaux chargés de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité en général vis-à-vis des droits de l'homme et du respect de la légalité dans les environnements à risque. Les agissements des acteurs de la sécurité de l'État se révèlent être un accélérateur important du recrutement, et non l'inverse.

Parmi les enquêtés, 48 % se sont engagés dans le mois ayant suivi leur premier contact avec l'organisation en question, et 80 % moins d'un an après. Cette vitesse de recrutement est révélatrice de leur vulnérabilité. Les sentiments « d'espoir ou d'enthousiasme » et l'excitation de « faire partie d'un mouvement qui les transcende » sont des émotions répandues chez les nouvelles recrues, preuve de l'attrait que constitue la perspective de changement radical et de rébellion contre le *statu quo* mise en avant par l'extrémisme violent. Malgré l'aspect purement personnel du cheminement vers l'extrémisme, les réseaux communautaires locaux ont également un poids important. En Afrique, les groupes extrémistes semblent beaucoup moins miser sur l'internet pour recruter de nouveaux membres que dans d'autres régions.

Les données recueillies tendent à indiquer que le recrutement est extrêmement localisé, ce qui a d'importantes implications en termes de stratégies d'intervention et de recherche de solutions adaptées au continent africain. L'étude a également révélé que les enquêtés ayant connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ont mis plus de temps à prendre leur décision. Parmi les recrues des groupes extrémistes violents, 48 % avaient eu vent de ce type d'initiatives, mais ont invoqué le manque de confiance à l'égard des responsables de ces programmes de prévention comme l'une des principales raisons qui les ont incités à ne pas y participer.

### **Réponse à l'extrémisme violent en Afrique : implications politiques et programmatiques**

L'Afrique est particulièrement vulnérable à l'extrémisme violent en raison de son sous-développement persistant et des problèmes de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans ses principales régions. Les gouvernements africains sont confrontés à de gigantesques défis : ils doivent à la fois assurer la paix et la stabilité, et veiller à ce que le rythme et les bénéfices de la croissance soient à la hauteur du développement de la population la plus jeune au monde. Les discours radicaux de bouleversement et de changement, qui font appel au sentiment de mécontentement à de multiples niveaux que peut éprouver une personne n'ayant aucune perspective d'évolution, resteront attrayants tant que l'on ne s'attaquera pas aux circonstances sous-jacentes. Dans les situations d'injustice, de privation et de désespoir, les idéologies liées à l'extrémisme violent apparaissent comme une remise en cause du *statu quo* et comme une forme d'évasion. Les recruteurs adaptent leur message selon le contexte et la personnalité de leur interlocuteur. Toutefois, chez les personnes peu instruites et ayant besoin d'intermédiaires pour interpréter la religion, des idéologies en grande partie importées peuvent servir d'exutoire à la frustration et à la colère, conséquences inévitables

d'une marginalisation socioéconomique et politique qui se perpétue de génération en génération.

Le mécontentement à l'égard du gouvernement et des acteurs de la sécurité de l'État est particulièrement prononcé chez les personnes les plus vulnérables face au recrutement, qui expriment également un profond scepticisme quant à la possibilité d'un changement dans le bon sens. La vitesse à laquelle s'opère le recrutement, mise en évidence par cette étude, montre bien que ceux qui suivent cette voie sont « mûrs » pour être recrutés, et témoigne de l'ampleur de la vulnérabilité de l'Afrique à cet égard. Bien que le recrutement soit la plupart du temps extrêmement localisé, la connectivité en constante progression sur le continent contribuera peu à peu à son expansion, et l'on verra peut-être de plus en plus d'Africains rejoindre en tant que combattants étrangers des zones de conflit situées en dehors de leur environnement immédiat. L'extrémisme violent en Afrique pourrait en effet connaître une montée encore plus forte que celle observée ces dernières années, et provoquer de nouveaux ravages et un plus grand recul sur le plan du développement. Cette perspective très réelle justifie de déployer des efforts concertés, à la fois pour s'en prémunir et pour la canaliser. C'est donc le moment ou jamais de prendre des mesures renforcées en vue de prévenir et de combattre l'extrémisme violent.

#### ***I. Implications politiques***

##### **Respecter les engagements en matière de droits de l'homme et adopter une approche respectueuse de ces droits dans la riposte militarisée des États face au terrorisme**

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* illustre de façon déconcertante à quel point les interventions axées sur la sécurité peuvent être contre-productives lorsqu'elles sont appliquées sans discernement. Les données recueillies tendent à indiquer qu'il est urgent de revoir de fond en comble les interventions axées sur la sécurité de l'État, afin notamment de mieux contrôler le respect des droits de l'homme, de la primauté du droit et de l'obligation de rendre compte de l'État. Pour aller de l'avant, il est essentiel que les engagements internationaux, tels que ceux souscrits collectivement par les États membres des Nations Unies, en faveur des droits de l'homme, de la primauté du droit, de la participation des citoyens à la vie publique et de leur protection, et de la responsabilité des forces de sécurité soient activement défendus par tous. Il est également indispensable de veiller à ce que la lutte contre le terrorisme n'engendre pas de résultats contre-productifs, en particulier en ce qui concerne la participation civique. En l'absence de « légitimité de l'État » aux yeux des citoyens dans les zones à risque, les initiatives centrées sur le seul

renforcement des capacités de l'État risquent de perpétuer des structures de pouvoir néfastes, qui constituent indiscutablement un vecteur de recrutement pour l'extrémisme violent en Afrique.

### **Renforcer la légitimité de l'État en améliorant la gouvernance, les performances et la responsabilité**

L'importance de la légitimité de l'État dans la réalisation des objectifs de consolidation de la paix et de renforcement des gouvernements est largement reconnue à l'échelle mondiale. L'objectif 16 des objectifs de développement durable appelle à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, l'accès à la justice pour tous et le renforcement des institutions responsables, efficaces et inclusives à tous les niveaux. L'étude semble indiquer que l'amélioration des politiques publiques et de la bonne gouvernance dans les pays africains confrontés à l'extrémisme violent constituerait en définitive une solution de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent bien plus efficace que la concentration excessive d'interventions axées en priorité sur la sécurité. Ses conclusions préconisent un renforcement de l'engagement des États concernés à améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans l'ensemble des domaines de fourniture de services, à l'échelle nationale et infranationale, en particulier dans les zones à risque. D'autres interventions politiques extrêmement utiles consisteraient à renforcer le processus démocratique et à s'assurer que son intégrité est préservée, au-delà des périodes électorales, dans un engagement plus large en faveur d'un contrat social inclusif entre le gouvernement et les citoyens, ou encore à favoriser concrètement l'engagement civique et la participation au programme de développement national.

### **Rattacher la prévention de l'extrémisme violent aux cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable**

Outre l'importance décisive d'une amélioration des environnements de gouvernance, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* met en avant un éventail de priorités et de points d'entrée qui jalonnent le parcours des individus interrogés lorsque celui-ci a abouti à des résultats non attendus. Ces points d'entrée constituent des occasions d'influencer et d'endiguer directement la montée de l'extrémisme violent en Afrique. En effet, la mise en œuvre accélérée de la résolution des Nations Unies *Transformer*

*notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030* et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD) dans les zones à risque permettrait de poser les bases d'une résilience à long terme.

Si l'on a observé ces dix dernières années un rapprochement entre la sécurité et le développement, le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2015 et d'autres cadres stratégiques connexes font état d'une reconnaissance accrue, au plus haut niveau, de l'importance des approches axées sur le développement pour s'attaquer aux causes profondes, aux moteurs et aux conséquences de l'extrémisme violent, autant d'éléments qui peuvent évoluer différemment selon le contexte. Des difficultés subsistent en ce qui concerne l'intégration des perspectives institutionnelles par les instances gouvernementales chargées de la sécurité, du développement et de la consolidation de la paix. Il convient, afin d'élaborer des stratégies globales et d'obtenir des résultats durables, d'intensifier la rationalisation des interventions et de s'appuyer sur tous les services et moyens pertinents, en veillant à ce que les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent soient bien intégrées et coordonnées.

Par ailleurs, bien que l'incidence des problèmes de développement sur l'extrémisme violent soit de mieux en mieux admise, les gouvernements des principaux partenaires de développement envisagent (si ce n'est déjà fait) de réduire leurs dépenses au titre de l'aide publique au développement (APD). Cela laisse présager une diminution des ressources investies pour consolider la paix et les acquis en matière de développement, alors même que les dépenses militaires continuent d'augmenter. Tout retrait du soutien international en faveur de l'accélération du développement dans les zones menacées par l'extrémisme violent en Afrique serait totalement contre-productif. Les États africains doivent eux-mêmes mettre plus efficacement l'APD et les ressources nationales au service des efforts de prévention et de lutte contre ce fléau. Seules, les solutions militaires ne tiendront pas leurs promesses. Les budgets alloués au développement doivent être sécurisés et des programmes de prévention de l'extrémisme violent judicieux et ciblés doivent être déployés par l'ensemble des acteurs, tant nationaux qu'internationaux, en vue d'obtenir des résultats durables.

---

**Dans les situations d'injustice, de privation et de désespoir, les idéologies liées à l'extrémisme violent apparaissent comme une remise en cause du *statu quo* et comme une forme d'évasion.**

## Expliciter les niveaux de corrélation entre l'APD et la prévention de l'extrémisme violent

À l'heure actuelle, les budgets alloués au développement international étant globalement revus à la baisse, il est très tentant de requalifier les programmes de développement menés dans les régions d'Afrique à risque en programmes de prévention de l'extrémisme violent. Cette situation comporte son lot de défis. Certains observateurs ont exprimé des inquiétudes au sujet de la tendance croissante consistant à lier l'aide aux questions de sécurité. Ils ont également pointé du doigt les écueils susceptibles d'émerger si des actions de développement sont présentées comme relevant de la prévention de l'extrémisme violent dans des contextes politiques très tendus.

En outre, il n'y a pas encore de véritable consensus sur les résultats obtenus par les différents types de programmes de développement en matière de prévention de l'extrémisme violent. Les actions de développement ayant pour principal objectif l'édification de sociétés plus pacifiques et plus inclusives sont importantes. Bien qu'elles induisent de manière générale la réduction de l'extension de l'extrémisme violent, elles ne doivent pas être confondues avec des mesures plus directement liées à la prévention de l'extrémisme violent. Il est clairement justifié de préserver les actions de développement dans les environnements à risque, tout en déployant des programmes spécifiquement consacrés à la prévention de l'extrémisme violent. Il convient, pour contribuer à la conception d'interventions programmatiques plus ciblées, de favoriser une meilleure compréhension des implications en termes de politiques et de programmation, notamment au niveau des institutions gouvernementales concernées. Le présent rapport propose un cadre d'orientation qui apporte un éclairage précieux à cet effet.

## Coordonner les politiques de lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux national, régional et mondial

Enfin, il est nécessaire que les interventions politiques soient coordonnées de façon plus efficace entre les acteurs impliqués, ces derniers étant toujours plus nombreux. Il faut pour cela définir et répartir les rôles et les responsabilités, convenir des points d'entrée et des vecteurs permettant de prévenir et de contrer la progression de l'extrémisme violent et s'engager collectivement à mettre en place des évaluations mutuelles par les pairs dans un souci constant d'amélioration. À l'heure actuelle, le secteur de la prévention de l'extrémisme violent est occupé par de nombreux intervenants qui, bien souvent, ont une notion très différente des priorités.

Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2015 appelle chaque État membre à « envisager d'élaborer un plan national d'action contre l'extrémisme violent, dans lequel il fixera les mesures à appliquer en priorité sur son territoire pour s'attaquer aux causes du phénomène et qui viendra compléter la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme s'il y a lieu ». Ces

processus de planification nationale doivent être inclusifs et mobiliser un large éventail de parties prenantes. Les plans nationaux offrent une plate-forme idéale pour faire converger la compréhension et la priorisation et répartir efficacement les ressources et les capacités entre les organismes gouvernementaux, les partenaires internationaux et les acteurs de la société civile. En outre, de plus en plus d'efforts sont déployés pour relier les plans nationaux au niveau sous-régional afin de mettre en échec les activités des groupes extrémistes violents, qui présentent invariablement une dimension transfrontalière. Certaines organisations régionales commencent ainsi à élaborer leurs propres stratégies de prévention de l'extrémisme violent. Celles-ci pourront elles-mêmes être progressivement harmonisées à l'échelle du continent et rattachées aux cadres de prévention de l'Union africaine. Il importe que les partenaires internationaux continuent à rechercher les mécanismes les plus constructifs pour aider les différents intervenants dans ce domaine tant au plan national qu'au plan régional, tout en veillant à coordonner leurs actions entre eux.

## II. Implications programmatiques

Les recherches entreprises dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* montrent que le fait d'avoir eu connaissance d'initiatives visant à prévenir le ralliement aux groupes extrémistes violents a été un facteur déterminant dans la prise de décisions des enquêtés. L'étude met toutefois en avant plusieurs problèmes pouvant limiter l'impact de certains programmes. Ceux-ci ont trait aux questions d'échelle et de financement, aux modalités d'exécution et à la mesure dans laquelle la mise en œuvre est confiée à des intervenants qui bénéficient de la confiance des communautés locales ou qui disposent des capacités nécessaires pour s'attaquer aux véritables causes et motivations décelées chez les individus susceptibles de basculer dans l'extrémisme violent. Les programmes de prévention ont par ailleurs tendance à négliger la dynamique des rapports hommes-femmes et les spécificités de genre qui influent sur l'extrémisme violent à différents niveaux.

Les principaux points d'entrée programmatiques proposés par l'étude sont les suivants :

### Situation familiale, bonheur durant l'enfance et éducation

- Privilégier et appuyer les approches communautaires pour sensibiliser les parents à l'importance de bien élever leurs enfants et à la violence domestique et fournir des services d'aide à l'enfance.
- Garantir l'éducation universelle dans les zones à risque (ODD 4), et veiller à la mise en place d'interventions de protection sociale visant à maintenir les enfants à l'école.
- Améliorer les programmes scolaires et la qualité de l'enseignement afin de favoriser dès le plus jeune âge le développement de l'esprit critique, la cohésion sociale, l'éducation à la paix et l'engagement civique.

- Réduire l'appauvrissement aigu, souvent plus accentué que dans le reste du pays, des zones telles que celles où ont grandi la majorité des enquêtés, par des engagements et des programmes visant expressément à rattraper les retards de développement, et par la mise en œuvre accélérée et résolue du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

### Idéologies religieuses

- Soutenir et faire entendre la voix des chefs religieux traditionnels qui réfutent les interprétations erronées de l'islam et prêchent la tolérance religieuse et la cohésion interconfessionnelle.
- Permettre aux chefs religieux de s'organiser en réseaux et d'élaborer leurs propres stratégies nationales et régionales de prévention de l'extrémisme violent.
- Investir dans la mise en place de systèmes de gouvernance communautaires chargés d'encadrer de façon transparente et responsable les affaires religieuses en supervisant la gestion des mosquées, l'élaboration et la diffusion des programmes d'enseignement religieux par les prêcheurs et les établissements islamiques traditionnels ou *madrasa*, et le dialogue avec les parents concernant le contenu pédagogique.
- Mettre à profit le rôle essentiel que peut jouer l'enseignement religieux en tant que source de résilience et encourager une meilleure connaissance de la religion au sein des groupes à risque.

### Facteurs économiques

- Investir en faveur de la redynamisation économique des zones à risque, améliorer les infrastructures, l'accès aux marchés et aux services financiers, lever les obstacles à l'entrepreneuriat, et privilégier les perspectives de création d'emploi.
- Proposer, aussi bien dans l'immédiat qu'à long terme, des programmes de renforcement des moyens de subsistance ainsi que des dispositifs et formations à l'entrepreneuriat pour les jeunes à risque, en intégrant des cursus axés sur les valeurs citoyennes, les compétences de la vie courante et la cohésion sociale dans la conception des programmes.
- Collaborer avec d'anciennes recrues démobilisées afin de mettre au point et de diffuser des discours visant à dissuader les groupes à risque tentés par les perspectives économiques que semble offrir le recrutement.
- Élaborer des stratégies qui tiennent compte des difficultés rencontrées lors des précédents processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et proposent des alternatives et des incitations

économiques efficaces aux recrues des groupes extrémistes violents, tout en coopérant avec les communautés au sens large afin de ne pas donner l'impression de « récompenser » les personnes enrôlées.

### État et citoyenneté

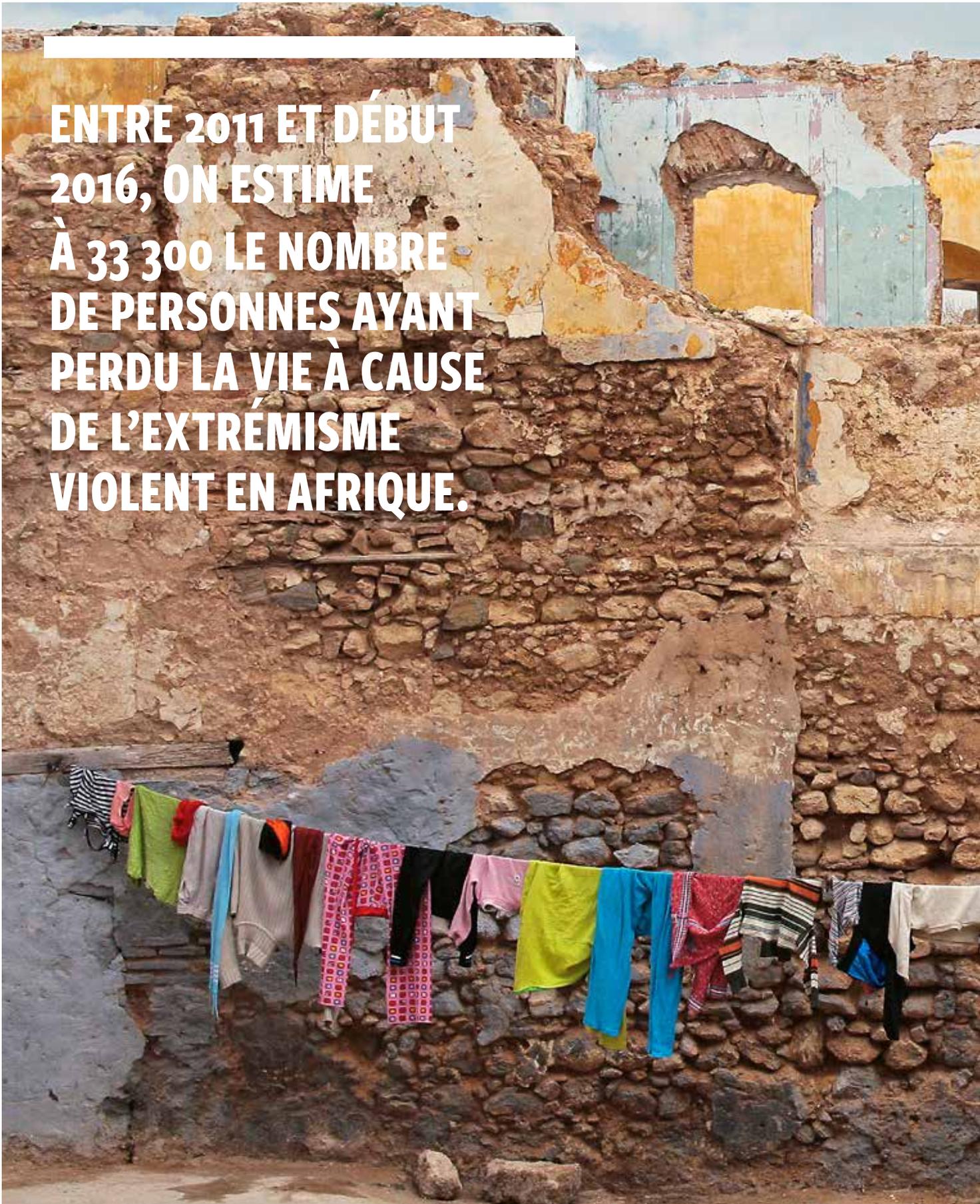
- Améliorer l'ensemble des services liés à la sécurité et autres prestations de base fournies par l'État, en invitant les citoyens à contrôler leur exécution et à y participer.
- Accroître l'efficacité des campagnes anticorruption en privilégiant le renforcement de la responsabilité et de la confiance entre l'État et les citoyens et en mettant fin à l'impunité des responsables.
- Renforcer les institutions et les processus démocratiques, et soutenir les processus d'éducation civique dans ce domaine.
- Soutenir les initiatives de renforcement des identités nationales, de la cohésion sociale et de la citoyenneté.

### Éléments déclencheurs

- Intensifier la mise en œuvre de processus de réforme du secteur de la sécurité aptes à répondre aux défis particuliers posés par l'extrémisme violent. Ces réformes devront s'inspirer des normes humanitaires internationales, du droit en la matière et des approches fondées sur les droits, et intégrer des mécanismes de contrôle civique et de renforcement de la confiance.
- Soutenir les services communautaires de mentorat et de soutien aux victimes de traumatisme.
- Mettre en œuvre des programmes visant à contrer les discours extrémistes. Ces initiatives, très ancrées dans les cultures vernaculaires, devront mettre l'accent sur l'influence des groupes de pairs ; leur diffusion sera assurée au moyen de DVD, de SMS, et par le biais de la radio et des centres communautaires, l'objectif étant de ne pas trop miser sur l'internet mais plutôt sur des organisations locales fiables pour faire passer ces messages.
- Développer des mesures d'amnistie et autres portes de sortie pour les recrues repenties, en investissant dans des services complets de réhabilitation et de réintégration.
- S'appuyer sur les témoignages d'anciennes recrues pour contrer les discours extrémistes.

10

**ENTRE 2011 ET DÉBUT  
2016, ON ESTIME  
À 33 300 LE NOMBRE  
DE PERSONNES AYANT  
PERDU LA VIE À CAUSE  
DE L'EXTRÉMISME  
VIOLENT EN AFRIQUE.**

A photograph of a dilapidated stone building with colorful laundry hanging on a line in the foreground. The building's walls are made of rough, reddish-brown stones and are partially covered with peeling white and yellow plaster. There are several arched openings, some of which are filled with bright yellow or blue material. In the foreground, a line of colorful laundry, including shirts, pants, and patterned fabrics in shades of green, blue, red, and black, hangs across the scene. The ground is dirt and stone.



# INTRODUCTION

La montée en puissance fulgurante de l'extrémisme violent et ses conséquences destructrices comptent aujourd'hui parmi les principaux obstacles à la paix dans le monde. Le nombre de victimes d'attaques terroristes perpétrées par des groupes extrémistes violents a progressé de manière spectaculaire au cours des deux dernières décennies. L'année 2014 marque une augmentation record de 80 % à cet égard. Bien qu'il y ait eu 10 % de moins de personnes décédées à cause du terrorisme en 2015 qu'en 2014, l'année 2015 reste la deuxième année la plus meurtrière à ce jour, selon *l'Indice 2016 du terrorisme mondial*<sup>2</sup>. Outre les souffrances humaines qu'il occasionne, l'extrémisme violent a un coût économique qui aurait atteint quelque 89,6 milliards de dollars US dans le monde pour la seule année 2015<sup>3</sup>.

Quatre groupes (l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL ou Daech), Boko Haram, les talibans et Al-Qaïda) étaient à l'origine de 74 % des décès dus au terrorisme en 2015, touchant de nombreux pays à travers le monde. Comme le montre la figure 1 ci-dessous, l'Afrique subsaharienne est devenue la région où l'on déplore le plus grand nombre de morts après la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

FIGURE 1 **NOMBRE D'ATTAQUES ET DE DÉCÈS LIÉS AU TERRORISME EN 2015 PAR RÉGION**

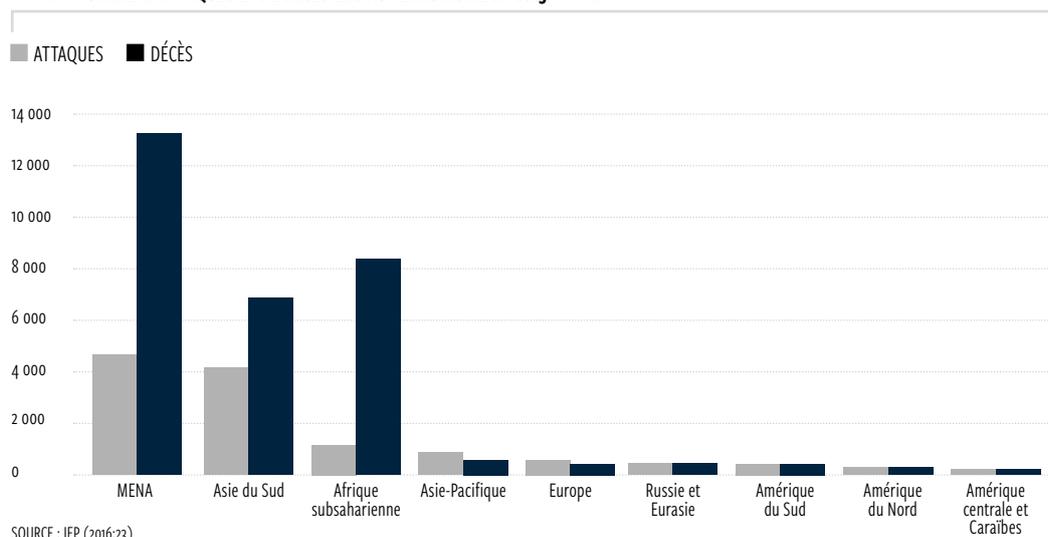
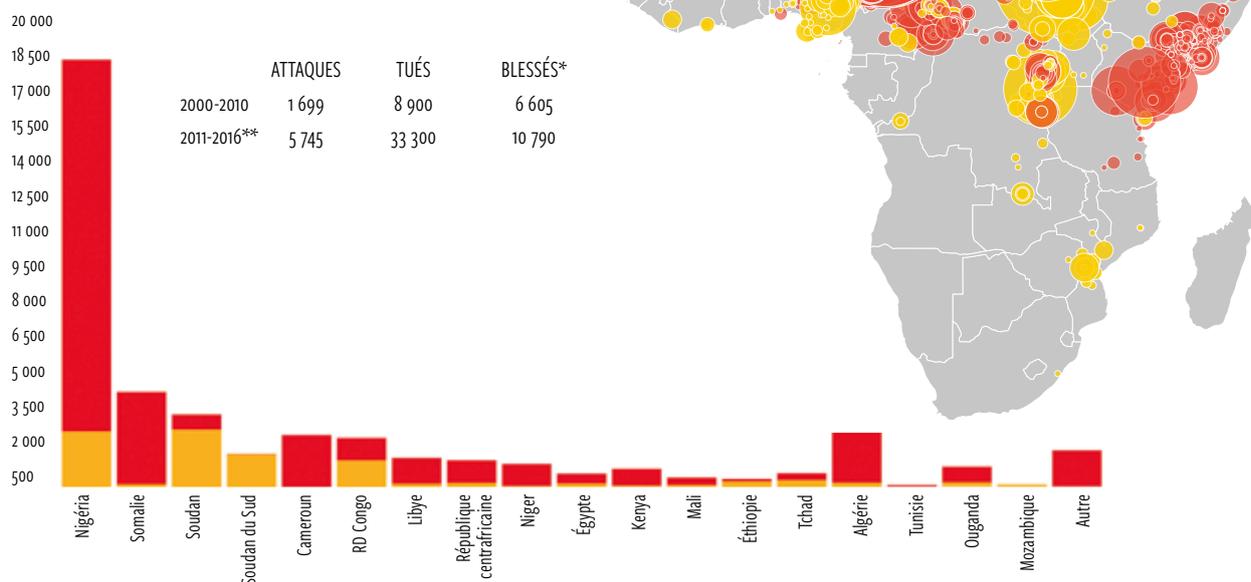


FIGURE 2 **NOMBRE DE DÉCÈS CAUSÉS PAR DES ATTAQUES TERRORISTES PERPÉTRÉES EN AFRIQUE 2000-2016**

Nombre de morts et localisation des attaques ayant entraîné des décès

- ATTAQUES PERPÉTRÉES PAR DES GROUPES AFFILIÉS À DES IDÉOLOGIES RELIGIEUSES
- ATTAQUES PERPÉTRÉES PAR D'AUTRES GROUPES

La taille des bulles varie en fonction du nombre de victimes tombées au cours d'une seule attaque, des bulles plus petites indiquant un nombre plus faible de victimes. Le nombre de victimes pendant la période concernée va de 1 à 400. L'attaque ayant fait le plus grand nombre de morts a eu lieu au Nigéria en janvier 2015.



\*Nombre de blessés en 2015 et 2016 non inclus \*\*Jusqu'en février 2016

Source : Global Terrorism Database (GTD), Université du Maryland (2000 – 2014) et Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) (2015 et 2016). Seuls les cas confirmés d'auteurs connus ont été utilisés, et ils ont été classés soit dans la catégorie « affiliés à des idéologies religieuses ou au fondamentalisme religieux » soit dans la catégorie « autres ». Le graphique à barres ne montre que les pays où les attaques ont fait plus de trois victimes au cours de la période concernée. Données de la GTD consultées en octobre 2015. Base de données de l'ACLED consultée en février 2016.

La figure 2 illustre le nombre croissant de pays d'Afrique frappés par le déferlement des vagues de destruction liées à l'extrémisme violent ces dix dernières années.

Les attaques ont atteint des niveaux record : on estime ainsi à 33 300 le nombre de décès causés par l'extrémisme en Afrique entre 2011 et 2016. Les actes de violence se sont également accompagnés de déplacements internes et transfrontaliers massifs de populations, alimentant des dynamiques et des conflits préexistants et faisant naître des besoins humanitaires profonds et impérieux. De manière générale, la montée de l'extrémisme violent en Afrique risque d'annihiler les progrès en matière de développement et menace d'entraver les perspectives futures, et ce, pour les décennies à venir.

Le tourisme et les investissements directs étrangers ont été pénalisés dans les pays touchés, notamment au Kenya et au Nigéria. Les frontières séparant des pays comme le Cameroun et le Nigéria ont été ponctuellement fermées pour faire face à l'insécurité, aggravant ainsi la situation des populations dont la subsistance dépend du commerce transfrontalier informel. Les attaques ciblent les marchés, les pôles de transport et les lieux de culte, tuant des innocents et instaurant un sentiment de peur et d'insécurité tout en exacerbant les tensions interreligieuses. L'impact sur la vie et les moyens de subsistance des personnes ayant perdu des membres de leur famille, des amis et des collègues dans ces nombreuses tragédies est incommensurable. La hausse des violences et de l'insécurité empêche un grand nombre d'élèves et d'étudiants d'aller à l'école ou à l'université. L'augmentation spectaculaire du nombre de vérifications de sécurité et de contrôles dans les espaces publics bouleverse la vie quotidienne dans de nombreux domaines, ce qui a des répercussions psychologiques importantes sur les populations. On peut s'attendre à ce que l'extrémisme violent constitue une entrave de plus en plus importante aux ambitions de l'Afrique en matière de développement si des mesures ne sont pas prises dès maintenant pour s'attaquer aux causes et aux catalyseurs de ce fléau.

---

**On peut s'attendre à ce que l'extrémisme violent constitue une entrave de plus en plus importante aux ambitions de l'Afrique en matière de développement si des mesures ne sont pas prises dès maintenant pour s'attaquer aux causes et aux catalyseurs de ce fléau.**

L'échiquier de l'extrémisme violent en Afrique est en constante évolution. Les principaux groupes actifs sont les suivants : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ; *Jama'at Tawhid Wal Jihad fi Garbi Afriqqiya* (Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest ou MUJAO) ; *Jama'atul Ahlus Sunnah Lidda'awati wal Jihad* (Boko Haram) et *Ansaru* au Nigéria et au Cameroun ; *Harakat Al-Chabab Al-Moudjahidin* (les Chabab) en Afrique de l'Ouest ; et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Afrique centrale<sup>4</sup>. Des cellules affiliées de moindre importance ont fait leur apparition, et les activités de tous ces groupes se propagent souvent au-delà des frontières et gagnent les pays voisins pour donner naissance à de nouveaux groupes et inciter d'autres personnes à prêter allégeance aux organisations principales ou à des idéologies apparentées, comme c'est le cas au Cameroun, au Kenya, au Mali et au Niger, entre autres<sup>5</sup>. On sait ainsi qu'un certain nombre de « combattants étrangers » venus du Soudan se sont rendus en Libye, en Syrie et en Iraq, et dans de plus rares cas en

Somalie et au Nigéria, afin de prêter main-forte aux groupes extrémistes violents. À l'échelle du continent, les analystes de la sécurité s'inquiètent à l'idée d'un brassage entre Boko Haram, AQMI et d'autres organisations militantes régionales, un scénario qui constituerait un risque majeur<sup>6</sup>.

### **Programme du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement***

Face à la menace grandissante de l'extrémisme violent en Afrique, et compte tenu de ses lourdes conséquences dans le domaine du développement et de l'intérêt des approches axées sur le développement dans la recherche de solutions, le PNUD Afrique a entrepris en 2015 d'utiliser ses réseaux et partenariats de longue date avec les gouvernements nationaux, l'Union africaine (UA), les communautés économiques régionales (CER), la société civile, les groupes confessionnels et les universités pour mettre en œuvre un programme de développement régional innovant et de grande envergure. Le programme *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement* a pour objectif de contribuer à prévenir et à contrer la montée de l'extrémisme violent sur le continent.

Son premier pilier concerne le soutien aux pays : le programme entend donc collaborer avec divers partenaires afin d'aider 16 pays cibles à concevoir et à mettre en œuvre des interventions complètes, inclusives et axées sur le développement pour combattre l'extrémisme violent, notamment grâce à une gouvernance plus efficace et à des plans d'action nationaux détaillés pour la prévention de l'extrémisme violent. Le deuxième pilier du programme est destiné à répondre à la dimension régionale de l'extrémisme violent, qui prospère grâce à la porosité des frontières entre les pays d'Afrique. À l'échelle régionale, l'initiative soutient le travail mené par l'Union africaine et les communautés économiques régionales pour lutter contre l'extrémisme violent à travers des politiques et des programmes ciblés. Enfin, le troisième pilier du programme s'attache à l'amélioration des études, des données et des orientations stratégiques visant à lutter contre l'extrémisme violent, compte tenu des nombreuses lacunes en matière de données et de l'urgence à rechercher des stratégies d'intervention plus efficaces. L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* constitue une réalisation majeure du programme du PNUD, et plus particulièrement du pilier consacré à la recherche et aux politiques, et s'appuie sur nos précédents travaux d'analyse des perceptions de la radicalisation, de la violence et de l'insécurité au Sahel<sup>7</sup>. Elle entend apporter une contribution déterminante en orientant non seulement les interventions actuellement menées par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique dans ce domaine, mais également les activités d'autres parties prenantes et partenaires.

## La recherche de cadres explicatifs

Le phénomène de l'extrémisme violent et ses causes hybrides dans différents pays d'Afrique ont été analysés du point de vue de diverses disciplines universitaires et politiques<sup>8</sup>. Les études mettent systématiquement en évidence le contexte global du sous-développement et de la marginalisation dans les régions où l'extrémisme violent est passé au premier plan. Les différences relatives à la situation de chaque pays déterminent également la généalogie de plus en plus complexe de l'extrémisme violent en Afrique. La présence et le « succès » des groupes extrémistes violents résultent de l'intégration dans ces moteurs locaux de discours militants de plus en plus mondialisés et biaisés.

Il est très important de comprendre les différents moteurs et causes qui entrent en jeu et de s'y attaquer, comme le soulignent avec force les Nations Unies. Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2015 enjoint les États du monde entier à accorder une attention accrue aux causes et aux moteurs fondamentaux de l'extrémisme violent, après des décennies de surconcentration d'approches hautement militarisées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent :

*Rien ne saurait justifier l'extrémisme violent, mais force est de reconnaître que ce phénomène n'est pas le fruit du hasard. Lorsque les droits de l'homme sont bafoués, la bonne gouvernance n'a pas sa place et les aspirations sont foulées aux pieds, les discours qui mettent l'accent sur les motifs de mécontentement et l'injustice – ou le sentiment d'injustice – et promettent l'autonomisation et l'avènement de changements radicaux deviennent séduisants<sup>9</sup>.*

Nombreuses sont les populations confrontées à ces « causes fondamentales » ; cependant, en règle générale, seule une infime proportion de personnes décide de recourir à la violence. Quelles sont alors les raisons qui font « basculer » cette minorité ? Il est nécessaire de s'intéresser également à l'importance de la capacité d'agir des hommes pour ce qui est d'encourager l'expression des revendications et leur canalisation dans la violence. En outre, le vécu individuel, qu'il s'agisse de l'expérience de l'injustice ou d'autres facteurs, peut avoir un impact décisif<sup>10</sup>.

Plusieurs cadres visant à classer et à évaluer les différents types de facteurs et de vecteurs ont vu le jour dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent au plan mondial. Ils permettent de faire la distinction entre les facteurs de niveau « micro », « méso » et « macro »<sup>11</sup> et entre les facteurs d'incitation (« push ») et d'attraction (« pull »)<sup>12</sup>. Malgré l'utilité incontestable de ce travail de distinction et de regroupement des différents facteurs qui influencent et favorisent l'extrémisme violent, les décideurs, les chercheurs et les spécialistes s'accordent à dire qu'un plus grand niveau de détail est nécessaire pour permettre aux gouvernements et aux partenaires non étatiques internationaux de combattre efficacement cette menace complexe et multidimensionnelle.

Le manque de données factuelles concernant les facteurs de l'extrémisme violent et les solutions efficaces pour le combattre est souvent invoqué comme un obstacle à l'élaboration de stratégies plus efficaces au niveau mondial : en effet, les études disponibles dans ce domaine sont majoritairement conceptuelles, et non empiriques<sup>13</sup>. Par ailleurs, bien que l'Afrique se démarque de plus en plus comme étant particulièrement touchée et suscite de ce fait un intérêt accru en matière de politiques et de recherche, les causes, conséquences et parcours conduisant à l'extrémisme violent y sont généralement bien moins connus que dans d'autres régions<sup>14</sup>. Alors que ce fléau continue à se propager sur le continent africain, les acteurs nationaux, régionaux et internationaux articulent de plus en plus leurs interventions dans les domaines de la sécurité et du développement autour d'objectifs relatifs à la lutte contre le terrorisme et à la prévention ou à la lutte liées à l'extrémisme violent. Il est nécessaire de disposer de données plus complètes sur l'éventail des facteurs de l'extrémisme violent en Afrique aux niveaux micro, méso et macro et, surtout, sur l'influence que ceux-ci peuvent avoir sur différentes personnes. Une meilleure connaissance de ces mécanismes est essentielle pour garantir l'efficacité des interventions toujours plus nombreuses dans ce domaine.

---

**Les causes, conséquences et parcours conduisant à l'extrémisme violent en Afrique sont généralement bien moins connus que dans d'autres régions.**

## Approche et orientation de l'étude

### *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*

La présente étude est destinée à combler ces lacunes en matière de données. Son objectif est de mieux connaître les divers facteurs et influences qui poussent certains individus à rallier des groupes extrémistes violents en Afrique. Elle se propose d'analyser de manière empirique le profil biographique et les perspectives personnelles d'Africains ayant été radicalisés et recrutés par des groupes extrémistes violents, de façon à mettre davantage en lumière les facteurs de la vulnérabilité au recrutement. De par son envergure, cette étude est unique en son genre, tant en termes de diversité des questions posées que de nombre d'enquêtés, mais surtout parce qu'elle met en lumière des aspects relatifs à de nombreux groupes extrémistes violents actifs sur l'ensemble du continent. S'il convient de reconnaître l'impossibilité d'établir des modèles prédictifs et le fait qu'il n'existe « aucun moyen de déterminer si une personne soumise à certaines circonstances, ayant certaines tendances et certaines relations, et exposée à certaines idées, finira par recourir à la violence »<sup>15</sup>, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* repose sur l'idée fondamentale qu'il reste beaucoup à apprendre sur la probabilité d'un tel processus. En favorisant une meilleure connaissance des facteurs qui prédisposent certains individus à suivre la voie de l'extrémisme violent en Afrique, le PNUD entend encourager l'émergence d'interventions plus efficaces, susceptibles de répondre à ces vulnérabilités afin de les transformer.

Pour mieux comprendre le parcours des extrémistes, le projet a été abordé du point de vue de la socialisation politique. Cette notion, issue de la combinaison de plusieurs disciplines (anthropologie, sociologie et psychologie)<sup>16</sup>, se définit comme suit :

*[...] processus par lequel les enfants, dotés à la naissance du potentiel de développer une multitude de comportements différents, finissent par adopter les normes propres à leur société [...]. La socialisation politique désigne [donc] le processus de développement à travers lequel le citoyen se construit sur le plan politique. Celui-ci acquiert un ensemble de croyances, de sentiments et d'informations qui l'aident à appréhender, évaluer et comprendre le monde politique qui l'entoure. Ses opinions politiques s'inscrivent dans des valeurs sociales plus générales [...] en lien avec ses opinions religieuses, économiques et culturelles.*

*La socialisation politique [est donc] le processus par lequel un individu acquiert, via diverses instances de la société, certaines attitudes et certains schémas comportementaux dans le domaine politique. Ces instances englobent différentes catégories d'environnements, notamment la famille, les groupes de pairs, l'école, les organisations d'adultes et les médias<sup>17</sup>.*

À l'échelle de l'individu, la socialisation politique peut être définie comme le processus permanent à travers lequel une personne développe son propre cadre de référence ou sa propre vision du monde, qui orientera ses choix et notamment ses opinions politiques, religieuses et idéologiques<sup>18</sup>. La stratégie adoptée pour ce projet a donc consisté à s'appuyer sur la théorie de la socialisation politique pour examiner en détail le parcours des personnes ayant rejoint des mouvements extrémistes violents en Afrique, dans le but d'établir un « itinéraire type » permettant de mettre en évidence les principaux facteurs déterminants et les éléments déclencheurs qui favorisent le recrutement. Pour ce faire, un questionnaire structuré et détaillé a été administré à un échantillon de 718 personnes afin de connaître leur vécu et leur opinion personnelle sur diverses questions d'ordre personnel, culturel, socioéconomique et politique. Ce questionnaire comprenait essentiellement des questions fermées qui ont servi à orienter les échanges.

L'échantillon total se composait d'un groupe principal réunissant 495 individus ayant volontairement rallié un groupe extrémiste violent et 78 autres enrôlés de force, et d'un groupe secondaire ou groupe de référence, constitué de 145 personnes sans aucune affiliation avec des groupes extrémistes violents. Au moment de l'entretien, les enquêtés se trouvaient en règle générale au Kenya, au Nigéria, en Somalie et au Soudan, et dans une moindre mesure au Cameroun et au Niger<sup>19</sup>. Les entretiens ont été majoritairement conduits avec d'anciens membres (à divers échelons) de deux des principaux groupes extrémistes violents du continent, à savoir Boko Haram et les Chabab, ainsi qu'avec des recrues africaines de Daech. L'étude comprend également des entretiens réalisés avec des personnes enrôlées dans d'autres organisations, notamment Al-Mourabitoun, MUJAO et Al-Qaïda.

Étant donné le caractère sensible du profil des enquêtés principaux, il était nécessaire d'adopter une méthode d'échantillonnage non aléatoire. L'échantillon était donc constitué de personnes que l'équipe de recherche a pu contacter grâce aux réseaux locaux et au soutien des gouvernements concernés. La plupart des enquêtés du groupe principal ont ainsi été interrogés dans des centres de détention ou de réhabilitation. L'équipe de recherche a ensuite identifié des personnes n'ayant aucun lien avec les groupes extrémistes violents, mais présentant les mêmes caractéristiques démographiques que les enquêtés de l'échantillon principal (âge, sexe, niveau d'instruction et zone géographique, notamment). Le groupe de référence ainsi obtenu a servi de base de comparaison afin d'analyser le parcours des enquêtés principaux et de dégager des hypothèses susceptibles de différencier les perspectives et le vécu des personnes qui se sont enrôlées de celles qui ne l'ont pas fait, malgré les similarités fondamentales de leurs conditions de vie.

Les réponses au questionnaire ont été compilées dans une base de données, avant de faire l'objet d'une analyse descriptive portant sur l'ensemble des questions, et d'une analyse économétrique fondée sur cinq modèles logistiques. Cette dernière vise à étudier différentes variables sélectionnées en raison de leur pertinence pour appréhender la trame de l'évolution vers l'extrémisme. Les modèles 1.1 et 1.2 visaient à cerner les différences systématiques entre les enquêtés du groupe des volontaires et ceux du groupe de référence ; les modèles 2.1 et 2.2 s'intéressaient au parcours ayant conduit les membres du groupe des volontaires à l'extrémisme ; et le modèle 3 étudiait leur évolution vers la démobilisation, le cas échéant. L'annexe 1 décrit de façon plus détaillée l'approche économétrique globale et ses résultats.

Le présent rapport, qui porte sur l'ensemble des données recueillies dans le cadre du projet, repose essentiellement sur l'analyse descriptive, que viennent compléter

quelques références aux principales conclusions de l'analyse économétrique. Il est également ponctué de citations et de portraits photographiques rassemblés durant le processus de recherche. Compte tenu de la méthode d'échantillonnage utilisée, signalons d'emblée que tous les résultats s'appliquent uniquement à l'échantillon de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, et non à la population en général. Les données recueillies ont toutefois été interprétées afin d'identifier leurs implications potentielles en matière de politiques et de programmation.

Ce travail de recherche a été entrepris dans le but de comprendre les dynamiques du processus de recrutement, allant des facteurs premiers et des conditions initiales jusqu'à l'élément déclencheur qui a poussé certains individus, et d'autres non, à franchir le pas du ralliement à un groupe extrémiste violent. Il a donc cherché à approfondir les raisons pour lesquelles un petit nombre de personnes, confrontées aux mêmes difficultés que d'autres membres de leur communauté, ont choisi la voie de l'extrémisme violent. Pour ce faire, l'étude s'est intéressée à tout le processus de recrutement, et non uniquement à la radicalisation. Elle s'est également penchée sur les raisons de la démobilisation, le cas échéant.

## Structure du rapport

Après cette introduction, le rapport aborde plus en détail les principales caractéristiques du profil démographique des enquêtés et passe en revue certaines contraintes et mises en garde à prendre en compte concernant les données et observations recueillies, qui ne constituent pas un état des lieux global de l'Afrique. Il s'attache ensuite à décortiquer et à étudier une série de thèmes spécifiques lesquels, ensemble, contribuent à définir les aspects et les grandes étapes de la progression vers l'extrémisme. Ces thèmes sont les suivants :

- (i) *Situation familiale, enfance et éducation*
- (ii) *Idéologies religieuses*
- (iii) *Facteurs économiques*
- (iv) *État et citoyenneté*
- (v) *Éléments déclencheurs et processus de recrutement*

La dernière partie s'ouvre sur une infographie qui tente de schématiser, d'après l'échantillon interrogé et les principales observations présentées, le parcours que pourrait suivre un individu particulièrement exposé au risque d'être recruté par un groupe extrémiste violent en Afrique. Elle synthétise ensuite les implications politiques et programmatiques que pourront avoir les données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* sur les interventions nationales et internationales.

## Remarques terminologiques

**Extrémisme violent :** les définitions universellement acceptées de l'extrémisme violent sont évasives. Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (2015) énonce ce qui suit :

*«L'extrémisme violent tendant à conduire au terrorisme, le présent Plan d'action [...] a pour objectif de lutter contre ce fléau. L'extrémisme violent est un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. Bien qu'il ne soit ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyance précis, des groupes terroristes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL), Al-Qaïda et Boko Haram ont, au cours des dernières années, façonné l'image que nous en avons ainsi que le débat sur les moyens de faire face à cette menace. Le message d'intolérance – religieuse, culturelle et sociale – que ces groupes véhiculent a eu de graves répercussions sur de nombreuses régions du monde.»<sup>i</sup>*

**Radicalisation :** la notion de radicalisation est de plus en plus considérée comme insuffisante pour expliquer l'extrémisme violent, dans la mesure où de nombreuses personnes peuvent avoir des opinions « radicales » sans pour autant se mettre à perpétrer des actes violents. Cette étude porte sur le recrutement (au sens le plus large possible afin de tenir compte des processus informels et même des initiatives autonomes) plutôt que sur la radicalisation : en effet, si l'une est souvent la condition préalable de l'autre, cette corrélation n'est pas systématique.

**Terrorisme :** le terrorisme, tout comme l'extrémisme violent, ne possède aucune définition universellement acceptée. Cela s'explique, au niveau politique, par la difficulté à se mettre d'accord sur des critères qui permettraient de déterminer dans quelles situations (c'est-à-dire pour quels auteurs, quelles cibles et quels objectifs) le recours à la violence est légitime. En outre, les actes de terrorisme constituent souvent une tactique appliquée dans le cadre d'un projet plus vaste, qu'il soit militaire ou géopolitique. Les Nations Unies décrivent le terrorisme comme suit : « actes criminels conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public »<sup>ii</sup>.

**Lutte antiterroriste :** ce terme est utilisé pour désigner les opérations militaires ainsi que l'adoption de cadres législatifs et policiers visant à contrôler, réprimer et surveiller les activités terroristes ; la formation, l'équipement et la réorganisation des forces de sécurité et des services de renseignements nationaux ; et le renforcement des postes de contrôle et de la surveillance des frontières<sup>iii</sup>.

**Lutte contre l'extrémisme violent et prévention de l'extrémisme violent :** au cours des dix dernières années, la lutte contre le terrorisme a évolué vers une approche stratégique plus vaste intégrant des interventions non militaires visant à mettre un terme aux activités des groupes extrémistes violents et à empêcher leur expansion, tout en s'attaquant aux environnements propices au développement de l'extrémisme violent. Là encore, il est communément accepté que la définition de ce terme comporte un certain degré d'ambiguïté. Les initiatives multilatérales, régionales et nationales de lutte contre l'extrémisme violent et de prévention de l'extrémisme violent qui ont vu le jour comportent souvent des activités liées à la communication stratégique, aux médias, à l'éducation et au maintien de l'ordre dans les communautés, mais adoptent des approches différentes d'un organisme à l'autre<sup>iv</sup>. Il peut être utile de faire la distinction entre la lutte contre l'extrémisme violent, qui s'emploie à combattre les activités des groupes extrémistes violents existants, et la prévention de l'extrémisme violent, dont le but est d'enrayer la propagation de l'extrémisme violent. Toutefois, en pratique, les initiatives portent fréquemment sur ces deux aspects, à travers une approche combinée. La priorité globale étant de limiter la diffusion de l'extrémisme violent grâce à la prévention, le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique s'attache essentiellement à ce dernier aspect, sachant que des programmes globalement axés sur la prévention peuvent intégrer des objectifs relevant directement de la lutte contre l'extrémisme violent.

<sup>i</sup> ONU (2015).

<sup>ii</sup> Résolution 49/60 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1994, « Mesures visant à éliminer le terrorisme international ».

<sup>iii</sup> Mahmoud (2016).

<sup>iv</sup> Fink et Bhulai (2016).

---

**RIEN NE SAURAIT  
JUSTIFIER L'EXTRÉMISME  
VIOLENT, MAIS FORCE EST  
DE RECONNAÎTRE QUE CE  
PHÉNOMÈNE N'EST PAS  
LE FRUIT DU HASARD.**

Plan d'action des Nations Unies pour  
la prévention de l'extrémisme violent (2015)



## PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DE L'ÉCHANTILLON DE RECHERCHE

Les données collectées par le PNUD dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* consistent en des réponses au questionnaire recueillies lors d'entretiens réalisés avec 718 individus, dont 495 avaient été (ou, dans de rares cas, étaient encore au moment de l'entretien) membres d'une organisation extrémiste qu'ils avaient ralliée de leur plein gré<sup>20</sup>. Dans les graphiques utilisés pour présenter les données, ces personnes sont désignées par l'appellation « groupe des volontaires ». Les 77 individus qui ont indiqué avoir été contraints de rejoindre l'une des organisations sont regroupés sous l'appellation « groupe des personnes enrôlées de force ». Enfin, le « groupe de référence » se compose de 145 individus n'étant pas et n'ayant jamais été membres de ce type d'organisations. Les entretiens ont été répartis de manière inégale entre le Cameroun, le Kenya, le Niger, le Nigéria, la Somalie et le Soudan, une proportion nettement plus forte d'entrevues s'étant déroulée en Somalie. Les figures 3 et 4 mettent en évidence le pourcentage d'entretiens réalisés par pays ainsi que la catégorie des enquêtés<sup>21</sup>.

FIGURE 3 RÉPARTITION DES ENTRETIENS PAR PAYS

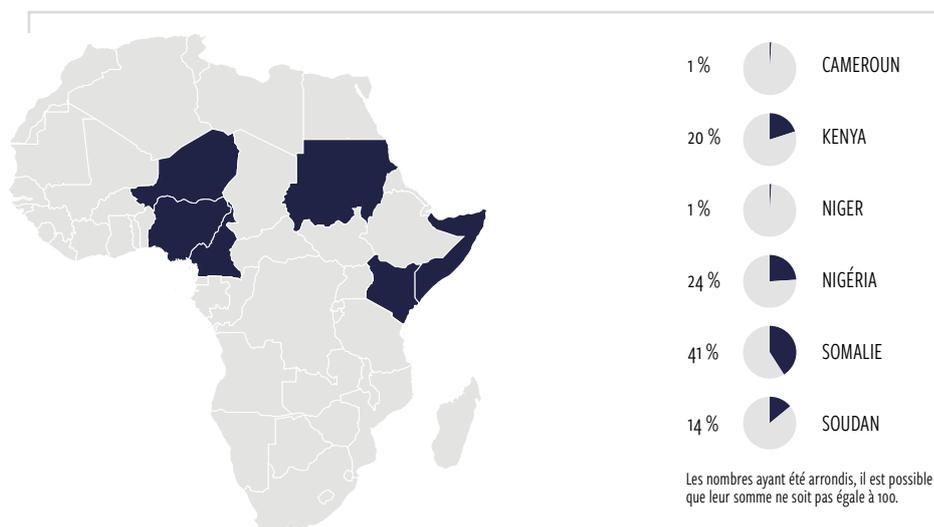
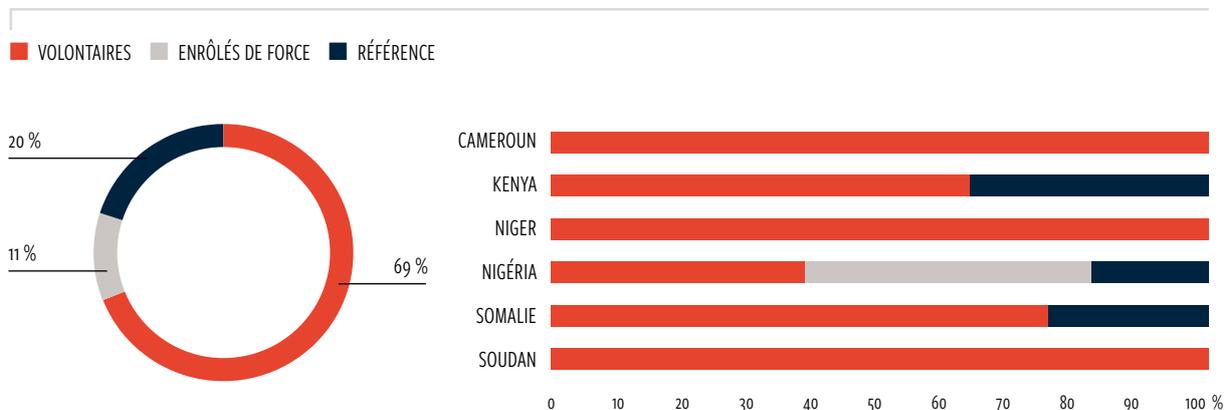


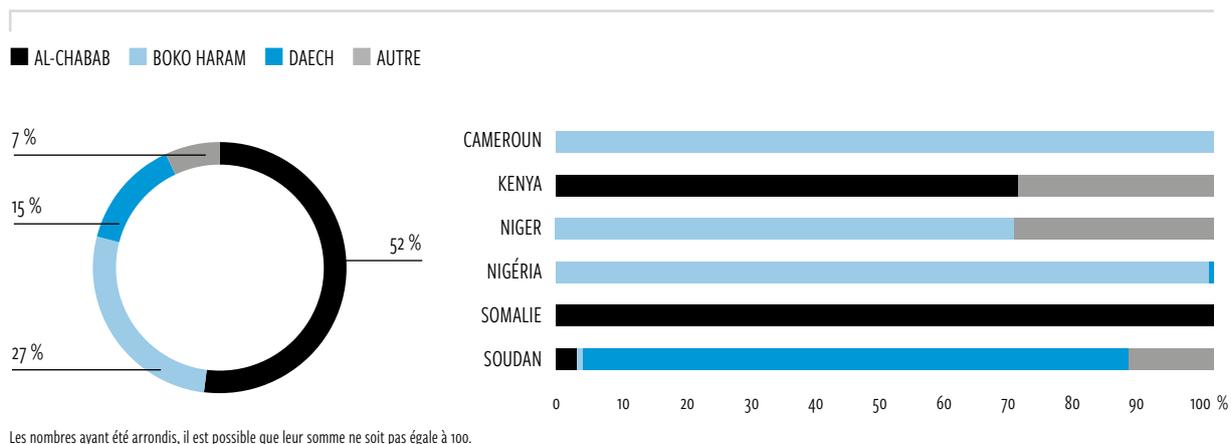
FIGURE 4 RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS PAR CATÉGORIE ET SELON LE PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS



Les données laissent clairement apparaître des biais dus à la répartition géographique inégale des entretiens et à l'hétérogénéité des pratiques opérationnelles entre les différents groupes. Les figures 5, 6 et 7 présentent une répartition des enquêtés volontaires et enrôlés de force par organisation, par situation au moment de l'entretien et par sexe. Comme le montre la figure 5, l'échantillon se compose essentiellement de personnes liées aux Chabab et à Boko Haram (respectivement 52 % et 27 %).

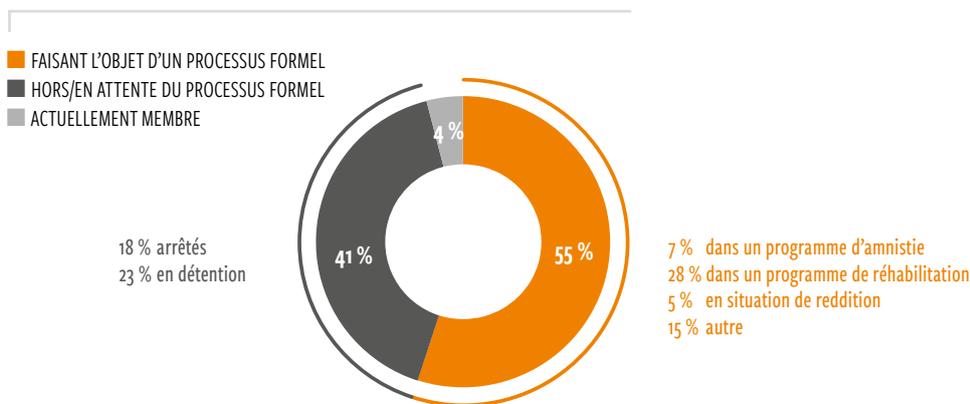
Les entretiens ont majoritairement été réalisés dans des prisons et autres centres de détention d'État. La figure 6 montre qu'au total, 55 % des enquêtés du groupe des volontaires étaient activement impliqués dans un processus officiel de réintégration au moment de l'entretien (« programme d'amnistie », « programme de réhabilitation », « reddition » ou « autre », selon leurs réponses au questionnaire). Ils étaient 41 % à indiquer avoir été « arrêtés » ou se trouver « en détention ». Les 4 % restants étaient des « membres actifs » de groupes extrémistes violents, qui avaient été présentés à l'équipe de recherche au fil du projet et interrogés en dehors des centres de détention d'État.

FIGURE 5 RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS PAR ORGANISATION ET PAR PAYS



L'ÉCHANTILLON EST MAJORITAIREMENT COMPOSÉ DE PERSONNES LIÉES AUX CHABAB (52 %) ET À BOKO HARAM (27 %).

FIGURE 6 RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS PAR STATUT ACTUEL DANS L'ORGANISATION

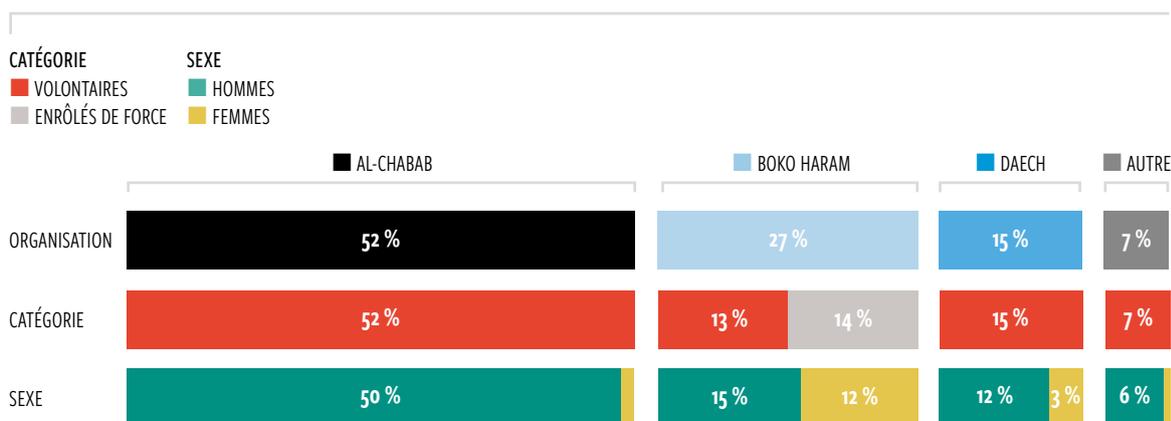


Comme on le voit à la figure 7, 27 % des enquêtés de l'échantillon principal étaient liés à Boko Haram (dont 15 % d'hommes et de garçons et 12 % de femmes et de filles). Parmi les enquêtés associés à Boko Haram, on constate un relatif équilibre entre hommes et femmes, et cette organisation concentre la majorité des enquêtées (70 % des femmes et filles de l'échantillon principal, d'après ce que l'on peut déduire de la figure 7). Ce graphique montre également que les enquêtés qui se sont présentés comme ayant été enrôlés de force dans un groupe extrémiste violent (14 % de l'échantillon principal) étaient tous membres de Boko Haram<sup>22</sup>. Inversement, la totalité des membres de Daech et des

Chabab interrogés s'étaient enrôlés de leur propre chef. En ce qui concerne les femmes et les filles, 16 % avaient été membres de Daech (essentiellement des Soudanaises), le faible pourcentage restant étant réparti entre les autres organisations.

La figure 8 présente la répartition des enquêtés volontaires et des enquêtés enrôlés de force en fonction du poste qu'ils ont déclaré avoir occupé au sein du groupe extrémiste violent. Elle montre que les enquêtés ont majoritairement indiqué avoir été des combattants, ce poste étant suivi par un éventail d'autres fonctions. Seuls 4 % se sont présentés en tant que commandants.

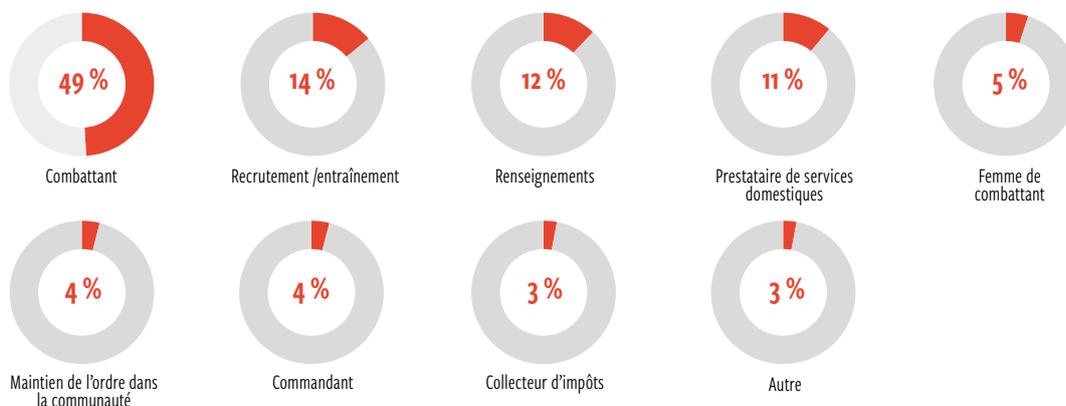
FIGURE 7 RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS PAR ORGANISATION, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE



Chiffres exprimés en pourcentage de la totalité des enquêtés principaux.  
Les nombres ayant été arrondis, il est possible que leur somme ne soit pas égale à 100.

FIGURE 8 RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS PAR POSTE OCCUPÉ DANS L'ORGANISATION

Question à réponses multiples. Indique le pourcentage des personnes ayant cité un poste.



La figure 9 illustre la répartition des enquêtés et des catégories d'enquêtés par sexe. L'échantillon total est composé de 81 % d'hommes et de garçons et 19 % de femmes et de filles. Ce déséquilibre entre les sexes, exacerbé par les problèmes d'accès parfois rencontrés par l'équipe de recherche, est révélateur du fait que les groupes extrémistes violents comptent nettement plus d'hommes que de femmes dans leurs rangs. Les femmes et les filles représentaient 53 % du groupe des personnes enrôlées de force, contre 25 % du groupe de référence et 12 % du groupe des recrues volontaires.

La figure 10 illustre la répartition des tranches d'âge au moment de l'étude, par catégorie et par sexe. Près de 68 % des enquêtés du groupe de référence avaient entre 15 et 25 ans, contre 44 % dans les deux autres groupes. Dans l'ensemble des groupes, une importante majorité d'enquêtés (au moins 73 %) était âgée de 30 ans ou moins. Parmi les enquêtés de moins de 20 ans, 39 % étaient de sexe féminin et 32 % de sexe masculin ; ce décalage s'explique probablement par la singularité des données collectées, qui montrent que la majorité des enquêtées étaient des jeunes filles enlevées par Boko Haram. Par ailleurs, 53 % des enquêtés avaient entre 17 et 26 ans au

moment de leur recrutement (figure 11). Ils sont 70 % à être restés entre six mois et quatre ans dans le groupe en question (cette statistique n'est pas illustrée).

La figure 12 présente la situation maritale et le nombre d'enfants lors du ralliement à l'organisation (ou lors de l'entretien) par catégorie d'enquêtés. Tous les groupes affichaient une importante proportion de célibataires : 68 % du groupe de référence, 64 % du groupe des volontaires et 44 % du groupe des personnes enrôlées de force. Les enquêtés volontaires non célibataires avaient en moyenne deux enfants lors de leur ralliement, contre une moyenne de quatre au moment de l'entretien pour le groupe de référence.

En ce qui concerne l'appartenance religieuse, la plupart des pays étudiés présentent une importante population musulmane (majoritaire, dans le cas de la Somalie). Le Kenya et le Nigéria comptent également de nombreux habitants chrétiens. La figure 13 présente la répartition des enquêtés dans l'ensemble de données en fonction des clivages religieux. Au total, 92 % des personnes ayant répondu au questionnaire de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* ont grandi dans un foyer musulman, et seulement 8 % dans un foyer chrétien.

FIGURE 9 CATÉGORIE DES ENQUÊTÉS PAR SEXE

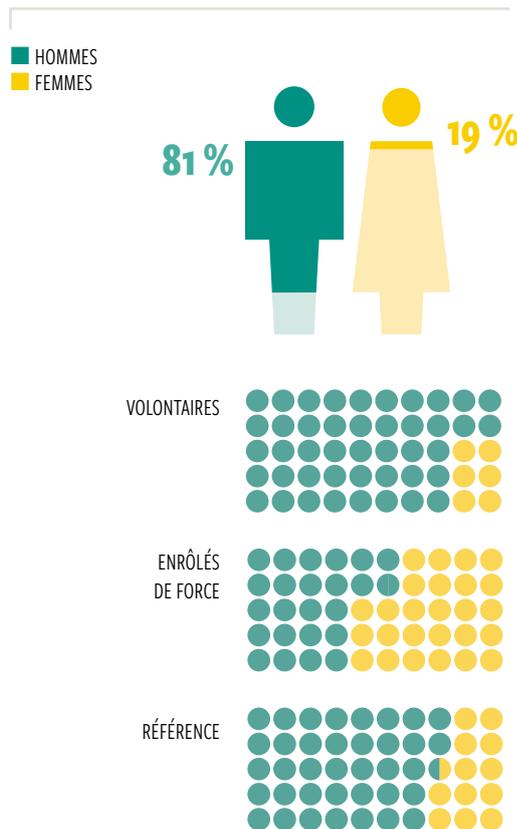


FIGURE 10 RÉPARTITION DES TRANCHES D'ÂGE LORS DE L'ENTRETIEN PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

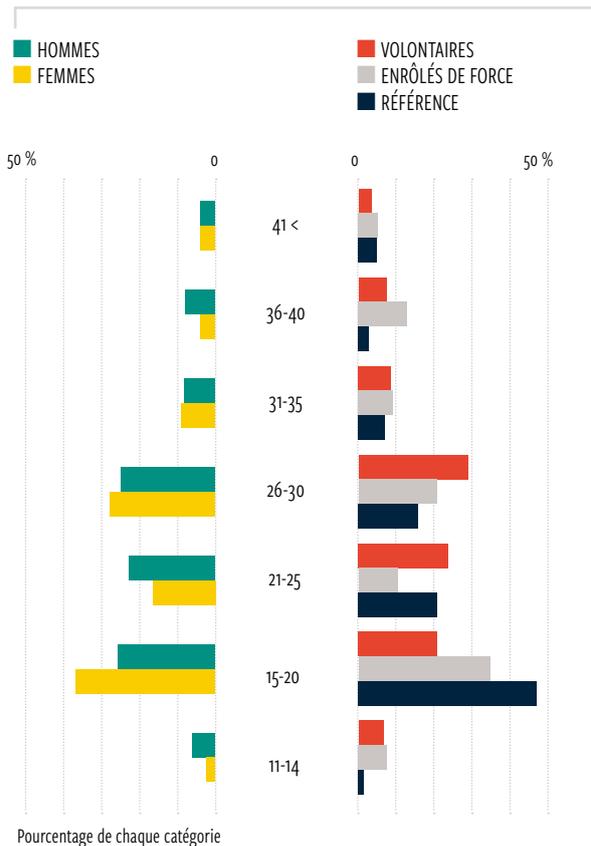
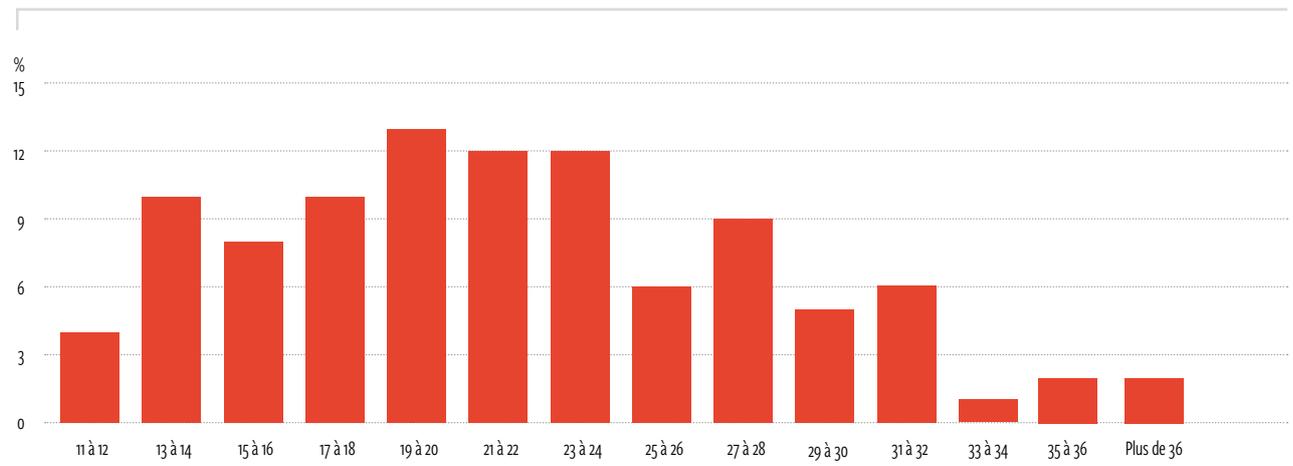


FIGURE 11 RÉPARTITION DES TRANCHES D'ÂGE LORS DU RECRUTEMENT GROUPE DES VOLONTAIRES

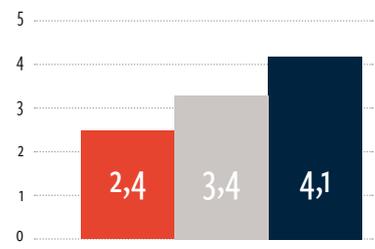


**AU MOMENT DE LEUR RECRUTEMENT, 53 % DES ENQUÊTÉS AVAIENT ENTRE 17 ET 26 ANS.**

FIGURE 12 SITUATION MARITALE ET NOMBRE D'ENFANTS PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

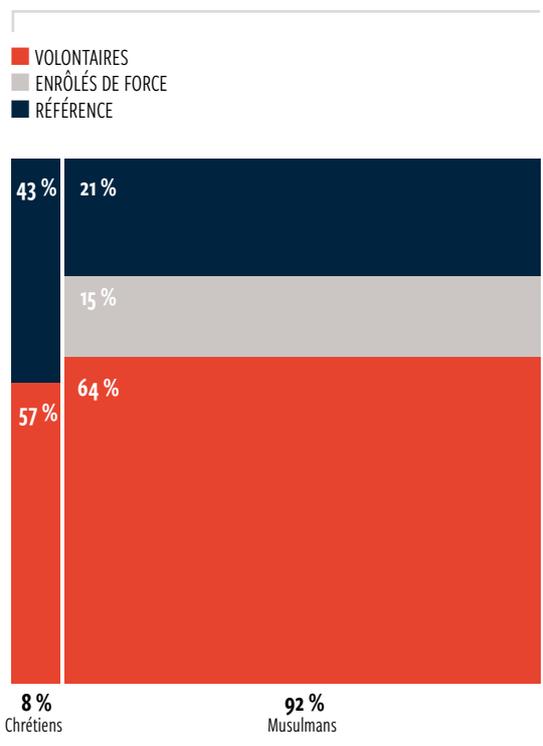


NOMBRE MOYEN D'ENFANTS



Chiffres manquants pour le Soudan. Ce symbole est utilisé tout au long du rapport afin d'indiquer que les graphiques ne tiennent pas compte du Soudan, faute de données.

FIGURE 13 RÉPARTITION DES RELIGIONS PRATIQUÉES DANS L'ENFANCE PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## Dresser un état des lieux global à partir de l'ensemble des données

Les efforts visant à dresser un état des lieux global de l'Afrique se heurtent forcément à certaines limites, compte tenu de la nature intrinsèquement localisée des parcours conduisant à l'extrémisme violent. L'une des grandes finalités de ce travail de recherche était d'ailleurs de favoriser une meilleure connaissance des spécificités de l'extrémisme violent selon les régions. Outre le présent rapport de synthèse, le projet global *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* du PNUD entend réaliser une série d'analyses par pays afin d'étudier plus en détail les données recueillies dans chaque pays et de proposer une réflexion sur les implications plus approfondie et plus contextualisée que celle présentée dans ce résumé synthétique. Le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique est cependant convaincu qu'il reste intéressant de dégager des données factuelles à partir de cet échantillon de plusieurs pays, aussi imparfait soit-il, étant donné la pénurie de données empiriques concernant l'extrémisme violent dans la région.

Les variations selon les pays et selon les groupes évoquées ci-dessus sont le reflet des inégalités d'accès rencontrées dans les différents pays d'Afrique étudiés, des caractéristiques de ces pays et du phénomène de l'extrémisme violent que l'on y observe. Dans plusieurs « lots » de questionnaires, certaines séries de questions sont restées sans réponse. Ces déséquilibres compromettent évidemment l'établissement d'une perspective globale. La plus grande prudence a été observée afin de ne pas tirer de conclusions trop générales, et les variations entre les pays ont été mises en évidence. En outre, le processus d'analyse des données a délibérément et méthodiquement cherché à équilibrer l'analyse économétrique afin de tenir compte des disparités dans l'analyse des principales variables et de faciliter l'identification de tendances générales. L'échantillon a d'abord été soumis à une méthode d'appariement exact afin de mieux équilibrer la répartition des variables, d'où les diverses itérations de chaque modèle décrites dans l'introduction. Un modèle à effets fixes a également été utilisé lors de l'analyse économétrique afin de vérifier si certaines caractéristiques propres à un pays ou à une organisation étaient susceptibles d'affecter la variable dépendante. De nombreuses questions étant restées sans réponse dans les questionnaires administrés au Soudan, celles-ci ont été exclues de l'analyse économétrique et de plusieurs parties de l'analyse descriptive. La méthodologie est expliquée en détail dans l'annexe 1.

Les réponses fournies dans certaines parties du questionnaire ont pu être conditionnées par le fait que les entretiens se sont majoritairement déroulés dans des prisons et des centres de détention, et que de nombreux

enquêtés étaient en attente d'un processus officiel de démobilisation. D'autres problèmes liés à la sensibilité ou à la méconnaissance de certaines thématiques abordées dans le questionnaire ont sans doute influencé les réponses apportées lors des entretiens. Ces « défauts », inévitables dans une recherche originale de cette nature, ont été atténués lors des entretiens et pris en compte autant que possible lors du processus d'analyse.

Le parcours des 495 individus ayant choisi la voie de l'extrémisme (groupe des volontaires) est comparé à l'expérience des enquêtés du groupe de référence et des enquêtés enrôlés de force pour toutes les caractéristiques qui, d'après les témoignages collectés lors des entretiens, semblent induire des enseignements. S'il convient de ne pas exagérer la représentativité de l'échantillon global et de tenir compte des problèmes évoqués ci-dessus, le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique est toutefois convaincu que cette étude met en évidence, dans la section finale du présent rapport, des implications importantes pour les futures interventions en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

D'autres difficultés sont liées au fait que l'équipe de recherche ait rencontré moins de femmes que d'hommes, et que la majorité des femmes et des filles représentées soient liées à des groupes extrémistes violents et à des formes de recrutement bien spécifiques (qu'elles aient été contraintes de rejoindre Boko Haram au Nigéria ou, dans de plus rares cas, qu'elles aient volontairement rallié Daech depuis le Soudan). Ces particularités ont été exacerbées par le fait qu'un grand nombre d'enquêtées aient refusé de répondre à certaines questions. Les différents problèmes liés au rôle particulier que peuvent jouer les femmes et les filles dans le contexte de l'extrémisme violent, l'impact selon le genre des stratégies de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, et le rôle plus général des idéologies sexistes qui influencent l'extrémisme violent sont autant de sujets pertinents qui suscitent un intérêt croissant dans ce domaine<sup>23</sup>. La communauté politique concernée par la lutte contre l'extrémisme violent dans le monde d'aujourd'hui est de plus en plus attentive à ces problèmes, comme le signale notamment la résolution 2242 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2015)<sup>24</sup>. La suite du projet *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* consistera pour le PNUD à examiner plus en détail la dynamique des rapports hommes-femmes dans le contexte de l'extrémisme violent en Afrique, grâce à une étude thématique dédiée et à des analyses par pays. En ce qui concerne le présent rapport, l'impact selon le genre n'est pas abordé dans l'analyse économétrique, mais l'équipe de recherche a fait tout son possible pour identifier les différences et les questions liées au genre dans les principaux domaines d'intervention à l'aide de l'analyse descriptive.

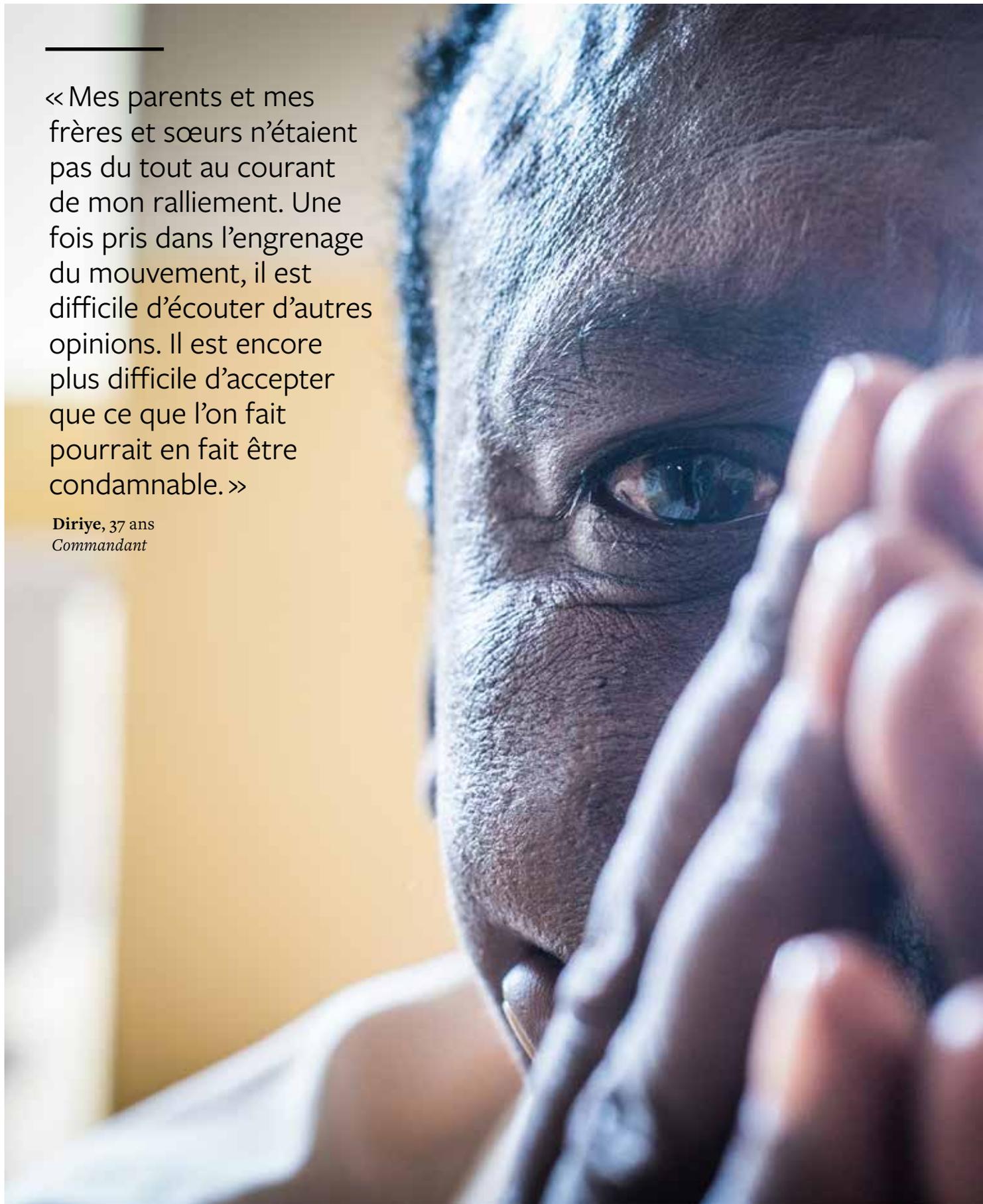
---

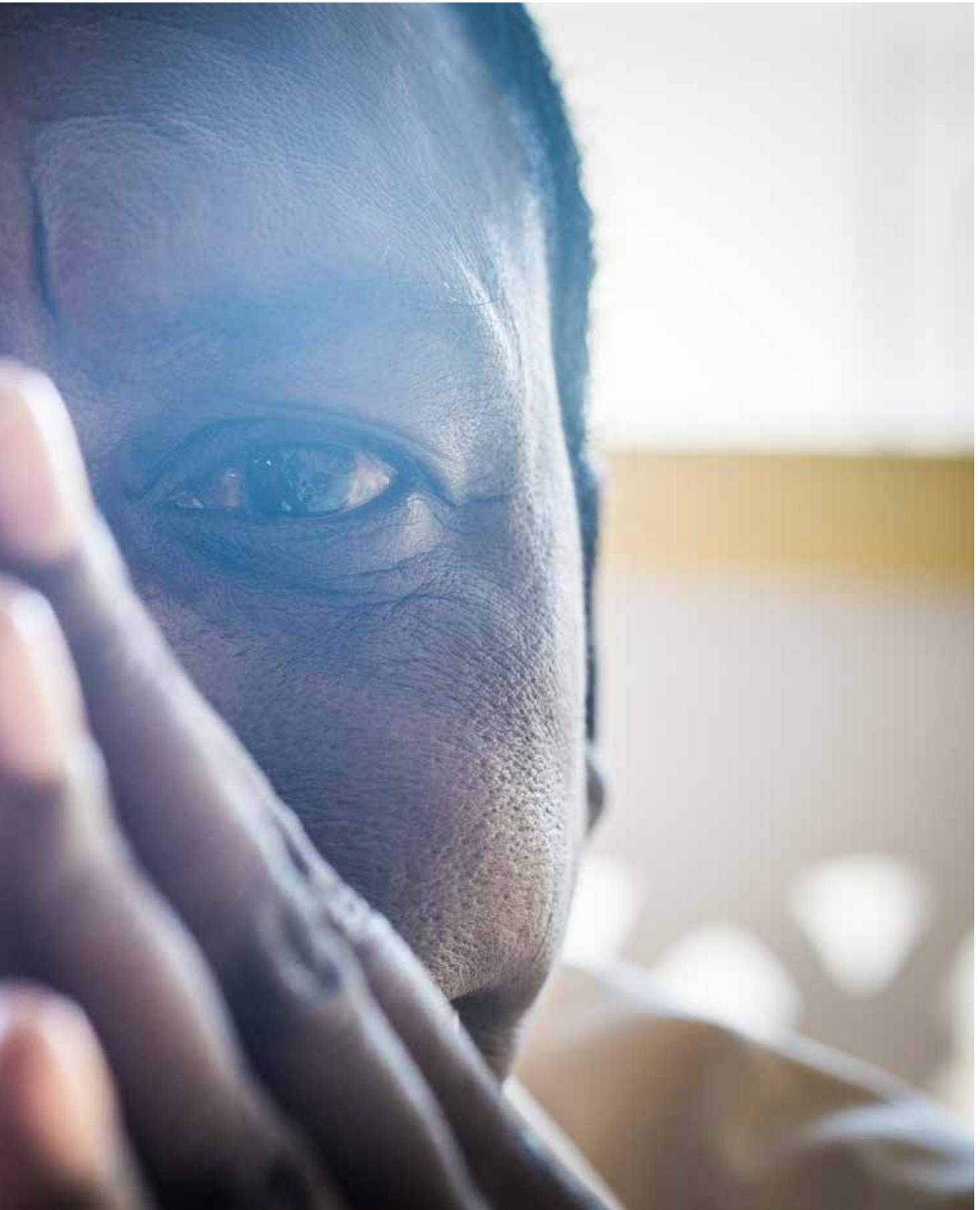
Le parcours des 495 individus ayant choisi la voie de l'extrémisme est comparé à l'expérience des enquêtés du groupe de référence et des enquêtés enrôlés de force pour toutes les caractéristiques qui, d'après les témoignages collectés lors des entretiens, semblent induire des enseignements.

---

« Mes parents et mes frères et sœurs n'étaient pas du tout au courant de mon ralliement. Une fois pris dans l'engrenage du mouvement, il est difficile d'écouter d'autres opinions. Il est encore plus difficile d'accepter que ce que l'on fait pourrait en fait être condamnable. »

**Diriye, 37 ans**  
*Commandant*





## **CHAPITRE 1 : SITUATION FAMILIALE, ENFANCE ET ÉDUCATION**

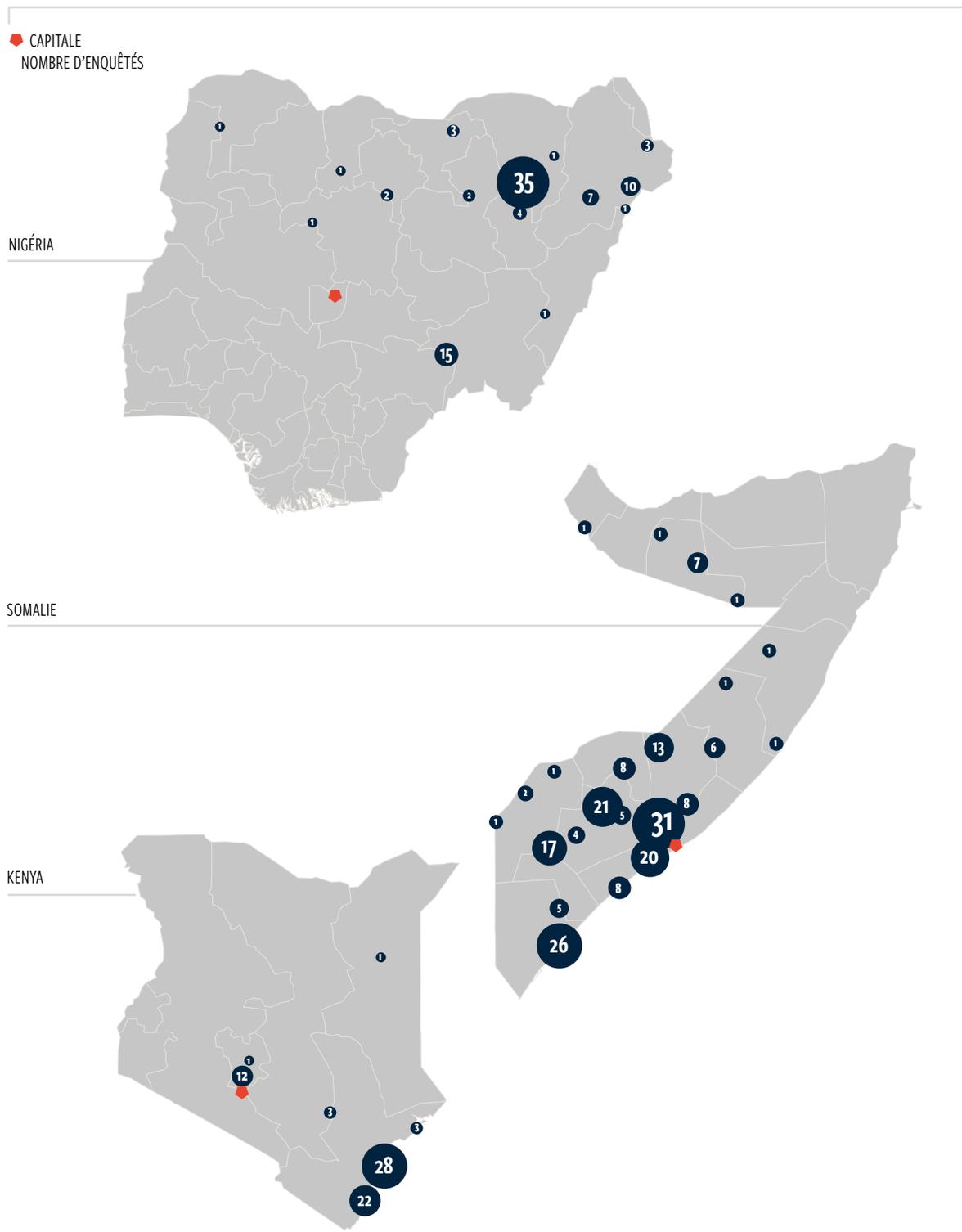
Différents aspects de la situation familiale et de l'enfance des enquêtés ont été examinés à l'aide du questionnaire et de l'analyse de données qui s'en est suivie, afin de découvrir les éventuelles corrélations entre le développement d'une personne pendant la petite enfance (période à laquelle se construisent l'identité et les perceptions) et sa vulnérabilité ultérieure au recrutement. Les données recueillies dans ce domaine grâce au questionnaire sont présentées ci-dessous dans les rubriques suivantes : *Situation périphérique et contact avec d'autres groupes*, *Structure familiale et bonheur durant l'enfance* et *Niveau d'instruction et engagement civique*. L'aspect particulier de l'éducation religieuse est abordé plus loin, dans le chapitre 2.

### 1.1 Situation périphérique et contact avec d'autres groupes

Bien que ce soit les attaques visant de grandes villes qui fassent les gros titres, l'extrémisme violent prend généralement racine dans des régions isolées, secondaires en termes de développement, souvent situées à la frontière entre deux ou plusieurs États, et qui ont été soumises, pendant des générations, à l'abandon et à la marginalisation sur le plan politique, social et économique. Ce constat est confirmé par la carte du PNUD qui met en évidence les « foyers » de l'extrémisme violent en Afrique (figure 2, ci-dessus). C'est le cas par exemple dans le nord du Mali, le nord-est du Nigéria et sur le littoral kenyan. Bon nombre de facteurs liés à l'insécurité et au sous-développement et reconnus pour être propices à l'extrémisme violent sont particulièrement marqués dans les régions périphériques de ces pays. Si les groupes extrémistes violents peuvent exploiter, d'un point de vue logistique, des territoires qui échappent plus ou moins au contrôle des gouvernements, ils ont également mis au point des discours convaincants qui font écho au mécontentement des communautés délaissées.

Les données collectées dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* confirment indéniablement la grande vulnérabilité de ces régions périphériques. Les enquêtés du groupe des volontaires ont majoritairement indiqué avoir grandi dans une zone comptant parmi les plus isolées de ces régions, comme le montre la figure 14<sup>25</sup>. Cela illustre bien la corrélation directe entre le sous-développement général de ces régions et la propagation de l'extrémisme violent. Certains aspects spécifiques d'un tel sous-développement et de son impact sur la vie des habitants et leur potentielle évolution future vers l'extrémisme (niveau d'instruction, accès aux services et aux moyens de subsistance, sûreté et sécurité des personnes, confiance à l'égard des autorités, etc.) sont étudiés séparément plus loin dans ce rapport. Dans le domaine du développement, il est communément admis que le lieu de naissance a une influence considérable sur les perspectives d'avenir d'un individu, les chances d'un enfant et son accès aux services de base essentiels étant extrêmement affectés par cet « accident géographique »<sup>26</sup>.

FIGURE 14 LIEU DE RÉSIDENCE DES ENQUÊTÉS DANS L'ENFANCE (JUSQU'AU 15<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE)  
ENQUÊTÉS ORIGINAIRES DU KENYA, DU NIGÉRIA ET DE LA SOMALIE



Les données recueillies tendent à indiquer que d'autres aspects liés à la géographie entrent également en ligne de compte. Le degré de mobilité et de contact avec d'autres groupes ethniques et d'autres religions pendant l'enfance, en particulier, sont des variables susceptibles d'influencer la disposition future à rallier des groupes extrémistes violents. Dans tous les groupes, un important pourcentage d'enquêtés n'avaient jamais quitté leur pays, même si les enquêtés du groupe de référence avaient plus souvent été en contact avec d'autres groupes ethniques et religions. Comme on le voit à la figure 15, 33 % des enquêtés volontaires ont affirmé qu'ils ne s'étaient jamais rendus en ville dans leur enfance, contre 21 % du groupe de référence (et 71 % des enquêtés enrôlés de force, un chiffre qui s'explique sans doute par le fait qu'il s'agisse en grande partie de jeunes filles originaires du nord-est du Nigéria).

Malgré certaines variations entre les pays en ce qui concerne le contact avec d'autres personnes en règle générale, les réponses à la question « *Enfant, aviez-*

*vous des camarades d'école appartenant à d'autres groupes ethniques ?* » ont permis de constater des différences entre les groupes d'enquêtés. En effet, les enquêtés volontaires et enrôlés de force ont indiqué avoir connu une mixité scolaire moins importante que ceux du groupe de référence, comme le montre la figure 16. Les données collectées nous apprennent également que les enquêtés volontaires étaient plus susceptibles (d'environ 15 %) que ceux du groupe de référence de considérer que leur groupe ethnique était menacé (figure 17). On pourrait en déduire que les personnes ayant fini par rallier des groupes extrémistes violents ont pu développer dans l'enfance un sentiment accru de menace. Ces chiffres signifient également que dans certains cas, une plus grande mobilité et des contacts plus fréquents avec d'autres groupes ethniques peuvent renforcer la confiance envers les autres et la résilience à l'égard d'une future radicalisation.

FIGURE 15 DÉPLACEMENTS DANS L'ENFANCE (JUSQU'AU 15<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE) PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

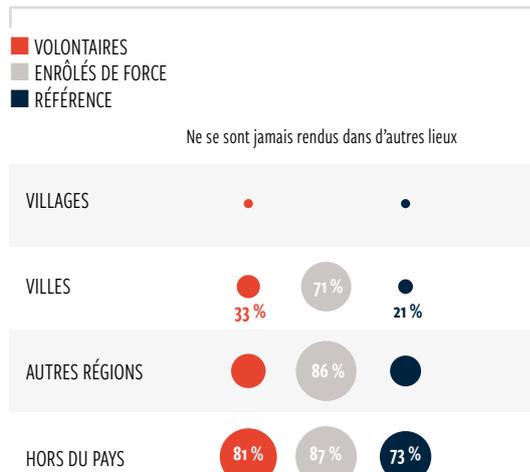


FIGURE 16 « ENFANT, AVIEZ-VOUS DES CAMARADES D'ÉCOLE APPARTENANT À D'AUTRES GROUPES ETHNIQUES ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

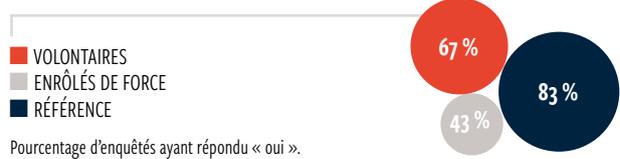


FIGURE 17 « CONSIDÉRIEZ-VOUS QUE VOTRE GROUPE ETHNIQUE ÉTAIT MENACÉ ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## 1.2 Structure familiale et bonheur durant l'enfance

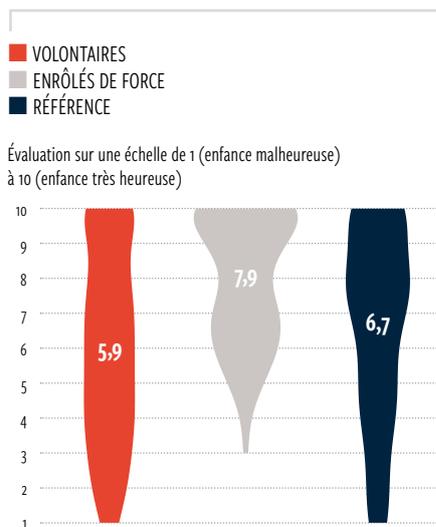
Les chercheurs s'intéressent depuis des dizaines d'années à la psychologie des individus qui commettent des actes terroristes : ils tentent d'identifier les vulnérabilités internes, mettent l'accent sur le caractère particulièrement atypique de ce type de comportement dans la société humaine et étudient les « origines de la mentalité terroriste » ou cherchent à définir quelles personnalités pourraient être particulièrement vulnérables<sup>27</sup>. Les études psychologiques insistent sur le fait que la construction de l'identité et la quête d'identité peuvent devenir « inadaptées », et tentent de déterminer si certaines « tendances cognitives » peuvent se combiner pour favoriser cette vulnérabilité<sup>28</sup>. Toutefois, compte tenu de la grande diversité des contextes socioculturels, des idéologies, des comportements et des structures caractéristiques des groupes extrémistes violents ou encore selon les positions et les fonctions occupées par les membres de certains groupes, ces analyses doivent éviter de trop simplifier ces processus. En effet, toute tentative de mettre au jour la « mentalité terroriste » aboutira plus vraisemblablement à la découverte d'une multitude de mentalités terroristes<sup>29</sup>. Bien que cet axe de recherche se développe, à partir de diverses théories et approches psychanalytiques et non psychanalytiques dont on cherche à vérifier la validité, les résultats concrets se font attendre.

En outre, les informations sur la vie de famille et les expériences vécues dans l'enfance par différents extrémistes violents dans différents groupes armés et pays, pourtant plus accessibles, demeurent en grande partie inexploitées. Du point de vue de la recherche, il est indéniablement complexe de travailler sur des souvenirs d'enfance afin de dégager leur valeur empirique. Néanmoins, « la famille

est un élément fondamental dans le processus de socialisation d'un individu. Les relations qu'une personne entretient avec sa famille peuvent être le catalyseur d'une quête d'identité et d'appartenance en dehors de la sphère familiale (quête d'une identité collective plus vaste, par exemple) et cette démarche peut aboutir à la radicalisation »<sup>30</sup>.

Les données recueillies dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* tendent à indiquer qu'une enfance malheureuse pourrait être un élément déterminant des premières étapes d'une progression vers l'extrémisme. Le sentiment d'avoir vécu une enfance heureuse s'est avéré variable en fonction des groupes et des nationalités. Selon la ventilation par catégorie d'enquêtés (figure 18), ce sont les personnes enrôlées de force qui ont indiqué avoir eu l'enfance la plus heureuse. Cela peut s'expliquer par la composition déséquilibrée de l'échantillon : en effet, la majorité des enquêtés enrôlés de force étaient concentrés au Nigéria, pays affichant les niveaux les plus élevés de bonheur durant l'enfance. Fait important, en revanche, le sentiment d'avoir vécu une enfance heureuse était moins répandu dans le groupe des volontaires que dans les autres groupes. La figure 18 montre que les enquêtés enrôlés de force et ceux du groupe de référence ont globalement la perception d'avoir vécu une enfance plutôt heureuse. Le modèle 1.1 confirme que cet indicateur constitue une variable explicative pertinente et significative de la probabilité de rallier une organisation extrémiste, y compris lorsqu'il est utilisé comme variable de traitement. Les personnes ayant évalué leur bonheur durant l'enfance à 7 ou plus étaient 9 % à 28 % moins susceptibles d'appartenir au groupe des volontaires<sup>31</sup>.

FIGURE 18 ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT L'ENFANCE PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



L'IMPLICATION DES PARENTS DANS LA VIE DE LEUR ENFANT S'AVÈRE ÊTRE UN FACTEUR DÉTERMINANT DU NIVEAU DE BONHEUR DURANT L'ENFANCE INDIQUÉ PAR LES ENQUÊTÉS.

En outre, l'implication des parents dans la vie de leur enfant s'est avérée être un facteur déterminant du niveau de bonheur durant l'enfance indiqué par les enquêtés. La figure 19 montre une forte corrélation positive entre le sentiment d'avoir vécu une enfance heureuse et l'intérêt manifesté par les parents à l'égard de la vie de leur enfant et, d'après la figure 20, les enquêtés volontaires sont ceux qui ont évalué le plus sévèrement le peu d'intérêt ou d'implication de leurs parents à leur égard.

Les questions visant à déterminer si le père de l'enquêté(e) avait plusieurs épouses, s'il était présent ou absent, si l'enquêté(e) était l'aîné(e) de sa fratrie, ou encore avec combien de frères et sœurs il/elle avait grandi, n'ont pas fait apparaître de variations concluantes entre les différents groupes. Dans la majorité des cas, la mère de l'enquêté(e) était présente à ses côtés durant son enfance (y compris, mais par une faible marge, dans les familles polygames). Les enquêtés volontaires semblent toutefois être légèrement plus nombreux à avoir grandi sans leur mère (figure 21).

Les enquêtés de tous les groupes ont majoritairement grandi aux côtés de leurs deux parents. Cependant, seuls 34 % des enquêtés volontaires ayant grandi avec leurs deux parents ont estimé que ces derniers s'étaient beaucoup intéressés à eux et impliqués dans leur vie, contre 48 % dans le groupe de référence et 61 % dans le groupe des personnes enrôlées de force. Les enquêtés volontaires ont donc majoritairement affirmé avoir eu le sentiment que leurs parents, bien que présents, s'étaient moins impliqués dans leur vie (figure 22).

Le questionnaire comportait également plusieurs questions sur le recours aux punitions dans le foyer, afin de déterminer le degré de corrélation entre ce facteur et l'expérience globale vécue dans l'enfance, ainsi qu'une future propension à s'enrôler. Les enquêtés du groupe des volontaires, qui avaient le moins le sentiment d'avoir vécu une enfance heureuse, sont également ceux qui ont le plus subi de punitions physiques et de violences émotionnelles durant l'enfance (figure 23), bien qu'à une faible majorité.

FIGURE 19 ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT L'ENFANCE AU REGARD DE L'INTÉRÊT OU DE L'IMPLICATION DES PARENTS

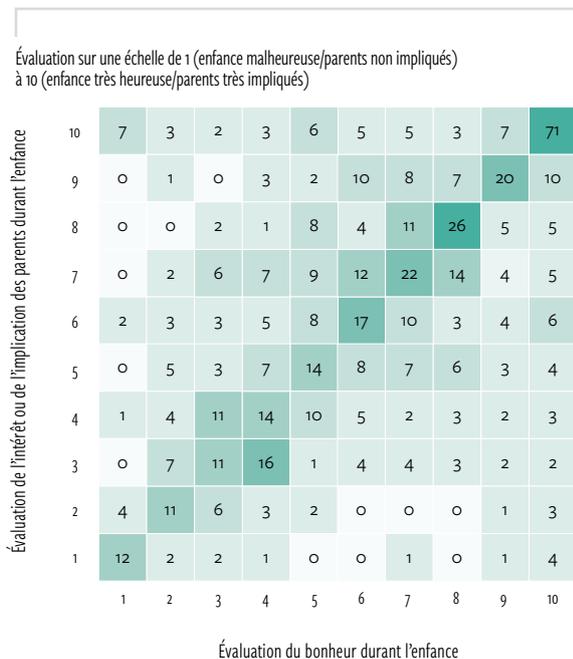


FIGURE 20 ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT OU DE L'IMPLICATION DES PARENTS DANS LA VIE DES ENQUÊTÉS PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

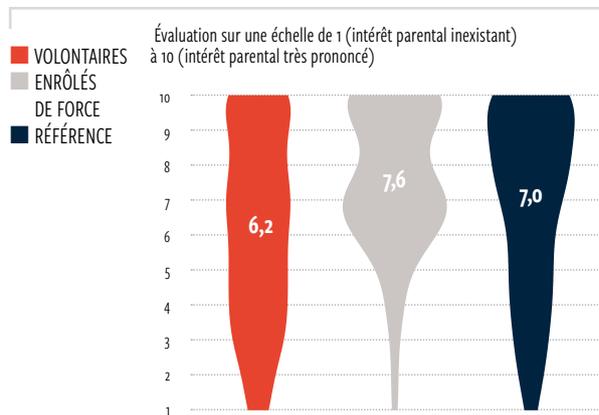


FIGURE 21 « VOTRE MÈRE ÉTAIT-ELLE PRÉSENTE À VOS CÔTÉS DURANT L'ENFANCE ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

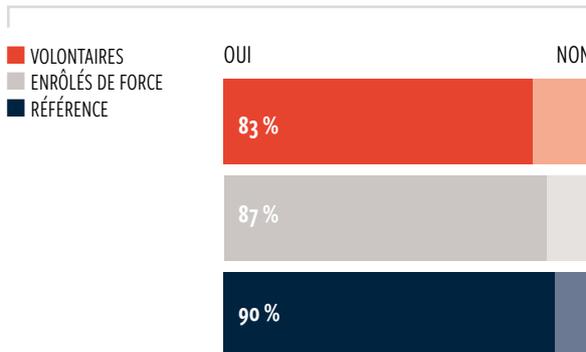


FIGURE 22 PRÉSENCE DES PARENTS ET ÉVALUATION DE LEUR INTÉRÊT OU IMPLICATION DANS LA VIE DES ENQUÊTÉS DURANT L'ENFANCE PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

Évaluation de l'intérêt ou de l'implication des parents sur une échelle de 1 (parents non impliqués) à 10 (parents très impliqués)

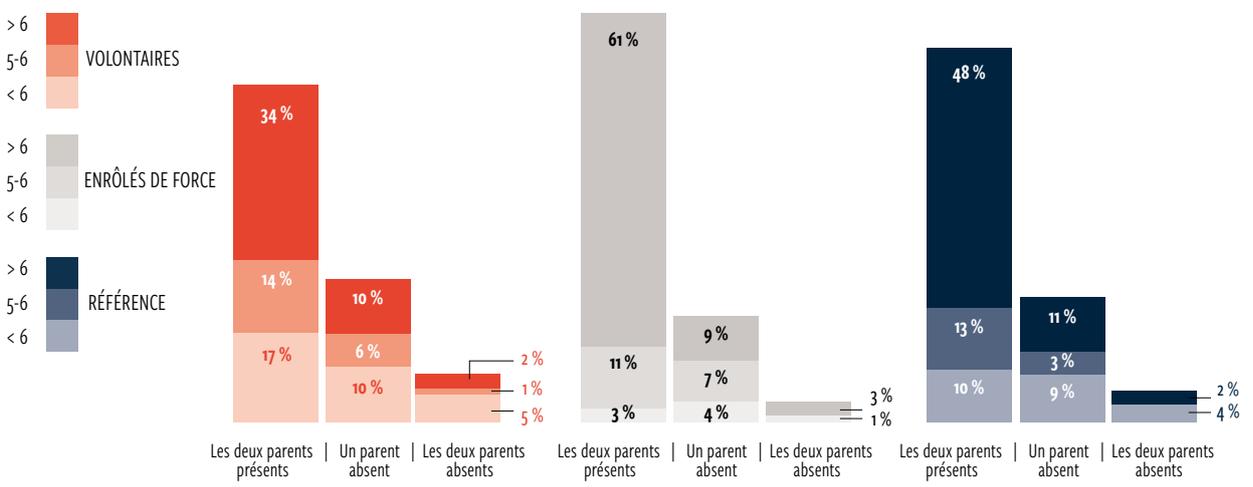
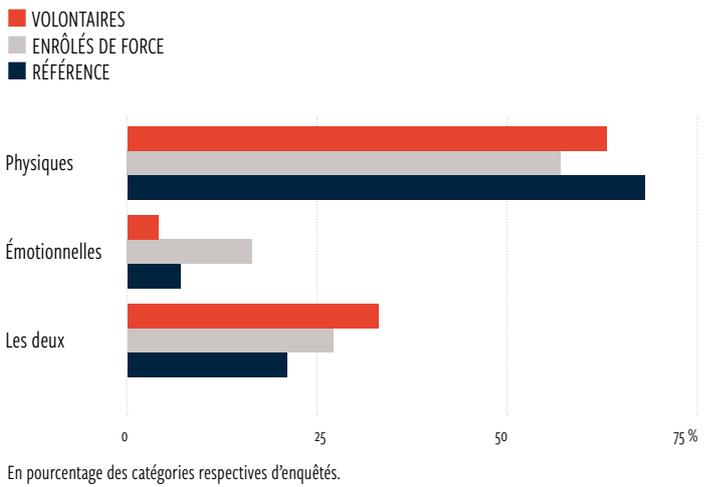


FIGURE 23 TYPE DE PUNITIONS REÇUES DANS L'ENFANCE, LE CAS ÉCHÉANT PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



### 1.3 Niveau d'instruction et engagement civique

La relation ambivalente entre l'éducation et l'extrémisme violent suscite un intérêt grandissant, l'éducation pouvant être utilisée aussi bien comme outil de radicalisation que pour contrer les discours extrémistes violents. L'intérêt des spécialistes de la prévention de l'extrémisme violent pour l'éducation s'explique aussi par la fréquence des attaques symboliques (et extrêmement destructrices) perpétrées par des groupes extrémistes violents contre des établissements scolaires ou universitaires. Entre 2008 et 2013, rien qu'au Nigéria, on a dénombré 92 attaques terroristes (commises par Boko Haram ou par ses groupes affiliés) visant des établissements d'enseignement<sup>32</sup>.

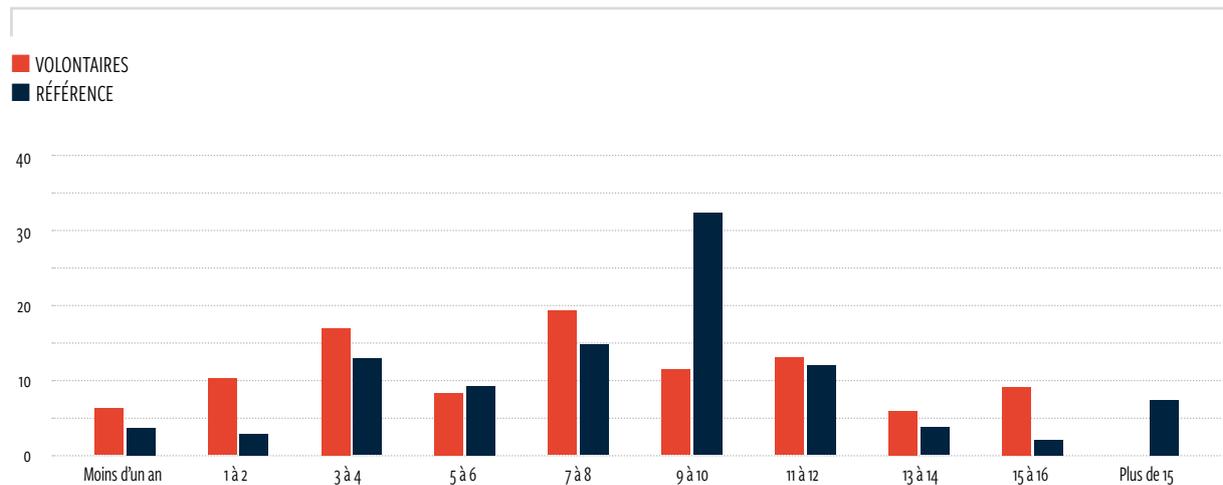
Malgré les variations entre les pays concernant la durée de l'éducation laïque reçue par les personnes interrogées, l'étude révèle que les enquêtés du groupe des volontaires sont bien plus nombreux que ceux du groupe de référence à n'avoir que très peu fréquenté l'école laïque. Ils sont en effet 16 % à avoir reçu deux années d'éducation laïque ou moins, contre 7 % dans le groupe de référence, et 39 % à être allés à l'école pendant 5 à 10 ans, contre 56 % dans le groupe de référence (figure 24).

Il existe bien plus d'études sur la relation entre l'éducation et l'extrémisme violent que sur le bonheur et la stabilité durant l'enfance<sup>33</sup>. Les informations plus complètes disponibles à ce sujet aboutissent, semble-t-il, à des conclusions nuancées. De nombreuses études indiquent que les attaques liées à l'extrémisme violent sont souvent le fait d'individus appartenant à la « classe moyenne », issus d'un milieu relativement aisé et instruit, ce qui va à l'encontre de

l'idée, plus répandue, que le manque d'éducation pourrait être un facteur favorisant la vulnérabilité au recrutement. Toutefois, étant donné les déséquilibres géographiques évoqués plus haut concernant les publications consacrées à ce sujet, il convient de rappeler que ces études sont très peu nombreuses à s'intéresser à l'Afrique, où l'accès à l'enseignement supérieur est plus restreint qu'en Europe. Les données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* tendent à indiquer que la vulnérabilité à un enrôlement futur pourrait être fortement influencée par le manque d'éducation, y compris une éducation de base<sup>34</sup>. Fait intéressant, la figure 39 (chapitre 3), qui illustre le « besoin le plus urgent » ressenti par les enquêtés au moment de leur recrutement, révèle que l'éducation correspond à une aspiration et à un manque perçus comme importants par rapport à d'autres facteurs.

Les chercheurs et les spécialistes de la prévention de l'extrémisme violent insistent sur le fait qu'une bonne éducation ne suffit pas, en soi, à empêcher l'enrôlement dans des groupes extrémistes violents, et affirment que les interventions en faveur de l'éducation ne doivent donc pas être assimilées à des initiatives de prévention de l'extrémisme violent. On sait néanmoins qu'une éducation de qualité peut aider les individus à mieux résister à la tentation du recrutement du fait qu'elle leur offre des solutions<sup>35</sup>. L'intérêt de l'éducation en tant que source de résistance ne s'arrête pas là, car l'école favorise aussi la socialisation. La qualité des cursus et des méthodes d'enseignement joue également un rôle important. Pour parvenir à prévenir l'extrémisme violent, l'éducation doit dans la mesure du possible développer l'esprit critique et inculquer le respect de la diversité et des valeurs citoyennes.

FIGURE 24 NOMBRE D'ANNÉES D'ÉDUCATION LAÏQUE  
GROUPE DES VOLONTAIRES ET GROUPE DE RÉFÉRENCE



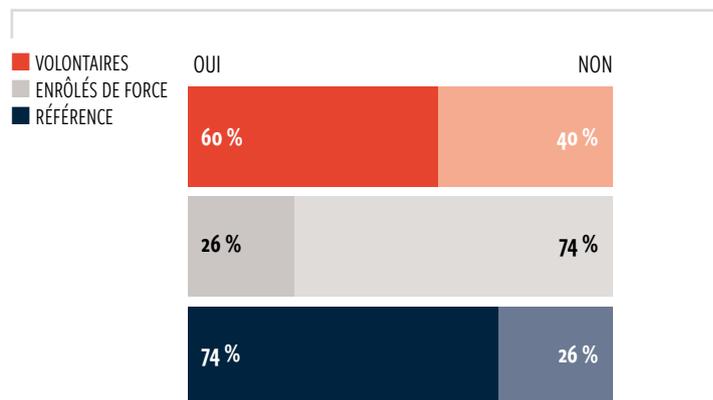
Pourcentage par catégorie individuelle. Le groupe des personnes enrôlées de force n'apparaît pas en raison de l'insuffisance des données disponibles.

En effet, d'après les conclusions de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, la notion de participation et d'engagement civiques s'impose comme le dernier aspect d'une possible corrélation entre l'enfance et un enrôlement futur.

On observe un contraste très net entre les réponses du groupe des volontaires et celles du groupe de référence à la question « Enfant, chantiez-vous l'hymne national ? », avec une différence d'environ 14 %, comme le montre la figure 25. D'après les modèles 1.1 et 1.2, l'hymne national s'avère être une variable significative sur le plan statistique (niveau de signification de 95 % ou plus), y compris lorsqu'elle est utilisée comme variable de traitement. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui chantaient l'hymne national durant leur enfance sont de 4 % à 36 % moins susceptibles d'appartenir au groupe des volontaires.

Si l'on peut penser que cette thématique ne présente qu'un rapport indirect ou douteux avec le sujet de l'étude, les efforts d'interprétation tendent à indiquer qu'une plus grande participation civique à l'occasion d'événements ou de circonstances où l'on entonne l'hymne national peut contribuer à renforcer la résistance à la tentation de l'extrémisme. On peut aussi y voir une corrélation supplémentaire avec le niveau d'instruction (sachant que l'hymne national est souvent, voire toujours, chanté à l'école). Cela tend à indiquer que les personnes qui ne se sont pas enrôlées étaient globalement plus attachées à la signification culturelle, notamment l'identification à l'État-nation, que représente le fait de chanter l'hymne national.

FIGURE 25 « ENFANT, CHANTIEZ-VOUS L'HYMNE NATIONAL ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## Principales conclusions

Le chapitre 1 a montré que les expériences vécues durant l'enfance présentent une corrélation non négligeable avec la propension future à s'enrôler dans un groupe extrémiste violent. Les expériences vécues dans des régions particulièrement excentrées de l'Afrique, à commencer par le « hasard géographique » que constitue le lieu de résidence dans l'enfance, sont les premières à conditionner la vision du monde et la vulnérabilité des individus. Pour autant, il ne s'agit en aucun cas de stigmatiser les communautés de ces régions, dont l'écrasante majorité ne ralliera de toute évidence aucun groupe extrémiste violent. De nombreuses régions relevant de la catégorie des régions « périphériques » ne connaissent pas l'extrémisme violent. Inversement, on peut évidemment trouver en Afrique des extrémistes violents ayant passé leur enfance dans une grande métropole, y compris au sein de l'échantillon. Toutefois, les observations laissent à penser que la réussite des initiatives de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent passe en premier lieu par de réels efforts en faveur de la paix et du développement dans les territoires frontaliers et les régions traditionnellement marginalisées. Il convient notamment d'assurer la mise en œuvre accélérée et résolue du document *Transformer notre monde* : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui s'attaque directement aux sources de mécontentement mises en évidence dans l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*.

L'expérience globale des communautés vivant dans ces régions (facteurs de niveau macro et méso) a teinté certains aspects de la petite enfance (niveau micro) des personnes interrogées sur leur parcours. Les enquêtés du groupe des volontaires ont ainsi côtoyé un nombre plus limité de personnes appartenant à des groupes ethniques différents que ceux du groupe de référence, et semblent avoir eu l'impression grandissante que leur propre identité était menacée. L'étude indique en outre que le sentiment d'avoir vécu une enfance heureuse est moins répandu chez les personnes de l'échantillon parties rallier des groupes extrémistes violents. Proportionnellement, les

enquêtés du groupe des volontaires ont été légèrement plus nombreux à indiquer avoir grandi sans leur mère et avoir reçu des punitions physiques et des violences émotionnelles. Toutefois, la conclusion qui ressort le plus clairement des données de l'échantillon est que le sentiment d'une faible implication des parents dans la vie de leur enfant a eu une influence décisive sur la propension future à s'enrôler, ce qui a d'importantes implications pour les programmes de prévention de l'extrémisme violent. De manière générale, le cumul de ces « micro » expériences vécues au sein du foyer et de la marginalisation sociopolitique et économique subie par la communauté peut fonder les bases d'un risque futur<sup>36</sup>.

L'étude confirme également le rôle de la durée de scolarisation dans le renforcement de la résistance future à la tentation du recrutement. Dans des milieux où les niveaux d'alphabétisation et d'instruction sont globalement faibles, les personnes qui se sont enrôlées volontairement sont particulièrement défavorisées en matière d'éducation. En outre, les données recueillies semblent confirmer les nouvelles hypothèses concernant la qualité de l'éducation nécessaire au renforcement de la résilience face à l'extrémisme, qui soulignent l'importance décisive des valeurs citoyennes. Les enquêtés du groupe des volontaires étaient plus nombreux que ceux du groupe de référence à ne s'être relativement que très peu engagés sur le plan civique durant l'enfance, à en croire l'indicateur relatif à l'hymne national.

Le profil type des personnes de l'échantillon ayant rallié volontairement des groupes extrémistes violents est celui d'un enfant délaissé par l'État comme par son système scolaire et négligé (dans le meilleur des cas) dans son foyer. Dans ces conditions, l'enfant peut atteindre l'âge adulte en étant désorienté, sans perspective d'avenir et, déjà, avec le sentiment accru d'être menacé.

**LES EXPÉRIENCES VÉCUES DANS DES RÉGIONS PARTICULIÈREMENT EXCENTRÉES DE L'AFRIQUE SONT LES PREMIÈRES À CONDITIONNER LA VISION DU MONDE ET LA VULNÉRABILITÉ DES INDIVIDUS. POUR AUTANT, IL NE S'AGIT EN AUCUN CAS DE STIGMATISER LES COMMUNAUTÉS DE CES RÉGIONS.**

---

« Une fois adulte, j'ai épousé l'un des *moudjahidine*, et j'ai commencé à les aider. J'étais notamment chargée de garder les armes en lieu sûr après les combats. »

**Maymuun**, 30 ans

*Trafiquante d'armes et d'êtres humains/marieuse*



## CHAPITRE 2 : IDÉOLOGIES RELIGIEUSES

Les groupes extrémistes violents actuellement actifs en Afrique se présentent le plus souvent comme des groupes religieux, se retranchant derrière des interprétations perverses de l'islam, alors que leurs racines et les vecteurs qui facilitent leur propagation peuvent être attribués à un ensemble d'autres facteurs. Malgré quelques similarités au regard de leur affinité pour les discours mondialisés, ces idéologies religieuses restent variées, ce qui renforce l'hétérogénéité issue des différences entre les pays dans lesquels ces groupes opèrent. L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* cherchant à mieux comprendre l'influence qu'avaient pu avoir les idéologies religieuses sur la propension des personnes interrogées à rallier des groupes extrémistes violents, le questionnaire comportait plusieurs questions relatives à l'expérience religieuse des enquêtés et à leur point de vue sur le sujet. Les données recueillies dans ce domaine sont regroupées ci-dessous dans les rubriques suivantes : *Vision de la religion pratiquée et des autres religions* et *Éducation religieuse*.

Il est bien établi que le lien entre religion et radicalisation s'explique par le fait que la religion peut être utilisée comme un puissant symbole d'identité individuelle et collective, en particulier dans les situations où l'identité religieuse s'oppose à l'allégeance à l'État, ou en présence de personnes et de chefs charismatiques capables d'exploiter ces dynamiques<sup>37</sup>. S'agissant du recrutement, la plupart des analyses de l'extrémisme violent s'accordent à reconnaître que la religion fait office de catalyseur, souvent exploité par les groupes militants pour légitimer le recours à la violence en réaction à un large éventail de récriminations. Si ce type de discours ne parvient à mobiliser qu'une petite fraction de la population des sociétés majoritairement musulmanes, leur attrait idéologique n'en demeure pas moins puissant pour ceux qui y sont sensibles<sup>38</sup>.

## 2.1 Vision de la religion pratiquée et des autres religions

Le pouvoir des idées religieuses, citées comme incitation première au ralliement, ressort nettement de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*. En réponse à une question à choix multiples concernant les raisons de leur ralliement à des groupes extrémistes, la majeure partie des enquêtés volontaires (40 %) ont invoqué les « idées religieuses », et 13 % ont indiqué « avoir fait confiance à un chef religieux ». Dans l'ensemble, 51 % des enquêtés du groupe des volontaires ont choisi soit l'une de ces deux raisons, soit les deux, ce qui montre bien dans tous les cas l'importance de l'idéologie religieuse en tant que facteur déterminant la décision de ralliement. L'éventail des réponses données à cette question cruciale est présenté à la figure 26.

FIGURE 26 **RAISONS DU RALLIEMENT À L'ORGANISATION**  
GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples. Indique le pourcentage des personnes ayant cité une raison.



**LE POUVOIR DES IDÉES RELIGIEUSES, CITÉES  
COMME INCITATION PREMIÈRE AU RALLIEMENT,  
RESSORT NETTEMENT DE L'ÉTUDE SUR LES  
CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE.**

Par ailleurs, en appréhendant cette question avec une perspective différente, il est également intéressant d'observer que les 49 % d'enquêtés du groupe des volontaires restants *n'ont pas* invoqué leurs idées religieuses ou l'influence d'un chef religieux comme étant le principal facteur à l'origine de leur décision de ralliement. Ceci est en soi remarquable étant donné l'importance idéologique accordée aux objectifs religieux affichés par chacun des groupes étudiés. Ce constat corrobore les conclusions tirées par d'autres études, selon lesquelles les personnes qui rallient des groupes extrémistes violents sont motivées par différents besoins et diverses perspectives et priorités, dans lesquels la religion peut éventuellement jouer un rôle prépondérant, mais aussi devenir parfois le point de convergence ou le moyen d'expression d'un certain nombre d'autres problèmes.

Un examen plus approfondi des idéologies religieuses, nonobstant les variations qui existent d'un pays à l'autre, révèle que le pas vers l'extrémisme franchi par les personnes interrogées a été précédé d'un durcissement de leur attitude à l'égard d'autrui, un phénomène déjà mis en avant dans les réponses aux questions sur l'enfance traitées au chapitre 1. À l'âge adulte, ce durcissement semble se confirmer dans bien des cas, au point de constater parmi les membres volontaires de l'échantillon une conviction marquée qu'il ne faut pas traiter les personnes appartenant à d'autres religions sur un même pied d'égalité, comme le montre la figure 27<sup>39</sup>. Il est intéressant de noter que, parmi les personnes

interrogées, les femmes déclarent croire beaucoup plus que les hommes en l'égalité des religions entre elles. Ce constat est attribuable à la nationalité de la plupart de ces femmes. Il peut également témoigner d'une différence de comportement à cet égard entre les genres et d'une tendance plus forte à maintenir la cohésion sociale chez les femmes, même celles qui ont été enrôlées<sup>40</sup>.

Le modèle 1.1 met particulièrement en évidence la différence entre les membres du groupe des volontaires et les autres par rapport à cette variable. La croyance d'une personne en l'égalité des religions s'avère donc être une variable explicative fiable de la probabilité qu'elle se tiendra à l'écart des organisations extrémistes. Ce modèle indique que, toutes choses égales par ailleurs, les enquêtés qui croient en un traitement égal ont de 12 à 26 % moins de chances de rallier une organisation extrémiste. Ces constats suggèrent qu'une plus grande tolérance religieuse pourrait être synonyme d'une plus forte résistance à la tentation du recrutement<sup>41</sup>.

Lorsqu'il leur a été demandé d'indiquer si, au moment de leur enrôlement, ils sentaient une menace planer sur leur religion, la majorité (63 %) des enquêtés du groupe des volontaires a répondu affirmativement (figure 28). Toutefois, lorsque les membres du groupe de référence ont répondu à la question correspondante aux fins de comparaison, à savoir si, au moment de l'entretien, eux sentaient une menace planer sur leur religion, une majorité encore plus forte (de 70 %), a affirmé que « oui ».

FIGURE 27 « PENSEZ-VOUS QUE LES PERSONNES APPARTENANT À D'AUTRES RELIGIONS DEVRAIENT ÊTRE TRAITÉES SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS ET PAR SEXE

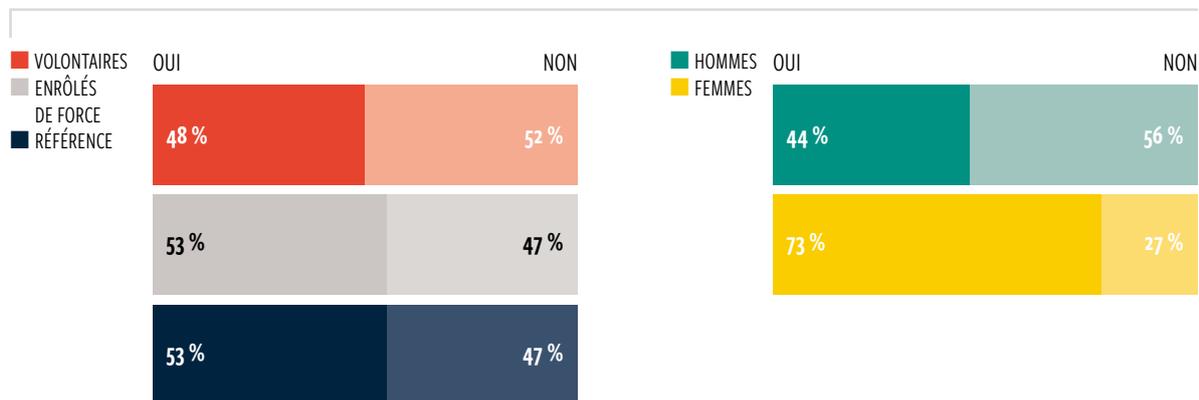


FIGURE 28 « CONSIDÉRIEZ-VOUS QUE VOTRE RELIGION ÉTAIT MENACÉE ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



De même, l'écart de perception entre les membres du groupe des volontaires et ceux du groupe de référence quant à l'importance de leur religion et l'influence de celle-ci était minime (figure 29).

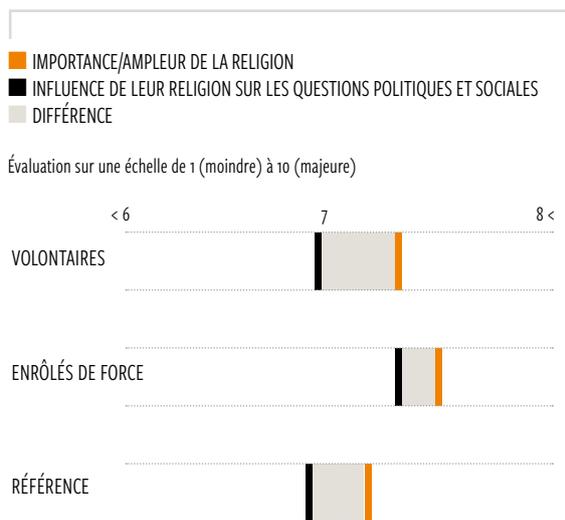
Le sentiment de menace à l'encontre de la religion ou de marginalisation de celle-ci ne semble donc pas être à l'origine d'une différence de points de vue notable entre les membres du groupe des volontaires et les enquêtés du groupe de référence. Le sentiment généralisé qu'une menace plane sur la religion pourrait même bien à l'avenir aggraver le risque de propagation de l'extrémisme violent dans les pays étudiés. La montée des discours islamophobes dans le monde ne fait que renforcer ces perceptions.

C'est « la disposition à mourir pour sa religion », le degré d'engagement le plus élevé car il incorpore une dimension existentielle, qui différencie les groupes.

Ceux appartenant au groupe des volontaires vont en effet plus loin que les autres dans leur engagement en faveur de l'idéologie religieuse, alors qu'ils partagent le même point de vue quant à la menace qui plane sur leur religion et à son manque d'influence sur la société.

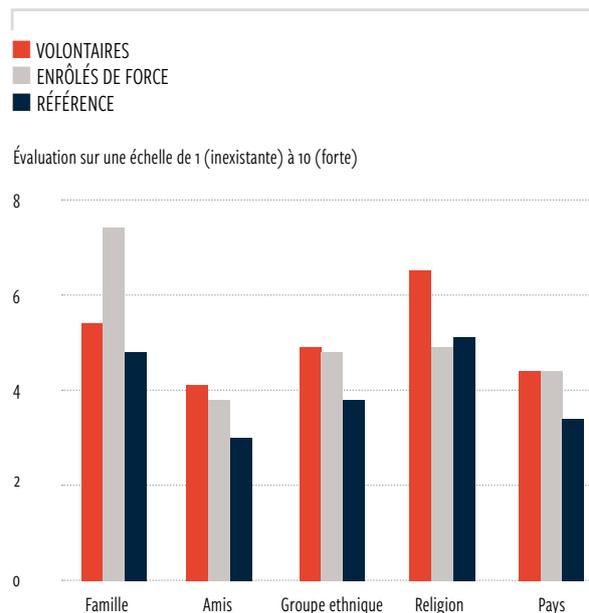
Par conséquent, tandis que « la disposition à mourir pour sa religion » tient le haut du classement des causes pour lesquelles les enquêtés seraient prêts à se sacrifier, aussi bien dans le groupe des volontaires que dans le groupe de référence (figure 30), elle est nettement plus forte chez ceux qui ont franchi le pas vers l'extrémisme. Les personnes enrôlées de force font quant à elles de « la famille » la cause première et affichent, comparées aux autres enquêtés, la plus grande disposition à se sacrifier pour toute raison y afférente, ce qui découle sans doute du traumatisme de la séparation vécu lors de leur recrutement.

FIGURE 29 ÉVALUATION DE L'IMPORTANCE, L'AMPLEUR ET L'INFLUENCE DE LA RELIGION DANS LE PAYS PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



**UNE PLUS GRANDE TOLÉRANCE RELIGIEUSE POURRAIT ÊTRE SYNONYME D'UNE PLUS FORTE RÉSISTANCE À LA TENTATION DU RECRUTEMENT.**

FIGURE 30 ÉVALUATION DE LA DÉTERMINATION À MOURIR POUR LES CAUSES SUIVANTES PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## 2.2 Éducation religieuse

Concernant le nombre d'années d'enseignement religieux, il semblerait que les personnes enrôlées volontairement ou de force aient en moyenne été scolarisées moins longtemps que les membres du groupe de référence, comme le montre la figure 31. Cependant, les données indiquent clairement que les membres volontaires aussi bien que les personnes enrôlées de force ont généralement mémorisé bien plus de sourates (chapitres) du Coran que les membres du groupe de référence, respectivement 10 et 6 de plus, comme l'illustre la figure 32. Ce critère dépend sans doute du temps passé au sein du groupe extrémiste en question. La figure 32 révèle également que, pour l'ensemble des groupes, le nombre de sourates du Coran mémorisées reste en moyenne assez faible (environ 1 à 10).

D'après les modèles 1.1 et 1.2, au sein de l'échantillon, le fait d'avoir reçu une éducation religieuse pendant au moins six ans est un facteur qui réduit considérablement la probabilité de figurer parmi le groupe des volontaires<sup>42</sup>. Selon ces modèles, une personne qui a reçu une éducation religieuse pendant au moins six ans a jusqu'à 32 % de probabilité en moins de rallier une organisation extrémiste. En fait, cette variable est également fiable et

particulièrement significative sur le plan statistique dans les modèles 2.1 et 2.2, axés sur le parcours menant à l'enrôlement.

Le modèle 1.2 comprend trois autres variables liées à la religion : la connaissance d'au moins un tiers des sourates du Coran, le fait d'avoir étudié le Tafsir (l'interprétation du Coran), et l'interaction de ces deux variables. Les résultats indiquent que la mémorisation d'au moins un tiers du Coran revêt une importance sur le plan statistique et qu'elle n'est associée au ralliement à une organisation extrémiste *que* lorsque l'individu en question n'a pas étudié le Tafsir, et inversement. Cependant, l'interaction de ces deux variables, à savoir la mémorisation d'au moins un tiers du Coran *et* l'étude du Tafsir, est quant à elle inversement liée à la probabilité de ralliement à une organisation extrémiste dans tous les modèles, bien que le paramètre de cette interaction ne soit pas statistiquement significatif.

La figure 33 développe ces résultats et montre qu'il existe chez les volontaires de l'échantillon une différence claire entre le fait de *lire* le Coran et de *comprendre*. En effet, 57 % d'entre eux admettent ne pas lire le Coran ou ne comprendre ce qu'ils en lisent que partiellement, voire pas du tout.

FIGURE 31 NOMBRE D'ANNÉES D'ÉDUCATION RELIGIEUSE REÇUES PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

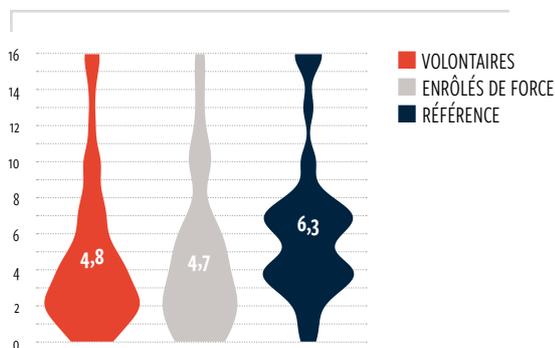
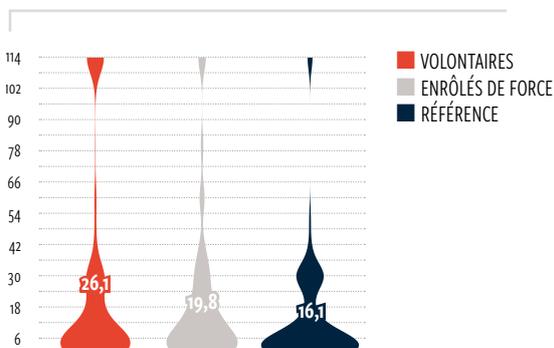


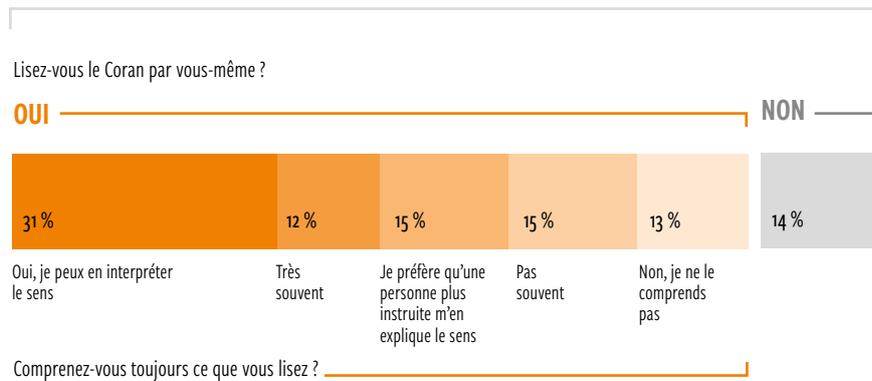
FIGURE 32 NOMBRE DE SOURATES DU CORAN MÉMORISÉES PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Les conclusions de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* révèlent que, dans l'échantillon, ce sont le dogmatisme et l'endoctrinement plutôt que des études religieuses poussées qui ont influé sur la propension à s'enrôler. Cette interprétation repose sur le fait que le Coran n'est généralement disponible qu'en arabe classique dans les milieux desquels étaient issus les enquêtés. Par conséquent, en matière d'éducation religieuse, les personnes qui ne maîtrisent que partiellement la langue arabe dépendent souvent largement d'intermédiaires. Plus leur propre connaissance de la religion est solide, plus ces personnes sont capables de remettre en cause et de pondérer les interprétations militantes.

Ces conclusions revêtent une importance toute particulière dans le contexte international et national actuel étant donné que la critique de l'extrémisme violent dérive fréquemment vers une perception négative de l'islam en tant que tel. L'opinion largement répandue selon laquelle les *madrasa* (établissements islamiques d'enseignement) sont des foyers de radicalisation illustre cette tendance. Au contraire, chez les personnes interrogées, il semble qu'une éducation religieuse de *qualité* ait servi de rempart à la tentation du recrutement<sup>43</sup>. Il est bien établi que les recruteurs se servent des plateformes éducatives, en Afrique comme ailleurs, pour mener à bien leur dessein. Cependant, d'autres recherches portent à croire que la formation religieuse peut servir de facteur de protection, une hypothèse étayée par la figure ci-après<sup>44</sup>.

FIGURE 33 LECTURE ET COMPREHENSION DU CORAN  
GROUPE DES VOLONTAIRES



**CES CONCLUSIONS REVÊTENT UNE IMPORTANCE TOUTE PARTICULIÈRE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL ACTUEL ÉTANT DONNÉ QUE LA CRITIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DÉRIVE FRÉQUEMMENT VERS UNE PERCEPTION NÉGATIVE DE L'ISLAM EN TANT QUE TEL.**

## Principales conclusions

Le chapitre 2 a montré que, bien que l'idéologie religieuse soit souvent invoquée comme principal motif du passage à l'extrémisme et qu'elle représente la réponse la plus fréquemment donnée par les individus de l'échantillon, d'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte. Cela confirme qu'il importe de trouver des stratégies appropriées pour engager un dialogue constructif avec les idéologues religieux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et du plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Cela conforte également l'idée que la religion, décrite comme l'axe central autour duquel gravite toute une série de griefs et de problèmes, est instrumentalisée par les groupes extrémistes pour justifier le recours à la violence.

Dans le même temps, bien que la religion puisse faire partie des facteurs déterminants qui poussent les individus à rallier des groupes extrémistes violents, il est clair que le degré de connaissance de la religion des personnes les plus susceptibles d'être recrutées est faible. Par conséquent, leur compréhension de la véritable signification des textes religieux est elle aussi limitée. Au sein de l'échantillon, le fait d'avoir suivi un enseignement religieux d'une durée supérieure à la moyenne semble avoir été source de résilience face à l'extrémisme. En revanche, 57 % des volontaires enquêtés ont déclaré ne pas savoir lire ou ne pas comprendre les textes religieux. Ces résultats contredisent le discours islamophobe dont la montée en puissance va de pair avec la recherche de solutions efficaces contre l'extrémisme violent dans le monde. Ils montrent que favoriser une meilleure compréhension de la religion à l'aide de méthodes permettant aux étudiants de remettre en question les enseignements et de les aborder de façon critique peut être une clé de la réussite des initiatives de prévention de l'extrémisme violent.

Il faut donc déterminer plus précisément, à la lumière de ces résultats, quels types de *madrassa* entretiennent des liens avec l'extrémisme violent, de quelle manière et à quel moment. Les stéréotypes négatifs sur l'enseignement religieux sont en effet fortement susceptibles d'être contre-productifs. Ces résultats montrent également qu'il conviendrait d'améliorer les systèmes de gouvernance locale pour faire en sorte qu'ils rapprochent les communautés dans le traitement des affaires religieuses.

D'après les réponses données par le groupe des volontaires, le passage à l'extrémisme implique un durcissement de l'attitude à l'égard d'autrui et une conviction plus marquée que les personnes appartenant à d'autres religions ne devraient *pas* être traitées sur un même pied d'égalité. Le sentiment d'une menace planant sur leur religion est répandu chez tous les enquêtés, ce qui doit mettre en garde contre le risque potentiel d'une expansion du recrutement par les groupes extrémistes violents qui instrumentalisent la religion et en font l'axe autour duquel gravitent d'autres motifs de mécontentement issus d'autres circonstances. Ce risque est en effet bien réel dans tous les pays africains étudiés. Par ailleurs, les membres du groupe des volontaires se disent plus enclins à mourir pour la religion que pour toute autre cause (tandis que ceux qui ont été enrôlés de force citent avant tout la famille).

---

« Même après toutes ces années, on n'a rien vraiment gagné, ni même fait de progrès. Trop de civils et de musulmans sont déjà morts. On dirait que ça ne finira jamais. C'est pour ça que j'ai décidé d'abandonner, de tout arrêter. »

Ali, 53 ans  
*Recruteur*



## CHAPITRE 3 : FACTEURS ÉCONOMIQUES

Une autre composante de l'expérience personnelle des individus qui font le pas vers l'extrémisme prise en compte dans le questionnaire se rapporte à la situation économique des enquêtés au moment de leur recrutement, à l'importance qu'ils accordent aux facteurs économiques par rapport à leur décision de rallier un groupe extrémiste violent, ainsi qu'à la rémunération qu'ils ont touchée une fois engagés. Les observations de ce chapitre sont groupées par catégorie, comme suit : *situation au regard de l'emploi, classement des facteurs économiques en tant que vecteurs de recrutement et rémunération.*

Dans les régions d'Afrique les plus touchées par l'extrémisme violent, les taux de chômage sont élevés et les besoins économiques manifestes, souvent bien plus qu'ailleurs dans le pays. Ainsi, dans les comtés du littoral et du nord-est du Kenya, le taux de chômage des jeunes est de 40 à 50 % plus élevé que la moyenne nationale<sup>45</sup>. Au Nigéria, où 100 millions de personnes vivent dans la pauvreté, des écarts régionaux semblables faussent la mesure des perspectives des habitants du nord-est au regard des moyens de subsistance<sup>46</sup>. Au Kenya, de récentes données tirées de l'indice de pauvreté multidimensionnelle mis au point par Oxford Poverty & Human Development Initiative (OPHI) illustrent cette tendance : au nord du pays et, dans une moindre mesure, dans la région côtière, où l'extrémisme violent est plus répandu, le taux de pauvreté multidimensionnelle est bien plus élevé qu'à Nairobi et dans les régions centrales (figure 34). Des preuves similaires de l'appauvrissement relatif, par rapport à la moyenne nationale, des principaux États où Boko Haram a vu le jour et pris de l'ampleur au Nigéria sont représentées dans la figure 35. Au Kenya, en Somalie, au Soudan et dans la région du lac Tchad, où se sont déroulés la plupart des entretiens, les effets du changement climatique se font également sentir sur des économies déjà fragiles<sup>47</sup>.

L'idée que la pauvreté et le chômage sont des facteurs déterminants dans le déclenchement des conflits violents est acceptée de longue date dans la théorie des conflits et le discours politique. Elle a trouvé un nouvel élan à partir de la fin des années 1990, en partie grâce aux travaux de Paul Collier qui, dans son approche empirique des dimensions économiques liées aux guerres civiles, affirme que la prépondérance de jeunes hommes dans une société où les possibilités de gagner sa vie de façon légale sont limitées est étroitement liée à la probabilité de guerre

civile, en particulier là où la disponibilité de produits de base qu'il est possible de piller est forte<sup>48</sup>. Toutefois, d'autres auteurs ont depuis longtemps mis en garde contre ce qu'ils considèrent comme une vision trop déterministe du rapport entre pauvreté, chômage et violence.

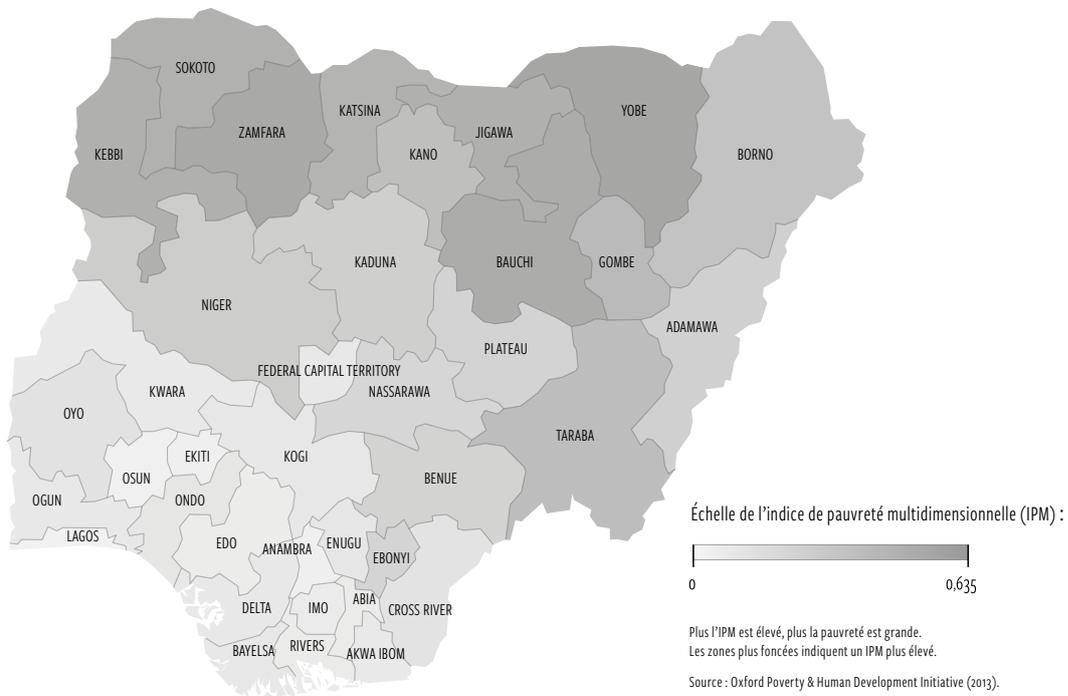
Comme en matière d'éducation, la preuve de la relation entre le chômage, la pauvreté et l'extrémisme violent est controversée. Tandis que les analyses des médias et des responsables politiques mettent en avant le lien supposé entre l'impossibilité d'entreprendre une activité économique et l'extrémisme violent, de nombreux ouvrages contestent les hypothèses généralisées à ce sujet. De nombreuses études signalent qu'une grande partie des extrémistes violents sont issus de milieux relativement aisés, ce qui pousse à examiner d'autres facteurs de motivation. Cependant, il faut là encore préciser que la plupart de ces études portent sur des régions hors Afrique.

S'il existe un consensus sur le fait que la pauvreté en elle-même ne suffit pas à expliquer l'extrémisme violent en Afrique, il est admis que les groupes extrémistes violents exploitent le sentiment qu'éprouvent certaines populations de vivre dans une situation économique particulièrement difficile ou d'être exclues du fait de leur appartenance religieuse ou ethnique. L'incapacité des pays à générer des niveaux élevés de croissance et d'emplois durables joue également un rôle déterminant. Les facteurs économiques font donc partie de la palette de problèmes qui favorisent le recrutement des individus par des groupes extrémistes violents, mais ils ne sont pas les seuls. Plus largement, le sous-développement de l'Afrique est clairement en corrélation avec un ensemble de facteurs qui se sont avérés propices à la propagation de l'extrémisme violent.

FIGURE 34 INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM)  
PAR RÉGION, AU KENYA (2014)



FIGURE 35 INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM)  
PAR ÉTAT, AU NIGÉRIA (2013)



### 3.1 Situation au regard de l'emploi

Seuls 7 % des enquêtés du groupe des volontaires ont cité la « perte d'emploi » en réponse à la question « *Quel incident spécifique vous a finalement poussé à rallier l'organisation ?* » (qui rejoint celle de l'élément déclencheur, voir figure 50 au chapitre 5). Cependant, cette réponse peut tout aussi bien traduire une situation de chômage au moment du recrutement que le peu d'importance accordée aux facteurs économiques. En effet, le nombre d'enquêtés du groupe des volontaires sans emploi au moment du recrutement dépassait de 16 % celui de leurs homologues du groupe de référence, comme le montre la figure 36.

Les modèles 1.1 et 1.2 soulignent l'importance de la situation d'un individu au regard de l'emploi par rapport au risque qu'il soit recruté. L'étude montre en effet qu'un individu qui travaille ou suit des études est entre 3 et 27 % moins susceptible de figurer parmi le groupe des volontaires. Cette variable est statistiquement significative, dans l'intervalle de confiance de 95 % ou plus,

pour 8 des 11 versions du modèle, y compris quand elle est utilisée comme variable de traitement. Elle présente également une valeur explicative dans le modèle 2.2, qui se penche sur le processus de recrutement.

Lorsqu'ils ont effectivement fini par rallier un groupe extrémiste violent, les individus qui suivaient des études ou occupaient un emploi (non précaire) ont majoritairement mis beaucoup plus de temps à franchir le pas que les individus au chômage ou occupant un emploi précaire, comme le montre la figure 37.

La figure 38, qui présente les différents types d'emplois occupés par l'ensemble des enquêtés, confirme que la plupart des individus en activité travaillaient dans le secteur informel et occupaient principalement des emplois non qualifiés ou semi-qualifiés. Ce constat remet en question l'idée répandue selon laquelle les extrémistes violents ont généralement une situation professionnelle plus stable, tout du moins dans le contexte africain, de même que le chapitre 1 a remis en cause leur niveau d'instruction hypothétiquement plus élevé.

FIGURE 36 « QUE FAISIEZ-VOUS AVANT DE VOUS ENGAGER DANS L'ORGANISATION (OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN) ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

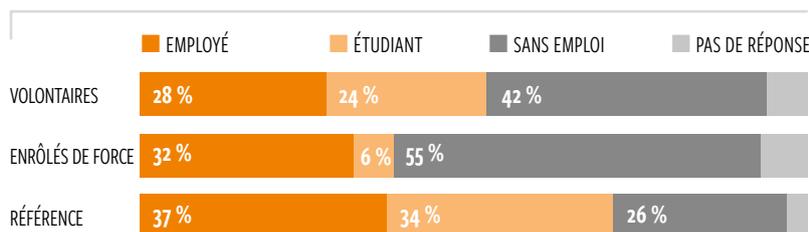
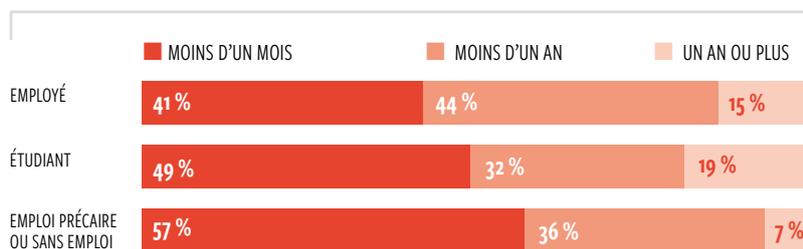
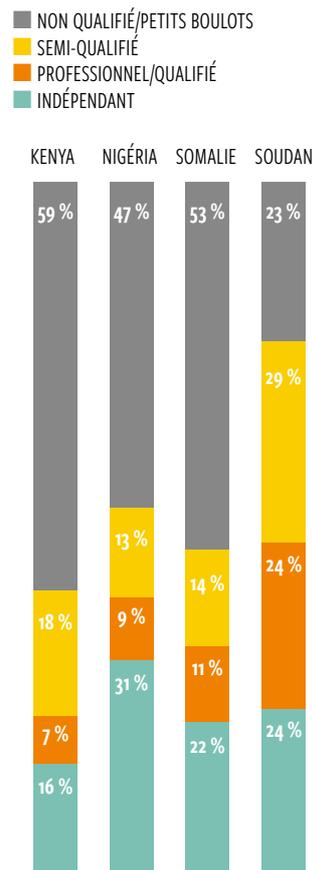


FIGURE 37 INTERVALLE DE TEMPS ENTRE LE PREMIER CONTACT ET LE RALLIEMENT À L'ORGANISATION GROUPE DES VOLONTAIRES, PAR TYPE D'EMPLOI



**LES INDIVIDUS QUI SUIVAIENT DES ÉTUDES OU TRAVAILLAIENT AU MOMENT DE RALLIER L'ORGANISATION ONT MIS PLUS DE TEMPS À SE DÉCIDER À FRANCHIR LE PAS.**

FIGURE 38 TYPE D'EMPLOI (LE CAS ÉCHÉANT) SELON LE PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS



### 3.2 Évaluation des facteurs économiques en tant que vecteurs de recrutement

Compte tenu de la situation globale de pauvreté relative et de sous-emploi qui ressort de l'étude, il n'est pas surprenant de constater qu'au sein de l'échantillon, les intérêts économiques ont pesé en faveur de la décision de rallier un groupe extrémiste violent. Comme l'indique la figure 26 du chapitre 2, 13 % des enquêtés du groupe des volontaires ont cité les « perspectives d'emploi » pour expliquer ce qui les a incités à rallier le groupe extrémiste violent en question. Il s'agit de la troisième réponse la plus fréquente, derrière le sentiment de « faire partie d'un mouvement transcendant » et l'argument des « idées religieuses » sélectionnées plus du double de fois par les enquêtés, comme expliqué au chapitre 2.

Cependant, à la question « *Quel était, au moment de votre ralliement à l'organisation, votre besoin le plus urgent ?* », la réponse la plus fréquemment sélectionnée par les membres du groupe des volontaires, soit 34 % d'entre eux, a été « l'emploi », suivie de « la sécurité » à hauteur de 25 % (figure 39). Il convient de souligner que « l'emploi » a également été cité de façon récurrente par les enquêtés du groupe de référence, ce qui est révélateur de la vulnérabilité de l'ensemble de la population. Bien qu'ils n'apparaissent pas dans la figure 39, les écarts entre les genres sont également importants. Tandis que chez les enquêtés, les hommes ont privilégié la sécurité – au moins 25 % des individus de chaque groupe l'ont identifiée comme besoin urgent – au moins 20 % des femmes interrogées ont porté leur choix sur « l'accès à l'eau/électricité », contre seulement 4 % des hommes.

Les enquêtés du groupe des volontaires affichent un haut degré de frustration par rapport à leur situation

économique, toutefois moins élevé que leur mécontentement à l'égard des organismes publics et des forces de sécurité (traité au chapitre suivant), comme le montre la figure 40.

### 3.3 Rémunération

Enfin, les enquêtés ont été invités à indiquer s'ils percevaient un salaire pour leur appartenance au groupe extrémiste violent. Cela était effectivement le cas pour 42 % d'entre eux. Certains ont d'ailleurs précisé qu'ils touchaient un salaire mensuel sensiblement plus élevé que le salaire moyen local. Un grand nombre d'entre eux ne recevait toutefois aucune rémunération. Même en tenant compte de la proportion élevée de personnes qui ont refusé de répondre à la question, proportion pouvant biaiser le résultat dans un sens comme dans l'autre, il est frappant de constater qu'au moins 35 % du groupe des volontaires n'ont pas reçu la moindre rétribution pour le temps passé au sein du groupe extrémiste violent<sup>49</sup>. Du reste, rares sont les personnes enrôlées de force qui ont déclaré avoir perçu une rémunération (figure 41).

L'absence de rémunération apparemment courante, même chez les membres volontaires, est étonnante et donne matière à des mesures novatrices dans le cadre des programmes de prévention de l'extrémisme violent. L'une d'entre elles consisterait à travailler aux côtés des anciens membres de ces organisations afin de rendre conscients les individus à risque, susceptibles d'être attirés par la perspective d'une rémunération, que cette dernière ne se matérialise pas toujours. Par ailleurs, compte tenu du poids des facteurs économiques, il peut être utile de privilégier, dans les programmes d'amnistie et de réinsertion, les aspects liés aux moyens de subsistance ainsi que les incitations économiques.

FIGURE 39 BESOIN LE PLUS PRESSANT AU MOMENT DU RALLIEMENT À L'ORGANISATION (OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN) PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

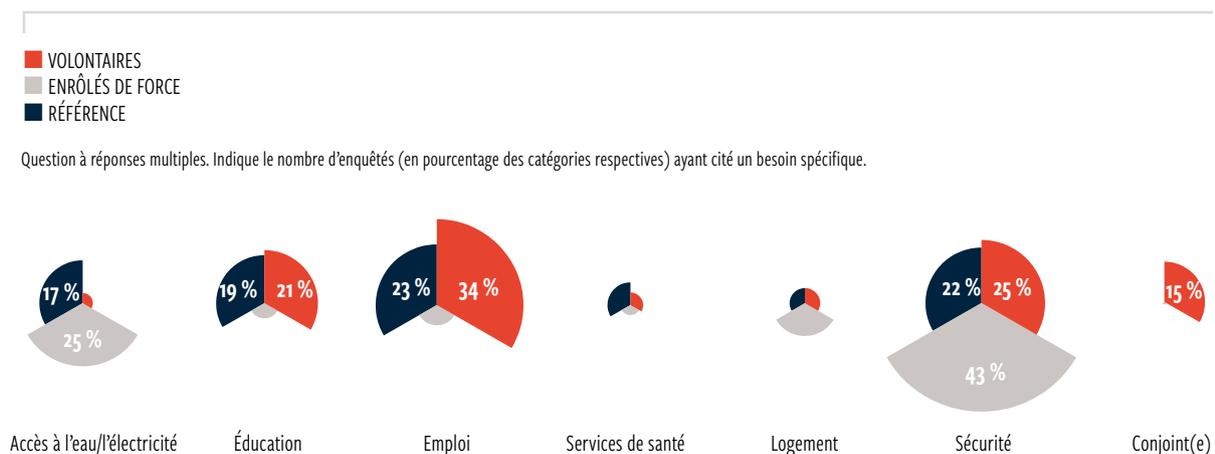


FIGURE 40 ÉVALUATION DE LA FRUSTRATION RESENTIE À L'ÉGARD DES ENTITÉS SUIVANTES GROUPE DES VOLONTAIRES

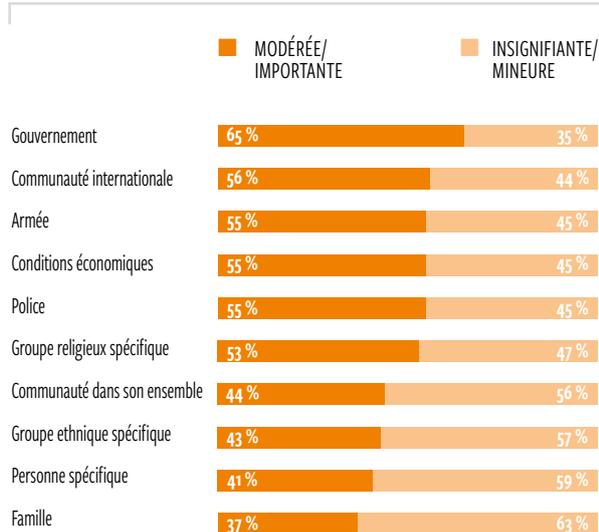
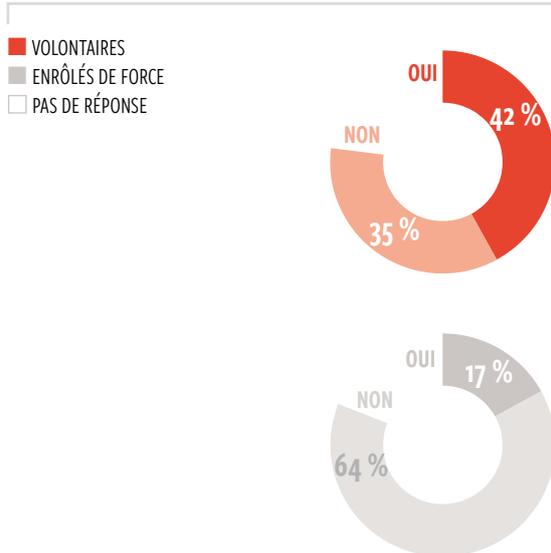


FIGURE 41 « ÊTEZ-VOUS PAYÉ POUR FAIRE PARTIE DE L'ORGANISATION ? » GROUPE DES VOLONTAIRES ET GROUPE DES PERSONNES ENRÔLÉES DE FORCE



## Principales conclusions

Dans certaines régions du monde hors Afrique, il est possible qu'un grand nombre d'extrémistes violents occupant des postes de commandement au sein de leur organisation soient issus de milieux relativement aisés, comme l'ont souligné maintes fois les ouvrages consacrés à l'extrémisme violent publiés de par le monde. Il ne faut toutefois pas nier l'importance de la pauvreté et du sous-emploi en tant que vecteurs de recrutement en Afrique. Bien au contraire, dans l'échantillon pris en compte dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, les individus qui suivent des études ou travaillent sont de 3 à 27 % moins susceptibles de rallier une organisation extrémiste. Parmi les « besoins urgents » éprouvés au moment du ralliement, l'emploi est le plus souvent cité. Les perspectives d'emploi représentent en effet une part importante de tous les motifs d'adhésion, 13 % des enquêtés ayant cité ce motif comme raison première de leur ralliement. De plus, les individus qui ont fini par s'enrôler, mais qui suivaient des études ou occupaient un emploi (non précaire) au moment de leur recrutement, ont mis plus de temps à se décider à compter de leur premier contact avec le groupe en question que leurs homologues au chômage ou occupant un emploi précaire.

Les conclusions présentées au chapitre 3 confirment donc que les facteurs économiques constituent, dans de nombreux cas, un aspect essentiel des motivations et des vecteurs globaux ayant conduit au recrutement, même s'il est fort probable que d'autres facteurs entrent également en jeu à cet égard.

Compte tenu des griefs associés à une enfance passée dans des milieux touchés par un taux élevé de pauvreté multidimensionnelle de loin supérieur à la moyenne nationale, au chômage et au sous-emploi, les « facteurs économiques » sont l'une des principales sources de frustration identifiées par les membres du groupe des volontaires. Cela renforce indéniablement leur perméabilité aux discours qui les incitent à canaliser ces griefs et le désespoir qui en découle pour soutenir la cause (ou le « mouvement transcendant ») des groupes extrémistes violents. Les injustices économiques et la pauvreté relative forment un terreau fertile pour le recrutement. Le fait que l'emploi a été cité comme problème majeur par les enquêtés du groupe de référence donne la mesure de la menace d'une future propagation de l'extrémisme violent en Afrique.

Ces conclusions révèlent des disparités concernant la rémunération des membres des groupes extrémistes violents en Afrique. Même si certains enquêtés ont indiqué avoir perçu un salaire supérieur à la moyenne locale, au moins 35 % des volontaires interrogés ont déclaré n'avoir reçu aucune rémunération durant leur période d'appartenance au groupe. Ce constat dessine des pistes pour les futures interventions anti-radicalisation et souligne l'importance, dans le cadre des processus d'amnistie et de réinsertion, des aspects liés aux moyens de subsistance.

---

« On m'a ordonné de  
commettre un attentat  
suicide. J'étais censé me  
faire exploser soit au palais  
présidentiel soit à l'aéroport. »

**Sadiq**, 19 ans  
*Combattant*



## CHAPITRE 4 : ÉTAT ET CITOYENNETÉ

Les questions destinées à cerner le point de vue des enquêtés sur les différents organes de l'État et leurs récriminations à l'encontre des pouvoirs publics prennent une place non négligeable dans le questionnaire de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* et dans l'analyse des données qui s'est ensuivie, tout comme les enjeux spécifiques à la participation démocratique. Ce domaine de recherche a donné lieu à des constats saisissants sur le rapport entre l'État, la citoyenneté et l'extrémisme violent, présentés dans les rubriques suivantes : *confiance à l'égard du gouvernement, mécontentement à l'égard des forces de sécurité, participation démocratique et auto-identification avec l'État-nation.*

Plusieurs chercheurs et décideurs ont souligné que la puissance de l'État et sa nature étaient particulièrement pertinents pour comprendre l'extrémisme violent. Des études quantitatives ont établi qu'il existait un rapport entre l'instabilité d'un État et sa propension à subir des attaques terroristes<sup>50</sup>. Il apparaît par ailleurs que, parmi 23 pays en conflit, 17 sont touchés par l'extrémisme violent, et que 88 % de l'ensemble des attaques terroristes ont été perpétrées dans des pays en proie à des conflits violents<sup>51</sup>. En outre, le processus de transition d'un régime politique à un autre fait le lit de conditions particulièrement favorables à la propagation des activités extrémistes violentes<sup>52</sup>. Bon nombre des pays étudiés entrent dans ces catégories. En examinant de plus près les raisons pour lesquelles un tel environnement politique représente un terrain fertile pour l'extrémisme violent, il apparaît que le type de gouvernance est un élément clé. Il est de plus en plus communément admis que la mauvaise qualité des relations entre l'État et ses citoyens, mesurée par un ensemble d'indicateurs, constitue un facteur de poids dans la propagation de l'extrémisme violent.

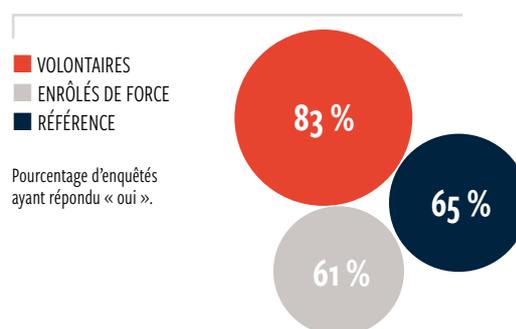
#### 4.1 Confiance à l'égard du gouvernement

Comme l'a montré cette étude, le parcours vers l'extrémisme en Afrique commence souvent dans les régions géographiques périphériques où la pauvreté multidimensionnelle est supérieure à la moyenne nationale. Il est probable que le groupe des volontaires de cette étude se compose d'individus issus des communautés les plus pauvres du pays, ayant le niveau d'instruction le plus bas et subsistant au moyen d'activités très peu rentables. Conjugués aux circonstances familiales de chacun, ainsi qu'au contact relativement limité avec d'autres groupes de la population, ces facteurs semblent converger pour contribuer à la vulnérabilité générale d'un individu.

Le sentiment d'amertume envers le gouvernement et le peu de confiance qu'on lui accorde sont sans doute les corollaires de ce type d'existence, aussi bien chez les personnes relativement peu nombreuses qui finiront par être recrutées par des groupes extrémistes violents qu'au sein de la communauté dans son ensemble. La marginalisation politique est une autre dimension cruciale de l'environnement général propice à l'extrémisme violent.

À la question « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : le gouvernement ne défend pas les intérêts d'une minorité ? », plus de la moitié des personnes interrogées, tous groupes confondus (y compris le groupe de référence), ont répondu par l'affirmative, ce qui dénote un scepticisme répandu au sein des sociétés étudiées à l'égard de la volonté du gouvernement d'agir pour le bien de l'ensemble de la population. Les enquêtés du groupe des volontaires sont les plus nombreux à avoir repris l'énoncé à leur compte, à hauteur de 18 % de plus que le groupe de référence, comme le montre la figure 42. En effet, 83 % du groupe des volontaires s'est dit d'accord avec cette affirmation.

FIGURE 42 « ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC L'affirmation SUIVANTE : LE GOUVERNEMENT NE DÉFEND ET NE PROTÈGE LES INTÉRÊTS QUE D'UNE MINORITÉ ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Les réponses à la question destinée à évaluer dans quelle mesure les gouvernements parviennent à fournir des services essentiels à la population mettent à nouveau en évidence le manque de confiance des citoyens. Ce scepticisme est particulièrement prononcé dans le groupe des volontaires, où le pourcentage de ceux qui ont évalué successivement dans plusieurs domaines la réussite du gouvernement comme étant « nulle ou faible » est bien plus élevé que dans le groupe de référence, comme le montre la figure 43<sup>53</sup>.

La figure 39 du chapitre 3 révèle qu'un pourcentage non négligeable d'individus dans le groupe des volontaires comme dans le groupe de référence ont identifié l'éducation comme l'un des besoins les plus urgents. La figure 43 montre que ces deux groupes ont évalué

l'éducation publique comme étant « nulle ou faible » à hauteur de 67 % et 41 % respectivement. Tandis que les besoins en éducation et la médiocrité de l'éducation publique sont cités par les deux groupes, toutes choses égales par ailleurs, les modèles 1.1 et 1.2 révèlent que les individus qui ont jugé l'éducation publique « en voie d'amélioration/excellente » ont de 16 à 26 % moins de chances de figurer parmi le groupe des volontaires.

Une série de questions sur le versement de pots-de-vin a permis de sonder si la corruption est oui ou non perçue comme un réel obstacle aux bons résultats du gouvernement. Comme le montre la figure 44, les enquêtés du groupe des volontaires avaient plus d'expérience dans le versement de pots-de-vin ou moins de réticence à déclarer qu'ils en avaient versés (16 % de plus que les autres).

FIGURE 43 ÉVALUATION DE LA RÉUSSITE DU GOUVERNEMENT DANS LES DOMAINES SUIVANTS PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

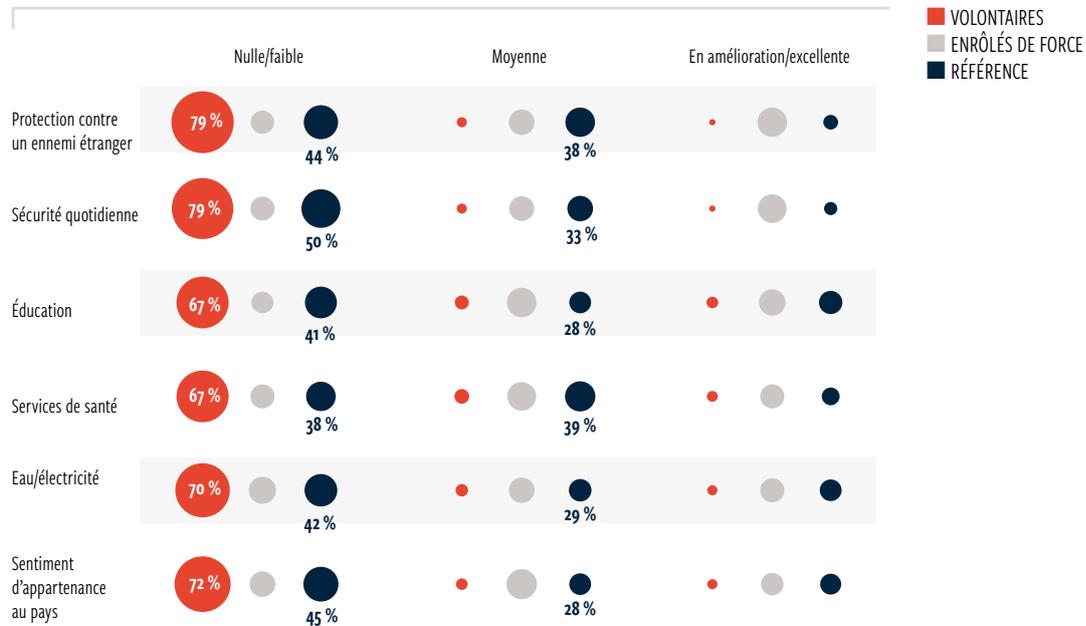
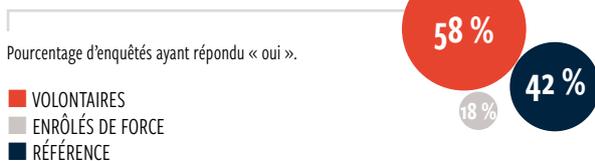


FIGURE 44 « AVEZ-VOUS DÉJÀ VERSÉ UN POT-DE-VIN ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## 4.2 Mécontentement à l'égard des forces de sécurité

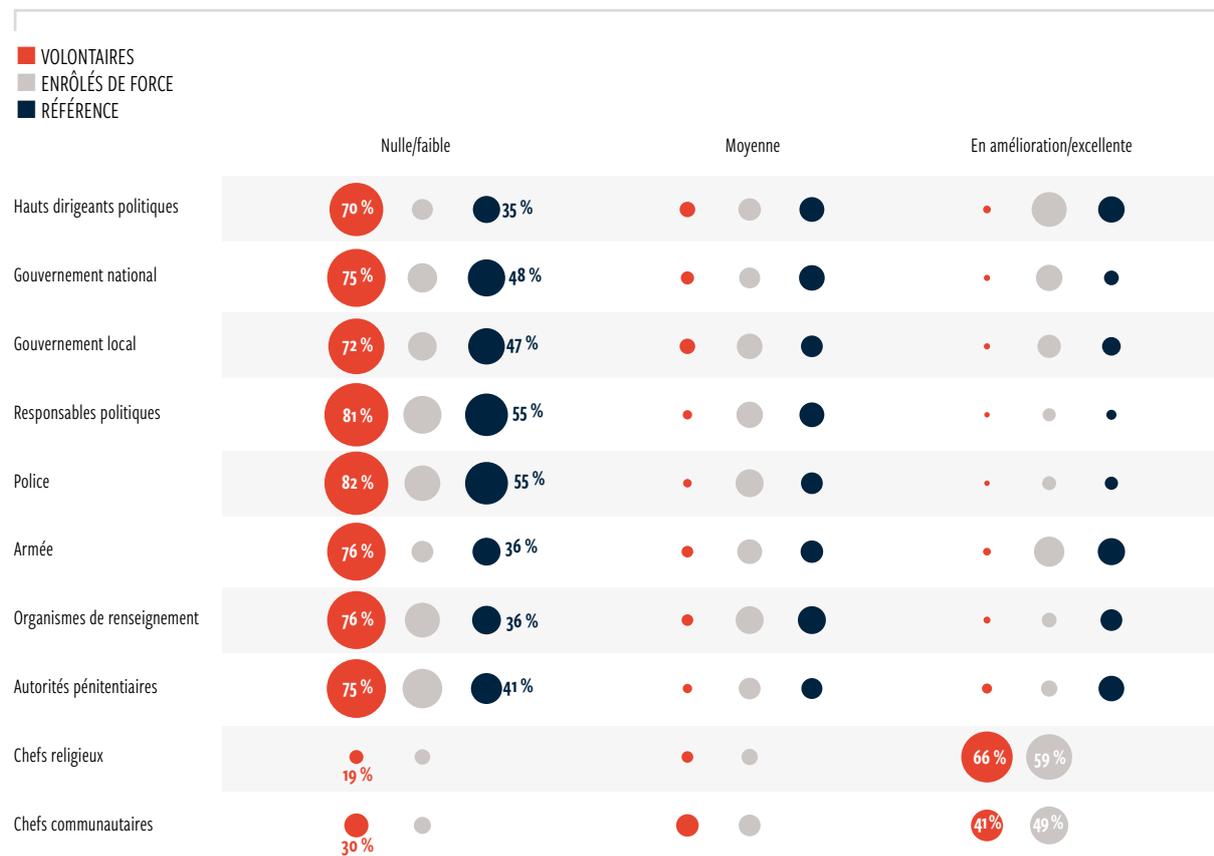
Un autre trait commun de la faiblesse des pouvoirs publics dans les régions périphériques défavorisées au regard du développement réside dans la présence, même occasionnelle, d'organismes de sécurité corrompus appliquant des méthodes répressives. Ils exacerbent l'impression globale d'un État négligent en présentant aux habitants une facette des pouvoirs publics qui leur est hostile. En effet, la confiance ou la méfiance à l'égard des forces de sécurité a été définie comme un facteur décisif de propagation de l'extrémisme violent. Les interventions musclées lancées contre l'extrémisme violent n'ont servi qu'à renforcer la méfiance de longue date et la distanciation des citoyens, lesquels désignent volontiers les stratégies publiques de lutte contre le terrorisme comme source de discorde. Dans de nombreux pays, il existe des preuves de plus en plus nombreuses et explicites de la manière dont les gouvernements ont profité de la mise en place de programmes de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent pour restreindre la marge de manœuvre de l'opposition politique et des acteurs non étatiques, y compris la société civile et les médias<sup>54</sup>. Pourtant, les experts insistent sur l'importance de travailler aux côtés des acteurs de la société civile

locale pour les ériger en chefs de file de la prévention de l'extrémisme violent, ce qui constitue un gage de l'efficacité des interventions<sup>55</sup>.

L'absence d'une procédure bien définie pour les opérations ciblant des groupes extrémistes violents spécifiques a été associée à des violations des droits de l'homme commises à grande échelle à l'encontre de la population civile dans les zones touchées, au point que les communautés craignent souvent davantage les forces de sécurité publique que les groupes extrémistes violents<sup>56</sup>. Le rapport *Global Peace Index (Indice mondial de la paix) de 2017* indique que le niveau de la « violence d'État » a baissé partout dans le monde en 2016, sauf en Afrique subsaharienne et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où il s'est accru<sup>57</sup>. Pour reprendre les propos d'un spécialiste : « Lutter contre l'extrémisme islamiste en appliquant la loi de façon brutale ou par des méthodes extrajudiciaires risque d'avoir l'effet inverse à celui recherché en exacerbant les clivages socioéconomiques, qu'ils soient réels ou perçus, et en attisant les discours d'exclusion tenus par les groupes extrémistes violents<sup>58</sup>. »

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* met clairement en évidence ce paradoxe, dont nous recueillons les résultats aujourd'hui en Afrique. Les enquêtés ont été invités

FIGURE 45 ÉVALUATION DE LA CONFIANCE ENVERS LES PERSONNES ET LES INSTITUTIONS SUIVANTES PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



à évaluer le degré de confiance que leur inspirent différentes autorités. Il ressort de la figure 45 que le niveau de confiance à l'égard de la police, des responsables politiques et de l'armée est extrêmement bas, talonné par celui des organismes de renseignement, des autorités pénitentiaires, puis de l'administration centrale et locale. Encore une fois, même si les niveaux de confiance sont dans l'ensemble médiocres, le degré de confiance affiché par les membres du groupe des volontaires était considérablement inférieur à celui de leurs homologues du groupe de référence : une moyenne de 78 % des premiers a avoué avoir une confiance « nulle ou faible » à l'égard de la police, des responsables politiques et de l'armée. En revanche, les chefs communautaires et religieux sont relativement tenus en assez grande estime<sup>59</sup>.

Le manque de confiance mis en évidence à la figure 45 confirme par conséquent le haut niveau de frustration de la population au regard de la police et de l'armée, lequel se retrouve dans le classement des différentes sources de frustration de la figure 40 (chapitre 3). D'autres exemples de cet aspect comportemental essentiel, fondé sur l'expérience, de la progression vers l'extrémisme – notamment parce qu'il est lié à l'élément déclencheur du recrutement – sont fournis au chapitre 5.

### 4.3 Participation démocratique

L'étude a également cherché à déterminer si les enquêtés avaient déjà voté en période électorale et s'ils considéraient que cet acte pouvait entraîner des changements positifs dans leur vie. Évidemment, étant donné que les pays n'en sont pas tous au même stade dans la mise en place d'institutions et de systèmes démocratiques, les disparités entre eux sont marquées. Néanmoins, la comparaison des réponses du groupe des volontaires à celles du groupe de référence n'a révélé aucun écart sensible quant à l'expérience du vote (figure 46).

Cette similitude entre les groupes dans l'expérience concrète du vote est d'autant plus frappante comparée à leurs degrés de conviction respectifs quant au fait que

« les élections peuvent changer les choses ». Comme le montre la figure 47, les enquêtés du groupe des volontaires en sont globalement beaucoup moins convaincus que les autres (écart de 29 points de pourcentage).

Le modèle 1.1 confirme que la confiance dans les élections, considérée dans le cadre de l'étude comme un indicateur de la confiance attribuée au système de participation démocratique dans son ensemble, constitue une variable explicative importante de la probabilité d'appartenir au groupe des volontaires. Le modèle indique que les enquêtés convaincus que les élections peuvent changer les choses, bien que n'ayant jamais voté, étaient de 17 à 27 % moins susceptibles de figurer dans le groupe des volontaires. La différence est donc frappante entre ceux qui ont rallié un groupe extrémiste violent et les autres concernant la confiance dans les processus démocratiques et la conviction que ces derniers peuvent apporter un changement positif. Ce constat suggère ainsi que l'état d'esprit consistant à percevoir une menace accrue et à se méfier des autres, plus répandu au sein du groupe des volontaires et remontant à l'enfance, pourrait se transformer à l'âge adulte en un pessimisme profond et généralisé.

### 4.4 Auto-identification avec l'État-nation

Les disparités entre catégories d'enquêtés au regard de leurs réponses à la question « *Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?* » se reflètent dans le degré de fierté qu'ils éprouvent à l'égard de leur pays une fois adultes. Les enquêtés du groupe des volontaires sont en moyenne moins fiers de leur pays, comme le montre la figure 48. Cependant, l'écart est mince, ce qui révèle un sentiment généralisé de distanciation de l'État-nation. Les enquêtés du groupe des volontaires comme ceux du groupe des personnes enrôlées de force ont été légèrement plus nombreux qu'au sein du groupe de référence à répondre « Oui » à la question « Seriez-vous prêt à mourir pour votre pays ? », ce qui pourrait être le fait de leur vécu et de leur sentiment d'insécurité accru dû au combat (figure 49).

FIGURE 46 « AVEZ-VOUS DÉJÀ VOTÉ À DES ÉLECTIONS ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

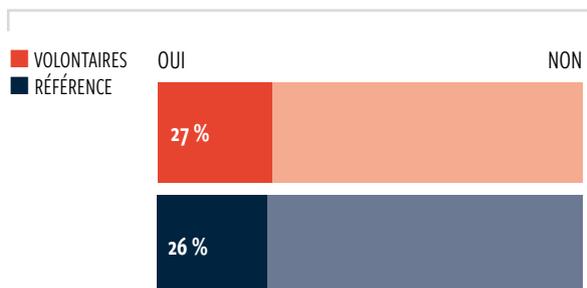


FIGURE 47 « PENSEZ-VOUS QUE LES ÉLECTIONS PEUVENT FAIRE CHANGER LES CHOSES ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

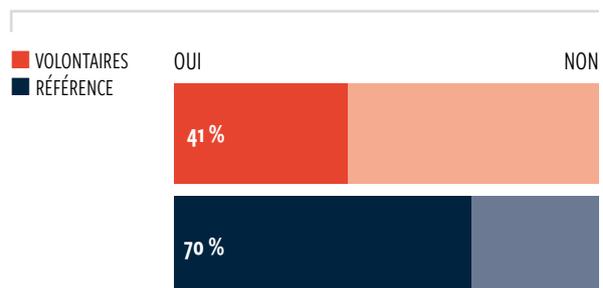


FIGURE 48 « DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS FIER DE VOTRE PAYS ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

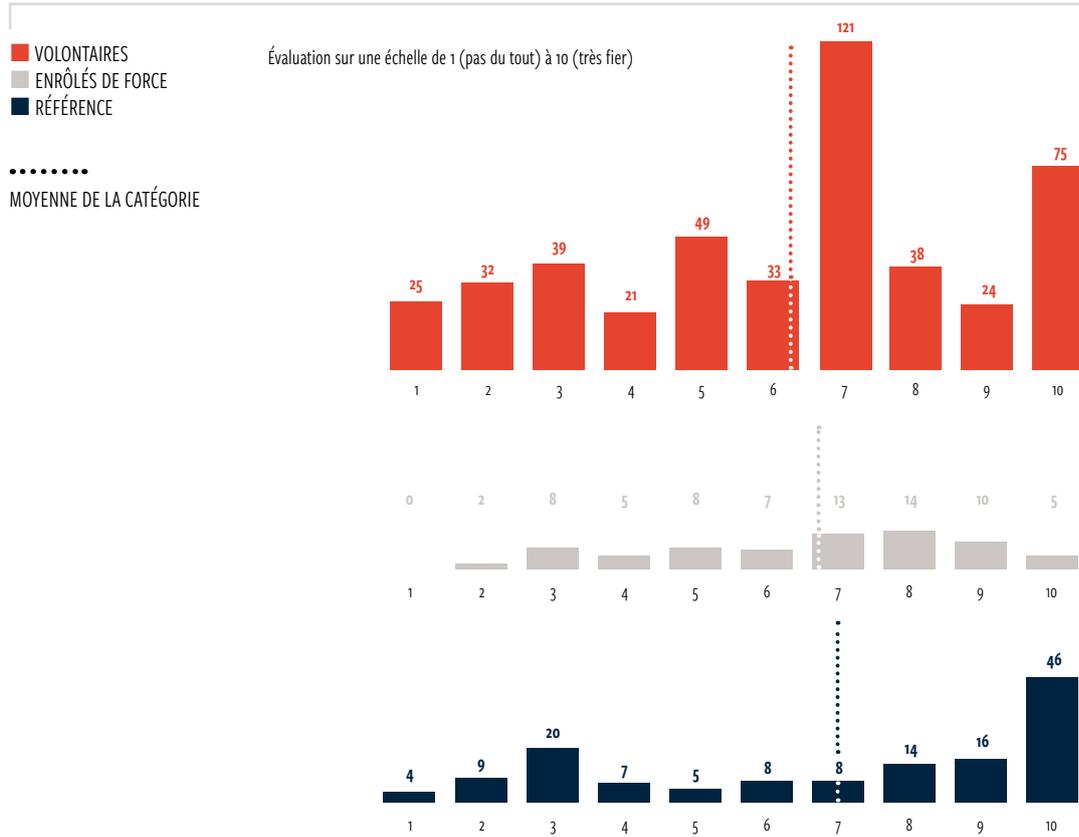
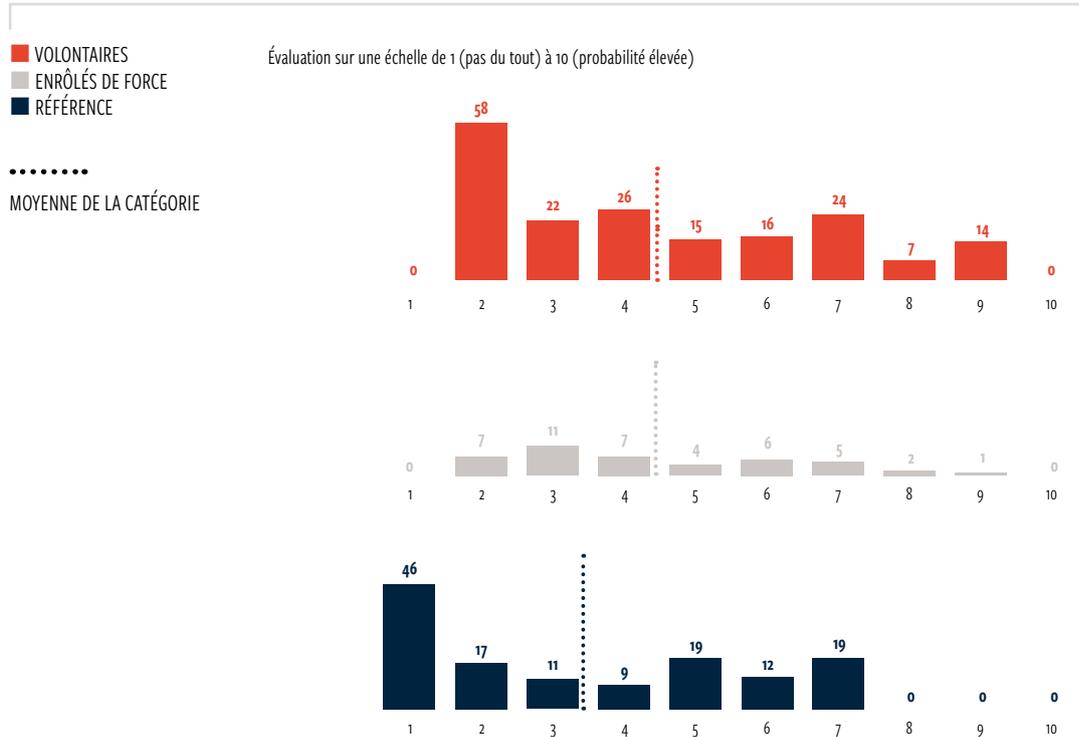


FIGURE 49 « DANS QUELLE MESURE SERIEZ-VOUS PRÊT À MOURIR POUR VOTRE PAYS ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



## Principales conclusions

Le mécontentement et la confiance limitée à l'égard du gouvernement semblent être répandus dans les régions d'Afrique qui enregistrent la plus forte incidence de recrutement dans des groupes extrémistes violents. Ces sentiments sont peut-être le corollaire inévitable d'une enfance passée dans des régions touchées par une grande pauvreté multidimensionnelle supérieure à la moyenne nationale, délaissées et marginalisées sur le plan politique. Le mécontentement à l'égard du gouvernement est nettement plus prononcé, même au regard de cette moyenne déjà élevée, chez les enquêtés de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* qui appartiennent au groupe des volontaires. Plusieurs indicateurs clés le confirment : la conviction que le gouvernement ne défend les intérêts que d'une minorité, le niveau de confiance à l'égard des pouvoirs publics, et le fait d'avoir versé des pots-de-vin (ou la volonté de témoigner d'une telle pratique). Les griefs à l'encontre des forces de sécurité sont particulièrement marqués : le manque de confiance à l'encontre de l'armée, de la police et des responsables politiques est notoire dans tous les groupes et, une fois encore, bien plus prononcé au sein du groupe des volontaires, dont 78 % en moyenne définissent leur niveau de confiance comme « nul » ou « médiocre ».

L'étude confirme en outre que, toutes choses égales par ailleurs, le fait d'avoir bénéficié de services efficaces constitue une source de résilience prometteuse face à l'extrémisme : les enquêtés de l'échantillon qui ont évalué l'éducation publique comme étant « excellente » ou « en voie d'amélioration » étaient de 16 à 26 % moins susceptibles d'appartenir au groupe des volontaires.

Les personnes les plus susceptibles d'être recrutées, même celles n'ayant jamais voté, ont nettement moins confiance en la capacité des institutions démocratiques à faire avancer les choses ou à apporter des changements positifs. Un individu convaincu que les élections peuvent faire la différence, mais n'ayant jamais voté, est de 17 à 27 % moins susceptible d'appartenir au groupe des volontaires. Cette attitude révèle un pessimisme profond qui trouve ses racines dans l'enfance.

Bien que les membres du groupe des volontaires soient moins nombreux que ceux du groupe de référence à se déclarer fiers de leur pays, l'écart reste faible, ce qui porte à croire que la distanciation par rapport à l'État-nation est un phénomène très répandu. Les enquêtés du groupe des volontaires, tout comme les personnes enrôlées de force, sont plus disposés à mourir pour leur pays, ce qui peut être une conséquence de leur exposition prolongée aux risques du combat et aux traumatismes.

Il ressort nettement de l'étude que le parcours menant à l'extrémisme est profondément marqué par la rupture des relations entre l'État et ses citoyens. D'après ces observations, au-delà de la seule tenue d'élections, s'engager pour l'élaboration d'un contrat social inclusif entre le gouvernement et ses citoyens constitue un moyen essentiel de renforcer la résilience à l'extrémisme violent en Afrique.

---

Il ressort nettement de l'étude que le parcours menant à l'extrémisme est profondément marqué par la rupture des relations entre l'État et ses citoyens. D'après ces observations, au-delà de la seule tenue d'élections, s'engager pour l'élaboration d'un contrat social inclusif entre le gouvernement et ses citoyens constitue un moyen essentiel de renforcer la résistance à l'extrémisme violent en Afrique.

---

« À un moment donné, j'ai perdu la tête. Je ne pensais plus qu'à une seule chose, que les pouvoirs publics n'étaient qu'un ramassis d'infidèles, d'apostats et d'hypocrites. »

**Mohamed**, 28 ans  
*Collecteur d'impôts*



## CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS ET PROCESSUS DE RECRUTEMENT

Le questionnaire de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* a été structuré de manière à mettre en avant les facteurs déterminants des éléments déclencheurs qui poussent les individus à prendre la décision de rallier des groupes extrémistes violents. Il a également permis d'examiner le processus de recrutement en lui-même, sa durée et ses acteurs, ainsi que les témoignages d'enquêtés relatifs à leur décision de ne pas rallier l'organisation ou de la quitter une fois enrôlés. Les observations présentées ci-dessous sont regroupées par thème : *l'élément déclencheur, le processus de recrutement, les facteurs dissuasifs du recrutement et la démobilisation*.

Comme souligné dans l'introduction du présent rapport, l'approche méthodologique adoptée par l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* est issue de la théorie de la socialisation politique, selon laquelle « la participation à des actes de terrorisme ne se produit pas du jour au lendemain [...] mais implique un processus graduel qui repose sur une multitude d'événements, d'expériences, de perceptions et d'acteurs<sup>60</sup>. » Rarement le fruit d'une décision unique, il s'agit plutôt de l'aboutissement d'un « processus dialectique » qui pousse progressivement un individu vers la violence<sup>61</sup>.

La théorie de la socialisation politique est une variante d'un certain nombre d'approches conceptuelles dynamiques, individualistes et axées sur les processus, s'appuyant aussi bien sur la psychologie que sur la science politique<sup>62</sup>. D'autres approches connexes définissent la radicalisation et le recrutement par des groupes extrémistes violents comme un « parcours » éminemment individualiste. D'après l'une d'entre elles, les extrémistes violents se déplacent vers le « sommet d'une pyramide », à partir d'une large base de sympathisants et de défenseurs, ou d'individus ayant des points de vue similaires<sup>63</sup>. Une autre métaphore évoquée pour décrire ce parcours est celle d'un escalier qui se rétrécit en devenant de plus en plus étroit<sup>64</sup>. Selon la théorie de l'apprentissage transformateur, les individus se radicalisent au fil d'une vague de changements cognitifs, émotionnels et personnels qui entraînent une redéfinition progressive de leurs précédentes conceptions, convictions et identités, ainsi que des comportements y afférents.

## 5.1 L'élément déclencheur

Une interaction complexe de facteurs aux niveaux macro, méso et micro, y compris des réactions émotionnelles internes et psychologiques, poussent certains individus à passer d'une radicalisation généralisée à un nouveau statut, celui de l'extrémiste violent prêt à commettre des actes terroristes. Au cours de cette transformation, le petit

nombre de personnes qui s'enrôlent volontairement dans des groupes extrémistes violents se distinguent nettement d'une majorité qui, bien que vivant dans des circonstances similaires, ne ressentira jamais la nécessité de franchir le pas. Cet aspect en définitive très personnel du parcours vers l'extrémisme met en exergue les difficultés auxquelles sont confrontés les responsables politiques et les autres acteurs impliqués dans les interventions de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, dont la ramification des programmes et des initiatives ne peut assurément pas atteindre un tel niveau de détail. Toutefois, mieux comprendre le dernier tronçon du parcours et ses éléments déclencheurs pourrait contribuer à la définition de stratégies de riposte efficaces.

Les chercheurs qui étudient la pertinence de la théorie de l'apprentissage transformateur pour expliquer le dernier pas vers l'extrémisme violent mettent en avant deux types de phénomènes susceptibles d'entraîner une transformation. L'un d'eux pourrait être un élément déclencheur ou une crise induisant une transformation qui provoque une désorientation instantanée de l'individu dans ses systèmes de croyance et de connaissance, l'incitant à rechercher de nouvelles certitudes. L'autre serait plutôt un processus de longue durée composé de changements progressifs. Ce raisonnement rejoint les conclusions de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, où une grande majorité des enquêtés du groupe des volontaires a affirmé avoir pris la décision de rallier le groupe extrémiste violent suite à un ou plusieurs événements traumatisants.

La figure 50 fournit des renseignements précieux sur l'élément déclencheur du recrutement. À la question « *Quel incident spécifique vous a finalement poussé à rallier l'organisation ?* », 71 % des enquêtés ont cité une « action du gouvernement », dont « l'exécution d'un membre de la famille ou d'un ami » et « l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami ». Ce pourcentage considérable illustre que, paradoxalement, c'est finalement l'action de l'État qui semble déterminer les individus à adhérer à l'extrémisme violent en Afrique.

Quoi qu'il en soit, « l'espoir ou l'enthousiasme » ressort le plus souvent comme une « émotion ressentie au moment du ralliement », citée par 35 % des enquêtés masculins, suivie de près par un sentiment de « colère » (34 %), un désir de « vengeance » (14 %) ou un accès de « peur » (11 %) (figure 51). Une proportion beaucoup plus importante de femmes a cité la peur comme principale émotion ressentie au moment du recrutement (44 %), ce qui donne un aperçu clair du traumatisme vécu étant donné que la majorité des femmes de l'échantillon avaient été kidnappées par Boko Haram. La prépondérance de l'espoir et de l'enthousiasme reflète sans doute le désir de changer une situation où prédominent la pauvreté et la frustration, ce désir étant projeté dans la décision de s'enrôler.

## 5.2 Le processus de recrutement

Malgré la nature très personnelle du parcours vers l'extrémisme, où les facteurs macro, méso et micro sont vécus de manière subjective, les études menées sur les processus de radicalisation et de recrutement ont mis l'accent sur le caractère fréquemment sociable de ces processus où les groupes de pairs jouent un rôle important.

Dans trois versions du modèle 2.2, l'exécution d'un membre de la famille ou une autre action des pouvoirs publics, invoquée comme incident ayant finalement décidé les individus à s'enrôler, est liée à la variable « rejoindre l'organisation avec des amis », augmentant sa probabilité de 27 % et 25 %, respectivement. Ce constat explique peut-être l'incidence qu'ont les événements traumatisants et les actions gouvernementales sur l'ensemble de la communauté. Cependant, comme le montre le modèle 2.1, les variables n'ont pas d'incidence constante sur le laps de temps qui s'écoule entre le premier contact avec l'organisation et le ralliement à celle-ci. En revanche, le modèle 2.2 montre que les enquêtés ayant cité « la haine » comme principale motivation à l'origine de leur décision de s'enrôler ont toujours été considérés, dans toutes les versions du modèle, comme étant moins susceptibles que les autres d'avoir rejoint l'organisation avec un ami.

Même si le fait de suivre des études et de travailler dissuade de s'enrôler (comme le montrent les modèles 1.1 et 1.2), le modèle 2.2 suggère que, si un étudiant ou un travailleur a fini par s'enrôler, il l'a fait plus volontiers avec un ami (de 24 à 31 %). Cela peut s'expliquer par le fait que les étudiants et les travailleurs ont un réseau social plus étendu, ainsi que par l'importance des groupes de pairs dans le processus de recrutement.

FIGURE 50 INCIDENT SPÉCIFIQUE QUI A FINALEMENT POUSSÉ L'ENQUÊTÉ(E) À RALLIER L'ORGANISATION GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples.  
Indique le pourcentage des personnes ayant cité un incident.

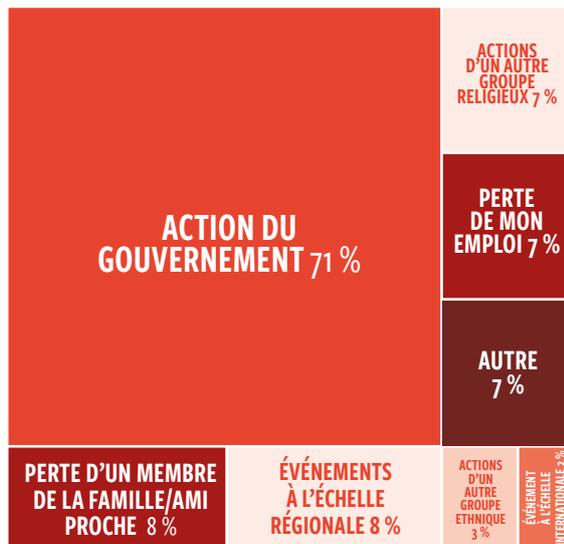


FIGURE 51 ÉMOTION QUI TRADUIT LE MIEUX LA DÉCISION DE RALLIEMENT GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples.  
Indique les personnes (pourcentage des catégories respectives) ayant cité une émotion.

	HOMMES	FEMMES
Peur	11	44
Espoir/enthousiasme	35	30
Colère	34	15
Haine	8	22
Vengeance	14	0
Mépris	3	7
Culpabilité	3	0

**L'ESPOIR OU L'ENTHOUSIASME EST L'ÉMOTION ASSOCIÉE AU RECRUTEMENT LA PLUS FRÉQUEMMENT CITÉE, CE QUI TÉMOIGNE SANS DOUTE DU BESOIN DE CHANGER DE VIE RESSENTI PAR LES INDIVIDUS QUI VIVENT DANS LA PAUVRETÉ OU DANS UN ÉTAT DE FRUSTRATION.**

La figure 52 illustre en outre le rôle prépondérant joué par les groupes de pairs (les amis, par exemple) au sein de la communauté, ainsi que par les personnalités religieuses, dans le processus de recrutement dans des groupes extrémistes violents en Afrique. Ces constats prouvent que le recrutement est en définitive un processus très localisé, même s'il est influencé par des concepts mondialisés.

La figure 53 montre la vitesse à laquelle le recrutement s'est effectivement produit : parmi les enquêtés du groupe des volontaires, 48 % se sont enrôlés moins d'un mois après le premier contact avec le groupe, tandis que 32 % ont mis entre un mois et un an à se décider. Autrement dit, 80 % se sont enrôlés dans l'année qui a suivi le premier contact. Alors que les événements déterminants dans le parcours type vers l'extrémisme remontent à l'enfance, les dernières marches de l'escalier qui se rétrécissent, pour reprendre la métaphore, sont franchies de manière étonnement rapide.

Le modèle 2.1 suggère que la rapidité avec laquelle un individu décide de rallier une organisation est ralenti par trois variables : l'âge auquel il décide de s'enrôler, le fait d'avoir suivi un enseignement religieux pendant au moins six ans, et le fait d'avoir eu connaissance d'une ou de plusieurs initiatives de dissuasion. Plus les individus étaient âgés au moment de décider de rallier l'organisation, moins il était probable qu'ils le fassent en

l'espace d'un mois, ce qui traduit probablement une plus grande capacité à mûrir les décisions. Toutes choses égales par ailleurs, ces trois variables réduisent la probabilité que les individus s'enrôlent dans le mois suivant leur premier contact avec l'organisation de 68 %, 38 % et 28 %, respectivement.

Le modèle 2.1 compare l'influence des variables liées à la position au sein de l'organisation, à la rapidité avec laquelle l'enrôlement s'est produit, ainsi qu'au fait d'avoir rejoint l'organisation avec un ami. Il apparaît qu'une personne appelée à travailler dans le domaine des renseignements au sein de l'organisation est de 13 à 36 % plus susceptible de s'enrôler dans le mois qui suit son premier contact avec l'organisation. Le modèle 2.2 indique en outre que les combattants sont plus enclins à rejoindre l'organisation avec un ami que les recrues destinées à remplir des fonctions de renseignement.

Dans l'ensemble, ces données illustrent que, bien qu'il soit possible de tirer des conclusions génériques sur le parcours menant à l'extrémisme en Afrique à partir des résultats de l'étude, il importe également de mieux comprendre les différences relevées entre différents types d'individus. Celles-ci peuvent en effet être révélatrices des rang et poste que l'individu en question sera appelé à occuper au sein de l'organisation.

FIGURE 52 « QUI VOUS A FAIT CONNAÎTRE L'ORGANISATION ? »  
GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples.

Indique le pourcentage des enquêtés ayant cité la personne qui leur a fait connaître l'organisation.

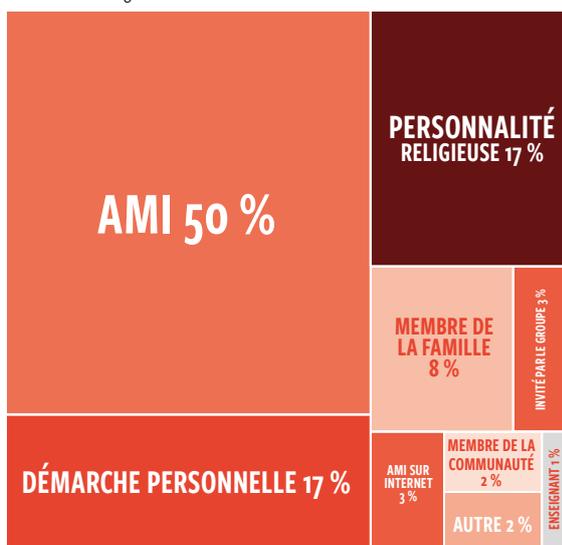
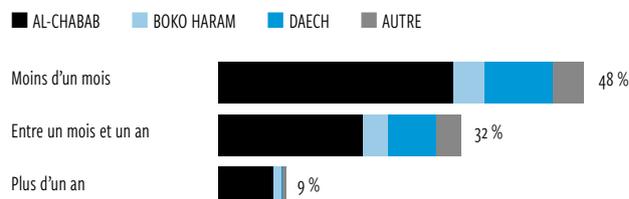


FIGURE 53 INTERVALLE ENTRE LE PREMIER CONTACT ET LE RALLIEMENT  
À L'ORGANISATION GROUPE DES VOLONTAIRES, PAR ORGANISATION



La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 en raison de réponses manquantes.

**MÊME S'IL EST INFLUENCÉ PAR LA MONDIALISATION DES IDÉES, LE RECRUTEMENT RESTE EN FIN DE COMPTE UN PROCESSUS LARGEMENT LOCALISÉ.**

Dans le même temps, l'opportunité de concentrer l'attention sur le recrutement en ligne opéré par les groupes extrémistes violents dans d'autres contextes à l'échelle mondiale est remise en question par les conclusions de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, qui met en avant les problèmes de connectivité rencontrés dans la plupart des régions périphériques d'Afrique où l'activité des groupes extrémistes violents est la plus répandue. Comme le montre la figure 54, dans les pays étudiés, c'est au Soudan que les recrues se servaient le plus souvent de l'internet, puis au Kenya, tandis qu'ils n'y avaient que très peu recours en Somalie et au Nigéria. Dans l'ensemble, les enquêtés du groupe des volontaires affirment utiliser davantage l'internet que les membres du groupe de référence (9 points de pourcentage de plus). Dans le cas du Soudan, le niveau d'utilisation élevé d'internet dont font état les individus de l'échantillon issus de ce pays et le modèle de recrutement des groupes tels que Daech, basé entièrement sur des combattants étrangers appellent une comparaison avec les schémas d'enrôlement qui prévalent en Europe, dans lesquels l'internet joue un rôle primordial. Dans les autres pays, même s'il n'est pas négligeable, le recrutement par l'internet semble revêtir beaucoup moins d'importance que les contacts plus directs établis au sein même de la communauté<sup>66</sup>. À mesure que l'accès à l'internet progresse sur l'ensemble du continent, il faut s'attendre dans ces régions à un essor des

nouvelles méthodes de recrutement, lesquelles permettront d'atteindre beaucoup plus d'individus que ne l'autorisent les démarches actuelles très localisées. Par conséquent, une hausse de la participation des combattants africains sur la scène mondiale risque également d'avoir lieu.

### 5.3 Facteurs *dissuasifs* pour le recrutement, et démobilisation

L'étude s'est également penchée sur les facteurs qui ont pu dissuader les individus de rallier un groupe extrémiste violent alors qu'ils se trouvaient dans des circonstances similaires aux membres effectivement recrutés. La figure 55 révèle que seul un petit nombre des enquêtés du groupe de référence ont déclaré avoir été invités à rallier une organisation extrémiste. Même si ces chiffres peuvent surprendre par leur faiblesse, ils servent là encore à illustrer à quel point l'extrémisme violent est susceptible de se propager et de prendre de l'ampleur si l'on considère que les réponses du groupe de référence sont révélatrices d'une absence de contact avec la population en général. Par conséquent, au vu de la prédominance des conditions propices à son expansion dans toute l'Afrique, le « marché » du recrutement des organisations extrémistes violentes est toujours très porteur. Cela souligne encore une fois

FIGURE 54 FRÉQUENCE D'UTILISATION D'INTERNET PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS ET SELON LE PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS

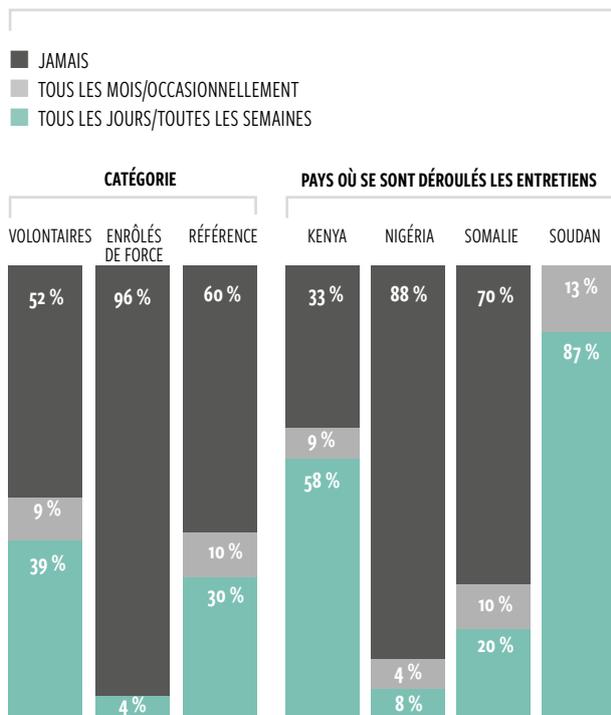
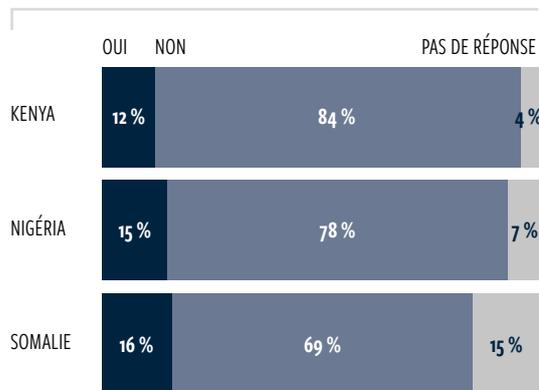


FIGURE 55 « AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ INVITÉ(E) À REJOINDRE UNE ORGANISATION EXTRÊMISTE ? » GROUPE DE RÉFÉRENCE, SELON LE PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS



qu'il est capital de multiplier les efforts pour mettre fin à l'extrémisme violent dans la région, en recourant à des méthodes créatives fondées sur la connaissance des faits.

La raison la plus fréquemment invoquée par les enquêtés du groupe de référence pour expliquer leur décision de *ne pas* avoir rallié une organisation extrémiste était, contre toute attente, de nature idéologique (dans le sens où ils étaient en désaccord avec les idéologies des groupes extrémistes). Cela peut être dû aux connaissances religieuses plus approfondies des membres de ce groupe, comme expliqué au chapitre 2. La peur a elle aussi représenté un facteur de poids. La figure 56 montre les principaux motifs invoqués.

Il est intéressant de noter qu'une plus grande part du groupe de référence avait connaissance des initiatives destinées à empêcher les ralliements (14 % de plus que dans le groupe des volontaires), comme le montre la figure 57, ce qui pourrait être le signe que ces activités portent leurs fruits. Comme le montre le modèle 2.1, les individus conscients de l'existence de ce genre d'initiatives sont moins susceptibles de s'enrôler dans le mois qui suit le premier contact (autrement dit, ils mettent plus de temps à franchir le pas vers l'extrémisme). Le modèle 2.2 révèle toutefois qu'une personne consciente de l'existence d'initiatives de prévention qui décide malgré tout de s'enrôler est plus

encline à le faire avec des amis, ce qui semble confirmer l'influence des groupes de pairs dans la prise de décision.

Si les motifs idéologiques sont ceux qui ont rebuté les enquêtés du groupe de référence, ces mêmes motifs ont convaincu les membres du groupe des volontaires qui avaient connaissance des initiatives de dissuasion mais ont décidé de les ignorer, comme le montre la figure 58. La méfiance envers les personnes chargées de présenter les initiatives de dissuasion a été un autre facteur de poids. Cette méfiance pourrait avoir un lien avec le mécontentement généralisé à l'égard de la communauté internationale, illustré dans la figure 40 (chapitre 3), ainsi qu'avec une partie des problèmes que rencontrent les partenaires du développement qui préfèrent faire appel aux organismes ou à des professionnels de leur propre pays pour mettre en œuvre les programmes de prévention de l'extrémisme violent. Un autre facteur mis en avant à la figure 58 est le sentiment que les « idéaux du groupe extrémiste violent étaient plus séduisants ». Au sein de l'échantillon, les Kényans se sont montrés particulièrement méfiants à l'égard des individus chargés de présenter les initiatives tandis qu'au Soudan, l'attrait pour les idéaux du groupe était beaucoup plus prononcé qu'ailleurs (ce qui pourrait avoir un lien avec l'utilisation plus fréquente de l'internet).

FIGURE 56 ÉVALUATION DES PRINCIPALES RAISONS DU NON-RALLIEMENT À UNE ORGANISATION EXTRÉMISTE GROUPE DE RÉFÉRENCE

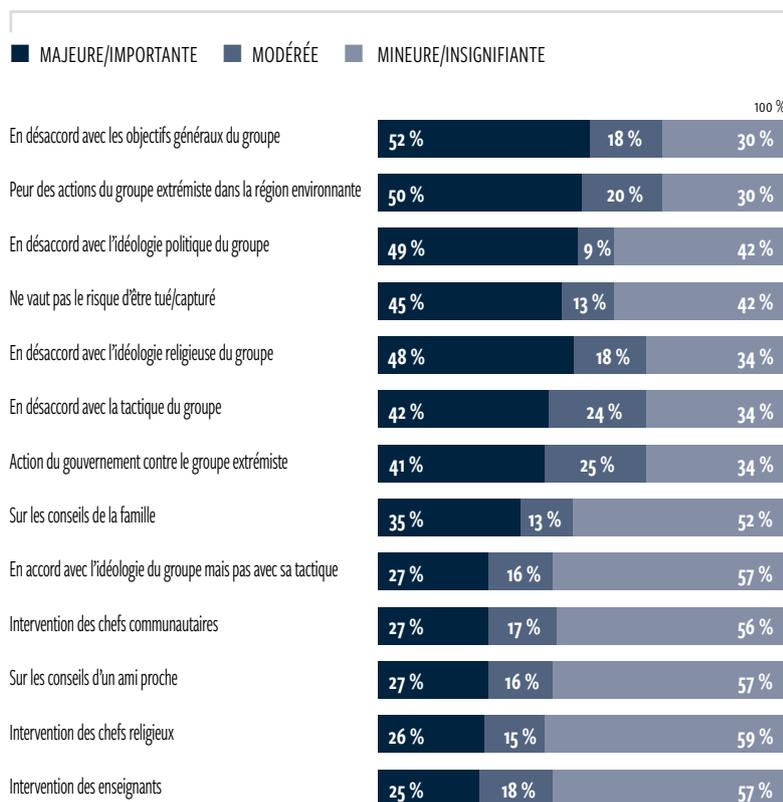
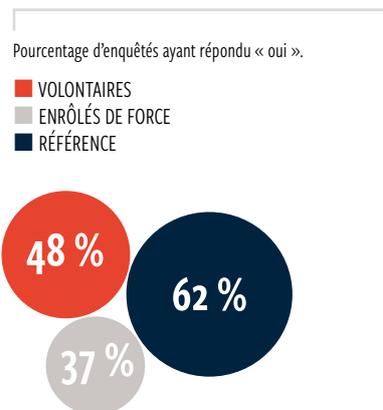


FIGURE 57 « AVIEZ-VOUS CONNAISSANCE D'INITIATIVES VISANT À EMPÊCHER LES RALLIEMENTS ? » PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Comme indiqué dans la partie introductive sur le profil démographique des enquêtés, le recrutement a généralement lieu à un âge compris entre 17 et 26 ans. Dans 70 % des cas, les enquêtés sont restés dans l'organisation en question pour une période comprise entre six mois et quatre ans.

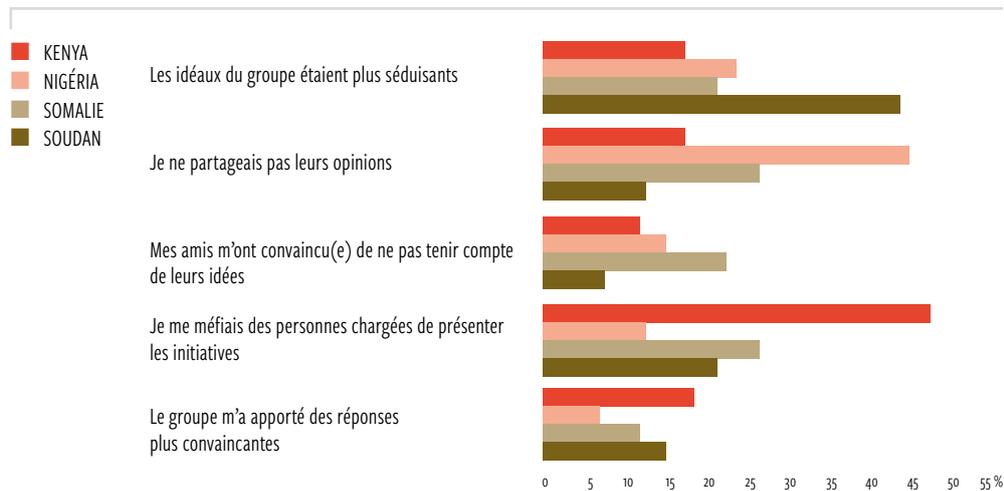
Il a été demandé aux membres du groupe des volontaires qui ont fini par se rendre de leur plein gré ou par demander l'amnistie d'évaluer les facteurs ayant pesé dans cette décision (figure 59). Il en est ressorti que l'effritement de la confiance à l'égard des idéaux, des dirigeants et des actions du groupe extrémiste en question, ainsi que le sentiment que l'organisation s'était « retournée contre eux », ont été les principaux facteurs d'influence dans cette démarche, plus que le risque de se faire tuer ou capturer ou le fait que des amis aient perdu la vie ou aient été arrêtés. À ce stade, les facteurs économiques semblent moins décisifs qu'au moment du recrutement. Toutefois, au regard de l'importance qui leur

a été accordée dans les premières parties du questionnaire, il convient de ne pas sous-estimer les aspects positifs de la réinsertion liés aux moyens de subsistance.

Dans l'ensemble, la prépondérance des réponses mettant en avant les « idées » indique qu'il faut travailler sur les discours anti-radicalisation et redoubler d'efforts pour proposer des possibilités d'amnistie et d'autres issues aux individus démobilisés ou désabusés. Le degré de désillusion montre à quel point les programmes d'amnistie et de démobilisation, assortis d'initiatives ciblées offrant des « stratégies de sortie », sont susceptibles d'attirer les membres des groupes extrémistes violents en quête d'échappatoire.

Le modèle 3 révèle que les individus qui ont cité « la haine » comme principale émotion les ayant poussés à s'enrôler étaient de 24 à 44 % plus susceptibles de demander l'amnistie ou de se rendre. Cette réaction découle sans doute de la

FIGURE 58 « POUR QUELLES RAISONS N'AVEZ-VOUS PAS TENU COMPTE DE CES INITIATIVES ? » (RAISONS PRINCIPALES) GROUPE DES VOLONTAIRES, SELON LE PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS



**CERTAINS DES INDIVIDUS QUI ONT FINI PAR SE RENDRE ONT INDiqué S'ÊTRE CLAIREMENT DÉTOURNÉS DES IDÉAUX, DES DIRIGEANTS ET DES ACTIONS DU GROUPE EXTRÊMISTE VIOLENT CONCERNÉ.**

FIGURE 59 INFLUENCE DES RAISONS SUIVANTES EN CAS DE REDDITION OU DE DEMANDE D'AMNISTIE GROUPE DES VOLONTAIRES

IMPORTANTE/ MAJEURE	53	37	38	25	16	17	16	9	5	4	0
MODÉRÉE	1	3	1	8	5	5	5	2	5	7	1
INSIGNIFIANTE/ MINEURE	3	5	3	5	18	17	18	27	31	28	9
	Je n'étais plus en accord avec leur idéologie	Perte de confiance envers les dirigeants	Plus en accord avec leurs actions	L'organisation s'est retournée contre moi	Risque d'être tué ou capturé	Des amis m'ont convaincu	Le gouvernement m'a convaincu	Contraintes physiques liées aux activités	Des amis proches ont été tués	Des amis proches ont été arrêtés	Autres perspectives d'emploi

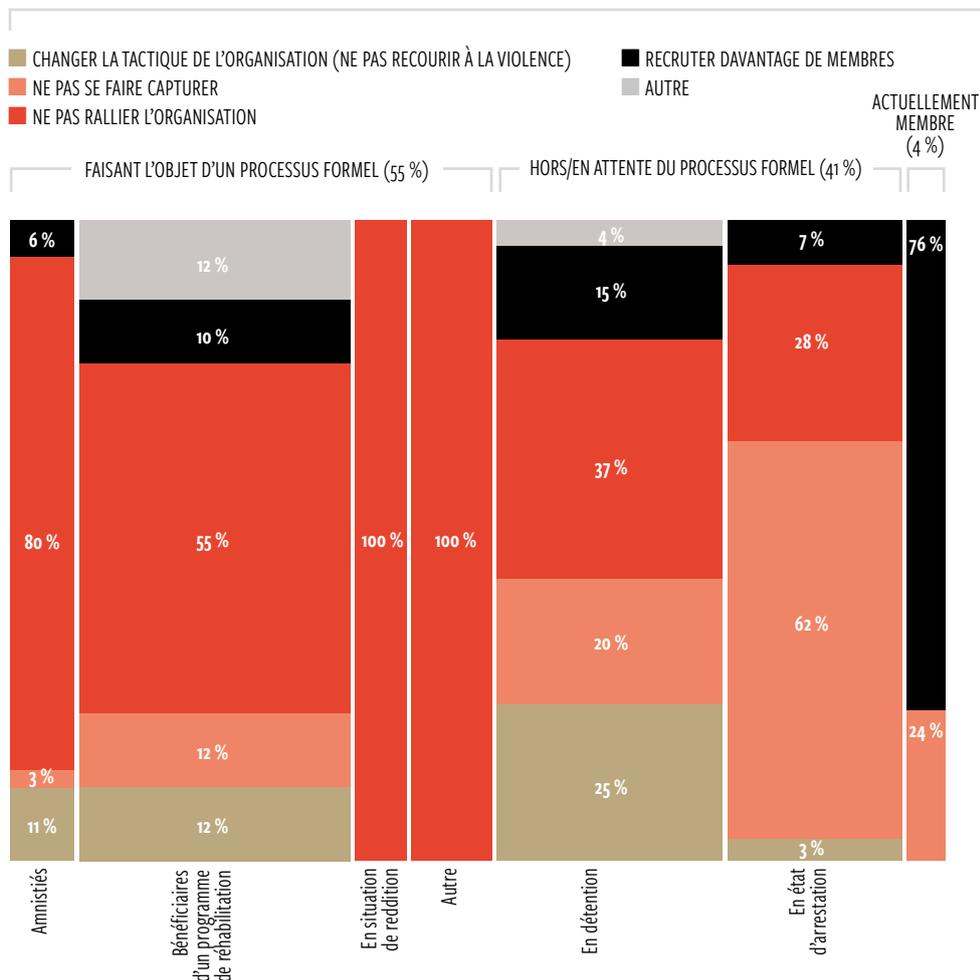
En pourcentage du nombre total d'enquêtés volontaires s'étant rendus ou ayant demandé l'amnistie.

fugacité de ce genre d'émotions, qui s'estompent pour faire place à la désillusion, obligeant l'individu à envisager d'autres solutions. En revanche, le fait de rejoindre l'organisation avec des amis n'incite pas les individus à envisager de se rendre ou de demander l'amnistie, même lorsque ce critère est utilisé comme variable de traitement. Les intéressés ont dans ce cas 12 % de probabilité en moins de le faire. Les amis peuvent renforcer la pression de groupe tout en accentuant le sentiment d'appartenir à une grande famille, ce qui rend la décision du départ plus délicate. Le modèle ne permet pas d'établir avec certitude que la connaissance des initiatives de dissuasion joue un rôle statistiquement significatif sur la reddition ou la demande d'amnistie. En ce qui concerne l'âge, plus l'individu était âgé au moment de sa décision de ralliement, plus il était susceptible de se rendre ou de demander l'amnistie.

Enfin, comme illustré à la figure 60, la totalité des personnes classées dans les sous-catégories « reddition » ou « autre » du groupe d'individus « faisant l'objet d'une procédure officielle » ont déclaré regretter de s'être enrôlées, tout comme 80 % des individus bénéficiant de programmes

d'amnistie et 55 % de ceux participant à d'autres programmes officiels de réhabilitation. Ces réponses tiennent sans doute aux circonstances auxquelles les individus participant à des programmes spécifiques étaient confrontés, sans oublier que la plupart des entretiens se sont déroulés dans des prisons et des centres de détention. Il est intéressant de constater le nombre relativement élevé de personnes qui regrettent davantage de s'être fait arrêter plutôt que de s'être enrôlées. D'autres réponses sont elles aussi dignes d'intérêt, comme celles exprimant la nécessité de « changer la tactique de l'organisation (ne pas avoir recours à la violence) » citées par des individus ne faisant pas l'objet d'une procédure officielle ou en attente d'une telle procédure. Le soutien indéfectible à la cause exprimé par les quelques individus de l'échantillon qui étaient encore au service d'un groupe extrémiste violent est manifeste, 76 % ayant déclaré qu'ils auraient aimé « recruter davantage de membres ». Cette réponse a également été citée par quelques personnes d'autres sous-catégories. Cependant, en dépit d'une certaine ambiguïté, le sentiment global de regret de s'être enrôlé(e) a été la principale réponse fournie, du moins par les individus impliqués dans une procédure officielle de désengagement.

FIGURE 60 « AVEC LE RECUL, QU'AIMERIEZ-VOUS CHANGER ? »  
GROUPE DES VOLONTAIRES, PAR STATUT DANS L'ORGANISATION



Les nombres ayant été arrondis, il est possible que leur somme ne soit pas égale à 100.

## Principales conclusions

À en juger par la rapidité de leur enrôlement dont témoigne la présente étude, le milieu duquel ils sont issus semble être particulièrement propice à la prédisposition des individus à rallier des groupes extrémistes violents en Afrique. Parmi les enquêtés, 48 % ont rejoint l'organisation dans le mois qui a suivi leur premier contact avec celle-ci, et 80 % en moins d'un an.

L'idée qu'il existerait un élément déclencheur transformateur faisant basculer certaines personnes de la catégorie des « personnes à risque » à l'enrôlement effectif est corroborée par les données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*. Parmi les enquêtés du groupe des volontaires, 71 % ont évoqué « l'action du gouvernement », et notamment « l'exécution d'un membre de la famille ou d'un ami » ou « l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami », comme l'incident récent les ayant convaincus de rallier l'organisation. Le fait que le comportement des agents de sécurité de l'État peut à ce point accélérer le recrutement met crûment en lumière l'urgence qu'il y a à changer le mode opératoire des services publics chargés de la lutte contre le terrorisme et du maintien de la sécurité en général, afin qu'ils respectent mieux les droits de l'homme et l'application de la loi selon les procédures prévues dans les environnements à risque.

« L'espoir ou l'enthousiasme » et le sentiment de « faire partie d'un mouvement transcendant » étaient des émotions répandues chez les membres du groupe des volontaires, ce qui prouve l'attrait que constitue l'occasion de changement radical et de rébellion contre le statu quo mis en avant par l'extrémisme violent. Malgré les dimensions extrêmement personnelles de la progression vers l'extrémisme, les réseaux communautaires locaux ont également un poids important. En effet, la moitié des membres volontaires ont déclaré être entrés en contact avec l'organisation par le biais d'un ami.

En Afrique, exception faite des enquêtés soudanais, il apparaît que les groupes extrémistes misent moins sur l'internet que dans d'autres régions pour recruter de nouveaux membres. Ce constat a d'importantes implications pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant à contrer les discours extrémistes qui fleurissent aux fins de la prévention de l'extrémisme

violent. Par ailleurs, l'amélioration de la connectivité et l'extension de la couverture internet sur l'ensemble du continent laissent augurer l'apparition et l'expansion de nouveaux théâtres d'opérations de l'extrémisme violent ainsi qu'une augmentation du nombre de combattants africains à l'étranger.

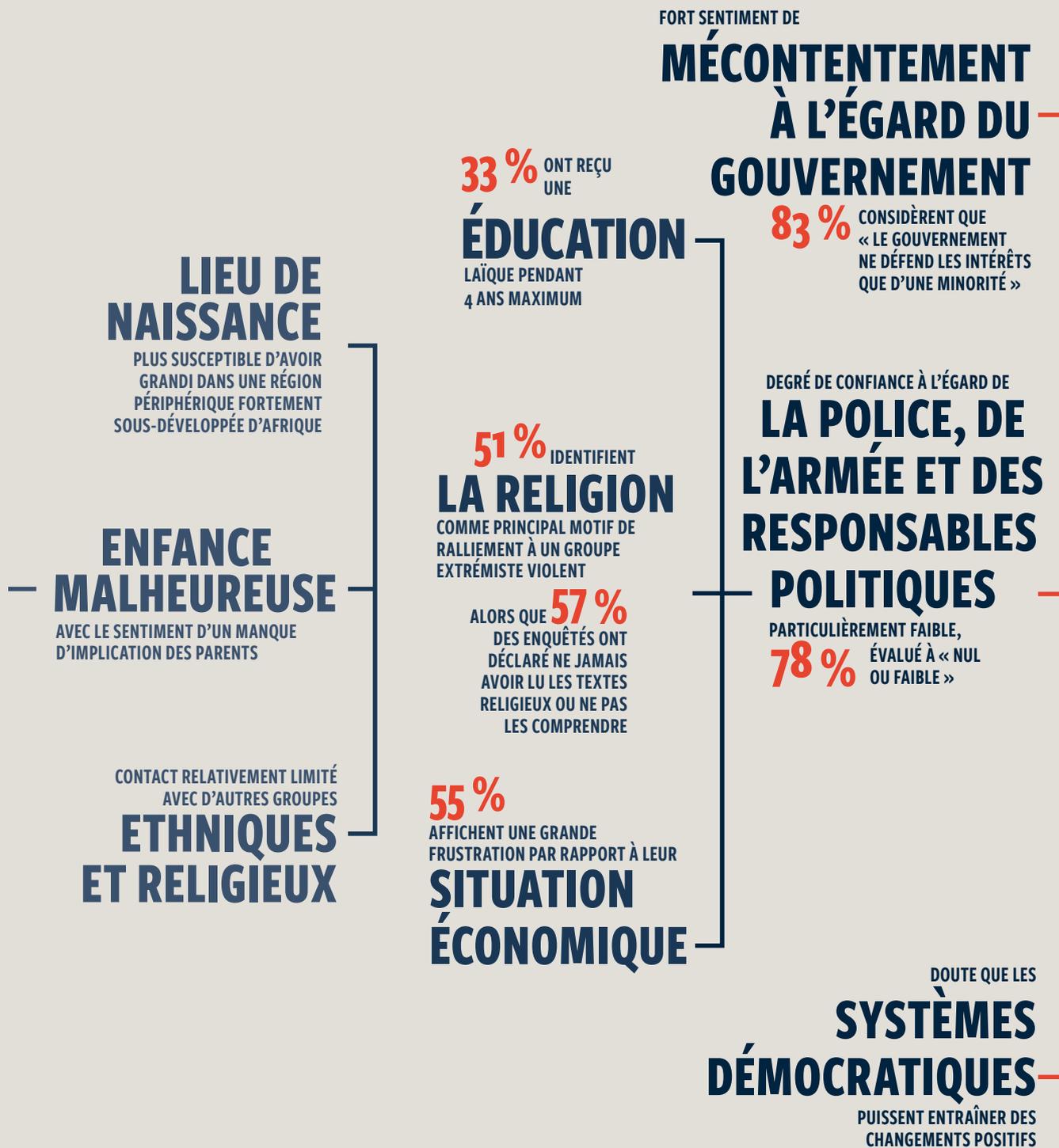
Les moyens de recrutement très localisés des groupes extrémistes violents en Afrique ont en outre des implications majeures pour les stratégies de riposte et la recherche de solutions. L'étude a démontré que les personnes qui avaient connaissance des initiatives de dissuasion étaient moins susceptibles que les autres de rallier l'organisation en l'espace d'un mois. Bien que la plupart des membres du groupe des volontaires qui connaissaient ces initiatives n'y aient pas eu recours, il semblerait que celles-ci aient tout de même largement participé à remplir les objectifs de prévention. L'amélioration des résultats passera par de meilleurs mécanismes de réalisation de ces objectifs. Pour ce faire, il convient de veiller à ce que l'interaction créée par ces mécanismes et les interventions menées, s'appuient, au niveau communautaire, sur des partenaires locaux de confiance et sur une communication adéquate.

En ce qui concerne l'élément déclencheur, la résistance d'une majorité de citoyens au recrutement, quand bien même ceux-ci vivent dans des conditions similaires aux personnes recrutées, semble s'expliquer en grande partie par le poids des idées et des convictions, ainsi que par le sentiment de méfiance ou de désaccord à l'égard des idées du groupe extrémiste violent en question. De même, le poids des idées est capital pour comprendre le sentiment de désillusion ressenti ultérieurement par les membres volontaires, notamment ceux qui ont demandé l'amnistie. L'importance d'un enseignement de qualité, de témoignages et de discours alternatifs est là encore mise en évidence. Les regrets clairement exprimés par certains membres volontaires constituent autant d'éléments de preuve convaincants pour dissuader les individus qui risquent de se faire recruter. Cela souligne en outre l'opportunité d'élargir à tous ceux qui cherchent une possibilité de quitter l'organisation les programmes proposant des « stratégies de sortie » ciblées.



# SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE

Profil type d'un individu particulièrement exposé au risque d'être recruté par un groupe extrémiste violent en Afrique, d'après les principaux éléments de preuve recueillis dans le cadre du projet *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*.



## EMPLOI

BESOIN URGENT AU MOMENT  
DU RALLIEMENT LE PLUS  
FRÉQUEMMENT CITÉ

1 MOIS — 12 MOIS

**ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR**  
**71 %** AFFIRMENT  
QU'UNE ACTION DU  
GOUVERNEMENT LES A  
POUSSÉS À **S'ENRÔLER**

6 MOIS — 4 ANS

## RAPIDITÉ DU RECRUTEMENT

À COMPTER DU PREMIER CONTACT AVEC LE  
GROUPE EXTRÉMISTE VIOLENT,  
LE RECRUTEMENT A ÉTÉ TRÈS RAPIDE

**80 %** **48 %**  
EN MOINS EN MOINS  
D'UN AN D'UN MOIS

TRANCHE D'ÂGE  
**17 à 26** ANS

## EN CAS D'ABANDON

PEUT RÉSULTER D'UNE PERTE  
DE CONFIANCE ENVERS LES  
DIRIGEANTS OU D'UN DÉSACCORD  
NAISSANT AVEC LES ACTIONS ET  
LES IDÉES DE L'ORGANISATION  
REGRET DE S'ÊTRE ENRÔLÉ(E)

## IMPLICATIONS POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* est le fruit d'un travail de recherche approfondi sur deux ans ayant impliqué des visites dans les régions reculées d'Afrique, terreau particulièrement fertile pour le recrutement, et des entretiens avec un nombre inégalé d'anciennes recrues. Elle représente l'un des principaux aboutissements du programme du PNUD intitulé « Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement » qui, comme mentionné dans l'introduction, a été lancé afin de mettre le leadership des Nations Unies au service des partenaires nationaux et régionaux et d'aider ces derniers à élaborer des réponses efficaces, axées sur le développement, pour contrer l'expansion des crises liées à l'extrémisme violent sur le continent. L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* visait à recueillir un ensemble de données factuelles sur les vecteurs et les motivations du recrutement en Afrique grâce à des témoignages individuels. À partir de là, son objectif était d'identifier de nouvelles pistes permettant d'élaborer des réponses politiques et programmatiques plus efficaces, afin de guider non seulement le travail actuellement mené par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique dans ce domaine mais également les activités d'autres parties prenantes et d'autres partenaires.

Cette démarche a apporté un précieux éclairage sur les composantes macro, méso et micro du parcours menant à l'extrémisme, ainsi que sur les facteurs qui déterminent le recrutement effectif, désignés dans le cadre de l'étude par éléments déclencheurs. Ci-dessus, le profil schématisé du parcours vers l'extrémisme résume les principaux constats établis au fil de la recherche sur les caractéristiques des individus qui l'entreprennent. Malgré la richesse du processus, il faut souligner la faiblesse de certaines données et mettre en garde contre une généralisation abusive des observations faites à partir de l'échantillon à l'ensemble de la population. L'étude rappelle qu'il est nécessaire de faire preuve d'humilité lorsqu'il s'agit de tenter d'expliquer ces phénomènes. Néanmoins, l'ensemble des observations réalisées permet de tirer quelques conclusions intéressantes.

Malgré les avancées enregistrées dans de nombreux pays d'Afrique ces dernières décennies, le continent est particulièrement vulnérable à l'extrémisme violent en raison de la persistance du sous-développement et de la fragilité de la paix et des États dans des régions clés. Les gouvernements sont confrontés à de gigantesques défis : ils doivent à la fois assurer la paix et la stabilité tout en ouvrant la voie au progrès, et veiller à ce que le rythme et les bénéfices de la croissance se maintiennent au même niveau que l'accroissement de la population la plus jeune au monde. D'après le *Rapport sur le développement humain 2016* du PNUD, l'Afrique doit doubler le rythme de ses progrès pour éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

Les vieux clivages entre régions centrales et périphériques ont plutôt été exacerbés par la croissance économique autrement bénéfique. Si la pauvreté persiste dans les capitales des États africains, elle frappe encore plus durement les zones reculées, qui sont souvent à cheval sur deux pays. Comme l'a montré cette étude, le « hasard géographique » que constitue le lieu de résidence pendant l'enfance a une incidence décisive sur les perspectives et les possibilités offertes aux individus. Les discours appelant à une transformation radicale et au changement, qui reposent sur le sentiment multiforme de mécontentement que peut éprouver une personne n'ayant aucune perspective d'évolution, resteront attrayants tant que l'on ne s'attaquera pas aux racines de ce mécontentement. Dans les situations d'injustice, de pauvreté et de désespoir, les idéologies liées à l'extrémisme violent apparaissent comme une remise en cause du status quo et comme une forme d'évasion. Les recruteurs adaptent leurs messages au contexte et au type de personne. En général, pour les personnes peu instruites incapables d'interpréter la religion sans l'aide de professeurs, des idéologies en grande partie importées peuvent servir d'exutoire à la frustration et à la colère qui sont les conséquences inévitables de marginalisation socioéconomique et politique sur plusieurs générations. Le sentiment d'abandon par l'État et le mécontentement à l'égard des services de sécurité et des acteurs politiques sont particulièrement prononcés chez les personnes les plus vulnérables au recrutement, lesquelles expriment également un profond scepticisme quant à la possibilité d'une évolution positive.

Cela ne signifie en aucun cas que tous les individus sont vulnérables. Selon les conclusions de la présente étude, ce sont les expériences micro vécues dans le milieu familial et ailleurs, conjuguées à certaines conditions structurelles, qui définissent le potentiel de chaque individu. D'autres sources de résilience ont été identifiées, permettant ainsi de mieux distinguer le parcours de ceux qui ont rallié un groupe extrémiste violent de leur plein gré du parcours de la majorité qui a décidé de ne pas le faire. Parmi ces sources figurent un plus haut degré d'implication des parents pendant l'enfance, un plus grand engagement civique pendant l'enfance, un plus haut niveau d'instruction à la fois laïque et religieuse, ainsi que le fait d'occuper un emploi non précaire ou de suivre des études. Cependant, la vitesse à laquelle s'opère le recrutement, soit en moins d'un mois dans 48 % des cas étudiés, montre bien que ceux qui s'enrôlent sont « mûrs » et témoignent indirectement de l'ampleur de la vulnérabilité de l'Afrique. Bien qu'aujourd'hui, le recrutement soit généralement extrêmement localisé, l'extension de la connectivité sur le continent contribuera peu à peu à son expansion (incitant de plus en plus d'Africains à rejoindre, en tant que combattants étrangers, des zones de conflit situées en dehors de leur environnement immédiat), ce qui aggrave encore la menace. Le sentiment généralisé que la religion est « menacée », même parmi les enquêtés du groupe de référence, est un autre facteur. La possibilité d'une poussée de l'extrémisme violent entraînant de nombreux dégâts et un recul sur le plan du développement existe bel et bien et justifie le déploiement d'efforts concertés, à la fois pour s'en prémunir et pour y remédier. C'est le moment ou jamais de prendre des mesures durables pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.

---

**La possibilité d'une poussée de l'extrémisme violent entraînant de nombreux dégâts et un recul sur le plan du développement existe bel et bien et justifie le déploiement d'efforts concertés, à la fois pour s'en prémunir et pour y remédier. C'est le moment ou jamais de prendre des mesures durables pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.**

De fait, on constate depuis vingt ans une multiplication des politiques et des programmes qui s'efforcent de relever les défis posés par l'extrémisme violent sur le plan de la sécurité et du développement en Afrique. L'Union africaine, les communautés économiques régionales, les gouvernements nationaux et les acteurs de la société civile sur le terrain, notamment les associations religieuses, les ONG et même le secteur privé, s'investissent auprès des institutions œuvrant dans ce domaine et soutiennent activement les initiatives adaptées aux spécificités des groupes extrémistes violents de chaque partie du continent<sup>68</sup>. Par ailleurs, le soutien de la communauté internationale joue également un rôle important dans les réponses apportées à l'échelle régionale. Des partenaires clés appartenant au système des Nations Unies, l'Union européenne (UE), ainsi que des partenaires bilatéraux membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres pays, sont en effet tous engagés dans ce domaine, tout comme de nombreuses ONG internationales et d'autres agents d'exécution. Les mesures antiterroristes qui prédominaient jusqu'alors sont de plus en plus complétées par des activités de prévention de l'extrémisme violent, financées à la fois par les budgets des affaires étrangères et par l'aide publique au développement (APD).

Sur quelle base reposent ces stratégies collectives ? Quelles sont les présomptions sur la nature de l'extrémisme violent et ses manifestations en Afrique qui servent à définir les réponses apportées ? Ces dernières sont-elles étayées par l'ensemble des constatations observées au fil de ce projet de recherche ? Surtout, à quels moments clés du parcours vers l'extrémisme tels que définis par cette étude faut-il intervenir pour prévenir, arrêter et transformer la progression vers l'extrémisme ? Et comment concevoir, à l'avenir, une nouvelle génération de programmes et de réponses plus efficaces ?

La synthèse ci-après reprend les principales implications résultant des observations de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*. La suite de l'étude est divisée en deux parties : i) implications politiques et ii) implications programmatiques.

### I. Implications politiques

#### Respecter les engagements en matière de droits de l'homme et adopter une approche respectueuse de ces droits dans les interventions antiterroristes militarisées et centrées sur l'État

Si les campagnes militaires et la capacité de l'État à lutter contre le terrorisme sont deux éléments décisifs dans la lutte contre des groupes comme Boko Haram et Al-Chabab, le succès à long terme de ces interventions dépend de la manière dont cette force est employée et, en particulier, de son incidence sur la population locale. L'ensemble des données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* illustre de façon déconcertante à quel point les réponses sécuritaires peuvent être contre-productives lorsqu'elles sont appliquées sans discernement. Ces observations mettent en exergue une méfiance généralisée, dans les pays étudiés, à l'égard de la police et de l'armée, ce scepticisme étant particulièrement prononcé chez les enquêtés du groupe des volontaires. Le comportement des organes de sécurité de l'État peut déclencher le recrutement des personnes arrivant au bout de leur parcours vers l'extrémisme : 71 % des membres de groupe des volontaires ont signalé qu'une « action du gouvernement », telle un incident traumatisant impliquant les forces de sécurité publique, les avait directement poussés à s'enrôler. Ce constat indique qu'il est urgent de revoir de fond en comble les interventions sécuritaires de l'État, afin notamment

---

**Il est urgent de revoir de fond en comble les interventions axées sur la sécurité de l'État, afin notamment de mieux contrôler le respect des droits de l'homme, de la primauté du droit et de la responsabilité des États.**

de mieux contrôler le respect des droits de l'homme, de la primauté du droit et de la responsabilité des États.

Malgré l'évolution du discours politique en faveur d'approches préventives, consacrée dans le Plan d'action des Nations Unies de 2015, les interventions sécuritaires et le renforcement des capacités nationales de lutte contre le terrorisme demeurent les principales visées du soutien international en Afrique. Les observations de la présente étude remettent ces pratiques en question<sup>69</sup>. À l'avenir, pour des résultats durables, il est essentiel que les engagements internationaux tels que ceux pris collectivement par les États membres des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et à la primauté du droit, à la participation des citoyens, à leur protection et à la responsabilisation des forces de sécurité publique, soient activement défendus par tous. Il est également capital de veiller à ce que le soutien international n'ait pas de répercussions imprévues et contre-productives, en particulier sur la participation civique. En l'absence de « légitimité de l'État » aux yeux des citoyens des zones à haut risque, les initiatives uniquement axées sur le renforcement des capacités de l'État risquent de perpétuer des structures de pouvoir néfastes, ces dernières constituant d'indiscutables vecteurs de recrutement pour l'extrémisme violent en Afrique.

#### Renforcer la légitimité de l'État en améliorant la gouvernance et la responsabilisation

L'importance de la légitimité des États pour atteindre les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement des États est largement reconnue à l'échelle mondiale et entérinée dans l'ODD 16, qui appelle à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives en faveur du développement durable, à assurer l'accès de tous à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et inclusives<sup>70</sup>. La présente étude indique qu'une amélioration des politiques publiques et que de bons résultats au regard de la bonne gouvernance des gouvernements africains confrontés à l'extrémisme violent constitueront en définitive une solution de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent bien plus efficace que la poursuite de stratégies donnant une priorité illégitime aux interventions sécuritaires. Les observations de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* préconisent le renforcement de l'engagement des États à améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans l'ensemble des domaines de prestation de services, à l'échelle nationale et infranationale, en particulier dans les zones à risque. D'autres mesures politiques très opportunes consisteraient à renforcer le processus démocratique et à préserver toute son intégrité, au-delà des périodes électorales, afin de stimuler l'intérêt pour un engagement plus large en faveur d'un contrat social inclusif entre le gouvernement et les citoyens, et de le transformer en opportunités d'engagement civique et de participation aux programmes de développement nationaux.

## Rattacher la prévention de l'extrémisme violent aux cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable

Outre l'importance décisive d'une amélioration des environnements de gouvernance, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* met en avant un éventail de priorités et de points d'entrée sur le parcours des personnes interrogées, qui sont susceptibles d'être très pertinents pour prévenir la propagation de l'extrémisme violent en Afrique. Bon nombre d'entre eux relèvent directement des axes sectoriels et des priorités du programme international de développement. L'accélération de la mise en œuvre du programme « Transformer notre monde : Programme de développement durable à l'horizon 2030 » et de ses 17 ODD dans les zones à risque permettrait de jeter les bases d'une résistance à long terme. Cette étude met également en avant les liens très forts qui unissent l'extrémisme violent et les dynamiques nationales et infranationales de conflit, aux origines plus profondes et en constante évolution. Ces liens, qui se sont révélés très explosifs et extrêmement destructeurs, valident la pertinence de stratégies d'intervention intégrales qui s'inscrivent dans des cadres analytiques appropriés permettant de définir, dans chaque contexte, les causes profondes et immédiates de l'extrémisme violent, ainsi que ses vecteurs. Au regard de cette interaction entre les conflits, les problèmes de développement et l'extrémisme violent, les gouvernements nationaux comme les partenaires internationaux doivent résolument intensifier les interventions en faveur du développement et de la consolidation de la paix dans les zones à risque.

Si l'on a observé ces dix dernières années une croissance de l'interaction entre la sécurité et le développement, signalée dans le Plan d'action des Nations Unies de 2015 et d'autres cadres stratégiques connexes, les plus hautes instances reconnaissent de plus en plus l'importance d'approches axées sur le développement pour s'attaquer aux racines profondes, aux vecteurs et aux conséquences de l'extrémisme violent, éléments qui peuvent évoluer différemment selon le contexte<sup>71</sup>. Les Nations Unies, tout comme nombre d'experts à l'échelle mondiale, signalent également que les coûts financiers, matériels et humanitaires des investissements réalisés en matière de prévention sont nettement inférieurs à ceux engendrés par la gestion de crises sécuritaires, ce qui constitue un argument politique indéniable pour davantage de

---

**Les solutions militaires n'aboutiront pas isolément. Les budgets alloués au développement doivent être sécurisés et des programmes de prévention de l'extrémisme violent judicieux et ciblés doivent être déployés, afin de trouver des solutions durables.**

travaux de prévention. Il existe donc une base politique solide à l'intensification de la prévention de l'extrémisme violent. Faire de l'APD la pierre angulaire des activités de prévention et d'intervention en Afrique est une de ces politiques.

Par ailleurs, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* montre que la connaissance des initiatives destinées à prévenir les ralliements aux groupes extrémistes violents a effectivement une influence sur la décision de s'enrôler ou non, même s'il apparaît aussi que les modalités d'exécution de ces initiatives restent à perfectionner pour les rendre plus efficaces.

Cependant, bien que l'incidence des problèmes de développement sur l'extrémisme violent soit de plus en plus reconnue, les principaux gouvernements partenaires du développement envisagent, quand ils ne l'ont pas déjà fait, de réduire leurs dépenses allouées à l'APD. Cela laisse présager une diminution des ressources investies pour consolider la paix et les acquis en matière de développement, alors même que les dépenses militaires continuent d'augmenter. Un retrait de l'aide internationale destinée à accélérer le développement dans les zones menacées par l'extrémisme violent en Afrique sera totalement contre-productif. Les États africains doivent eux-mêmes faire meilleur usage de l'ADP et des ressources nationales pour soutenir les efforts de prévention et de lutte contre ce fléau. Les solutions militaires n'aboutiront pas isolément. Les budgets alloués au développement doivent être sécurisés et des programmes de prévention de l'extrémisme violent judicieux et ciblés doivent être déployés par les acteurs nationaux et internationaux afin de trouver des solutions durables.

Face à l'extrémisme violent, une tendance persistante consiste à recourir à des solutions conçues sans tenir compte des arguments, pourtant fondés, en faveur de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et du développement durable. Au lieu de cela, les perspectives sécuritaires et les intérêts nationaux dominent la scène. Des difficultés subsistent aussi en ce qui concerne l'intégration des perspectives institutionnelles par les instances gouvernementales chargées de la sécurité, du développement et de la consolidation de la paix. Afin d'élaborer des stratégies globales et d'obtenir des résultats positifs, il convient de rationaliser davantage les interventions et de s'appuyer sur tous les services et moyens pertinents du gouvernement, tout en veillant à ce que les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent soient mieux intégrées et coordonnées.

### Expliciter les niveaux de corrélation entre l'aide au développement et la prévention de l'extrémisme violent

À l'heure actuelle, au vu de la précarité des budgets alloués au développement international, il est très tentant de requalifier les programmes de développement menés dans les régions africaines à risque en programmes liés, dans une certaine mesure, à la prévention de l'extrémisme violent. Cette situation comporte son lot de défis. Certains observateurs ont exprimé

## Cadre illustrant la corrélation entre l'APD et la prévention de l'extrémisme violent

Il est désormais d'usage de faire la distinction entre les interventions «spécifiquement consacrées à la prévention de l'extrémisme violent» et celles «relevant de la prévention de l'extrémisme violent».

Les interventions spécifiquement consacrées à la prévention de l'extrémisme violent cherchent principalement à interrompre le processus de radicalisation et de recrutement et à réinsérer les individus ayant déjà rallié une organisation extrémiste violente (en travaillant sur les facteurs «d'attraction»)<sup>i</sup>. Les interventions relevant de la prévention de l'extrémisme violent cherchent quant à elles à déjouer les vecteurs structurels de l'extrémisme violent (les facteurs «d'incitation»)<sup>ii</sup>: un ensemble varié d'indicateurs de développement, de possibilités et de biens publics ou commercialisés sur le marché qui, lorsqu'ils font défaut, stimulent et soutiennent les activités des extrémistes violents dans certains milieux<sup>iii</sup>.

Cependant, pour tirer le meilleur parti des possibilités de synergies sectorielles entre les interventions classiques de développement international et les objectifs de la prévention de l'extrémisme violent, il faut bien saisir l'influence que les programmes de développement peuvent exercer sur l'extrémisme violent afin de cerner et d'optimiser leur «pertinence» réelle. Les éléments de preuve propres à un contexte donné, comme ceux obtenus dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* aident à évaluer et à hiérarchiser les domaines d'intervention prioritaires sur la base d'une connaissance avérée des facteurs de vulnérabilité au recrutement.

D'une manière générale, la première question qu'il faut se poser pour pouvoir accroître la pertinence, sur le plan de la prévention de l'extrémisme violent, d'une intervention programmée dans le secteur du développement, a trait au ciblage géographique. En effet, les acteurs nationaux et internationaux doivent redoubler d'efforts pour s'assurer que leur travail en partenariat bénéficie aussi aux zones géographiques souvent difficiles à atteindre, où l'extrémisme violent peut trouver un terrain fertile. Il est en outre possible d'améliorer la pertinence d'une intervention donnée pour la prévention de l'extrémisme violent en lançant une réflexion sur le positionnement global de l'APD par rapport à la relation entre l'État et ses citoyens. Tel qu'il a été expliqué, le fait d'accorder une priorité excessive aux programmes axés sur les compétences de l'État dans plusieurs secteurs clés, sans les mettre en balance avec le soutien des acteurs non étatiques disposés à prendre part aux processus de développement en tant que citoyens actifs, risque de jouer en faveur des structures de pouvoir néfastes. Par conséquent, pour améliorer la pertinence des interventions sur le plan de la prévention de l'extrémisme violent, l'une des voies possibles consisterait à renforcer les objectifs associés à la responsabilisation et à mettre en place des mécanismes de contrôle civique dans tous les domaines de la programmation pour le développement. Enfin, les décisions relatives à la sélection des bénéficiaires pourraient dans certains cas être adaptées de sorte à améliorer la convergence entre les interventions sectorielles et les objectifs de prévention de l'extrémisme violent. Une autre tactique qui, dans certains cas, pourrait être susceptible d'offrir des opportunités de synergie consiste à s'assurer, lors de la conception générale d'une intervention, que la possibilité de toucher les populations à risque est bien prise en compte. De même, il est essentiel de veiller à ne pas accentuer par inadvertance le sentiment de marginalisation de ces populations. À terme, les programmes de développement tombent trop souvent sous la coupe des réseaux de clientélisme locaux qui influent sur leur mise en œuvre. Il est donc capital d'exercer un contrôle rigoureux pour que les programmes destinés à accroître la confiance des personnes à risque n'aient pas l'effet inverse.

FIGURE 61 CADRE ILLUSTRANT LA CORRÉLATION ENTRE L'APD ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT



La figure 61 illustre la relation entre l'APD et la prévention de l'extrémisme violent, en soulignant la synergie globale entre les objectifs de développement et ceux de prévention dans un éventail de secteurs telle qu'elle a été réalisée dans les pays à risque ou déjà touchés par l'extrémisme violent («favorable à la prévention de l'extrémisme violent»)<sup>iv</sup>. Cette relation permet également de connaître avec exactitude les points de recoupement entre les objectifs des programmes de développement et ceux de prévention, en rapport avec les facteurs propres au contexte dans les pays clés, indiqués dans la catégorie «relevant de la prévention de l'extrémisme violent». Elle incite en outre les programmes «spécifiques à la prévention de l'extrémisme violent» (ou à la lutte contre l'extrémisme violent) à établir une distinction claire et à déterminer s'il s'agit d'intervenir sur un groupe général de personnes «à risque» ou d'accomplir une série d'interventions plus ciblées auprès des membres actifs de ces groupes ou de leurs anciennes recrues.

Pour tirer le meilleur parti des possibilités inhérentes à l'APD d'apporter de telles contributions, il faut tout d'abord appréhender en profondeur et de manière localisée la dynamique de l'extrémisme violent dans chaque contexte, y compris son économie politique et ses variables liées au genre. Les flèches rouges de la figure 61 signalent l'importance d'une évaluation continue du contexte associé à l'extrémisme violent afin d'étayer la gamme d'interventions à mettre en œuvre<sup>v</sup>.

<sup>i</sup> Ces interventions peuvent également être décrites sous la forme «d'activités de lutte contre l'extrémisme violent».

<sup>ii</sup> Ici, la notion de «lutte» contre l'extrémisme violent peut prêter à confusion. La notion de «prévention» est plus exacte.

<sup>iii</sup> Ce schéma a été mis au point dans le cadre de la collaboration entre le PNUD et le gouvernement des Pays-Bas. PNUD (2017b).

<sup>iv</sup> La démarche établie, prenant en compte les situations conflictuelles et adaptée de sorte à intégrer la prévention de l'extrémisme violent, est un point d'entrée utile à l'étude de certains enjeux plus spécifiques tournant autour de la dynamique de l'extrémisme violent dans différents contextes nationaux. La démarche prenant en compte les situations conflictuelles sert également à garantir l'existence d'un mécanisme permettant d'atténuer les éventuels risques d'interactions néfastes entre les programmes de développement et l'extrémisme violent. Dans certains contextes, elle peut mettre en évidence la nécessité d'éviter de qualifier des programmes ou certaines composantes de programme comme «relevant de la prévention de l'extrémisme violent» ou «spécifiques» à cette prévention, en raison de susceptibilités politiques et d'autres facteurs.

leur inquiétude au sujet de la « sécurisation de l'aide », tout en signalant les écueils susceptibles d'émerger si des actions de développement sont présentées comme relevant de la prévention de l'extrémisme violent dans des contextes politiques très tendus.

En outre, il n'y a pas encore de véritable consensus sur la manière dont les différents types de programmes de développement peuvent aider à prévenir l'extrémisme violent. Les actions de développement qui contribuent en elles-mêmes à l'édification de sociétés plus pacifiques et plus inclusives sont importantes. Bien qu'elles favorisent de manière générale la réduction des risques d'extrémisme violent, il convient de ne pas les confondre avec des mesures dont les objectifs sont plus directement liés à la prévention de l'extrémisme violent. L'argument qui consiste à vouloir maintenir les actions de développement dans les environnements à risque de manière concomitante avec l'expansion des programmes spécifiquement consacrés à la prévention de l'extrémisme violent est irréfutable. Les organes de l'État compétents doivent en comprendre plus précisément les implications pour les politiques et les programmes afin que cela les aide à élaborer des interventions programmatiques plus ciblées. L'encadré de la page précédente propose une interprétation en ce sens.

### **Coordonner les politiques adoptées aux niveaux national, régional et international pour contrer l'extrémisme violent**

Enfin, il est nécessaire que les réponses politiques soient coordonnées entre les acteurs impliqués, toujours plus nombreux, dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Il faut définir et répartir les rôles et les responsabilités, se mettre d'accord sur les points d'entrée et les vecteurs de prévention et de transformation, et s'engager collectivement à mettre en place des évaluations mutuelles par les pairs dans un souci constant d'amélioration. À l'heure actuelle, le secteur de la prévention de l'extrémisme violent est occupé par de nombreux intervenants qui, bien souvent, ont une notion très différente des priorités. Le Plan d'action des Nations Unies de 2015 appelle chaque État membre à « envisager d'élaborer un plan national d'action contre l'extrémisme violent, dans lequel il fixera les mesures à appliquer en priorité sur son territoire pour s'attaquer aux causes du phénomène et qui viendra compléter la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme s'il y a lieu ».

Ces processus de planification nationale doivent être inclusifs et mobiliser un large éventail de parties prenantes, y compris des femmes et des jeunes. Les plans nationaux constituent un cadre permettant d'harmoniser la compréhension et l'établissement de priorités, ainsi que de répartir efficacement les ressources et les compétences

entre les organismes gouvernementaux et les partenaires internationaux et de la société civile<sup>72</sup>. Des efforts croissants sont également déployés afin d'articuler les plans nationaux au niveau sous-régional. Ces initiatives visent à faire face au caractère systématiquement transfrontalier des activités des groupes extrémistes violents. Ainsi, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a récemment mis au point une stratégie sous-régionale de prévention de l'extrémisme violent, appelée à terme à se développer à l'échelle du continent et à s'inscrire dans les propres cadres de l'UA. Les partenaires internationaux doivent continuer à rechercher les moyens les plus constructifs d'aider les acteurs nationaux et régionaux dans ce domaine et prendre soin de bien les coordonner entre eux.

## **II. Implications programmatiques**

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* fait apparaître la nécessité d'améliorer les résultats en matière de développement dans les zones à risque, tout en mettant en œuvre des interventions spécifiques à certains stades du parcours menant vers l'extrémisme, destinées à arrêter l'engrenage qui alimente le bassin de recrues des groupes extrémistes violents en Afrique et à réemployer cette énergie. Bon nombre des domaines d'intervention suggérés par cette étude sont à un certain point déjà connus. Cette étude signale cependant plusieurs problèmes susceptibles de limiter l'impact des programmes de prévention de l'extrémisme violent.

Tout d'abord se pose la question du financement : les activités menées dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble des interventions. Même dans ce domaine, accorder une priorité excessive aux interventions dirigées par l'État peut être contre-productif. Bien que les gouvernements aient un rôle central à jouer face à l'extrémisme violent, leur leadership doit être pondéré par les contributions des acteurs non étatiques, tout aussi essentielles. Les observations de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* soulignent l'intérêt stratégique que présentent ces approches et mécanismes d'exécution rééquilibrés, compte tenu à la fois de la nature très localisée du recrutement, qui nécessite donc des solutions elles aussi locales, et de la faible confiance vouée à l'État par les citoyens appartenant aux communautés sur lesquelles les interventions de prévention doivent justement se concentrer.

L'étude met directement en relief la question de l'étiquetage des programmes de prévention de l'extrémisme violent et le profil des partenaires de leur mise en œuvre. Les enquêtés du groupe des volontaires se sont en effet

montrés particulièrement méfiants sur ces points. Le fait d'associer de manière excessive le travail de prévention de l'extrémisme violent aux institutions internationales ou aux gouvernements étrangers, et de mener à bien des activités par le biais de « messagers » généralement étrangers au contexte, risque de braquer les bénéficiaires ciblés, voire de mettre en danger les partenaires locaux. La prise en compte des situations conflictuelles, entre autres facteurs, fournit un instrument utile pour évaluer l'image que les programmes sont susceptibles de renvoyer et pour s'assurer que les interventions ne risquent pas de porter préjudice aux partenaires.

Jusqu'à présent, la complémentarité des interventions et l'échelonnement de ces dernières font défaut, ce qui accentue l'importance de la planification nationale en matière de prévention de l'extrémisme violent et d'actions coordonnées entre les différents partenaires. Par exemple, s'il est essentiel de soutenir les programmes d'amnistie et les stratégies de sortie à l'intention des recrues désillusionnées, en l'absence de possibilités d'emploi leur permettant de reconstruire leur vie de citoyen, les résultats ne seront au mieux que provisoires. Vu l'urgence du problème, il est indispensable que toutes les parties prenantes travaillent en collaboration et évitent d'adopter des approches fragmentaires, ceci afin de transformer l'éventail de facteurs aux niveaux micro, méso et macro qui favorisent actuellement l'extrémisme violent en Afrique. En outre, la flexibilité, la prise de risque et la réactivité sont autant d'aspects essentiels au succès des initiatives, notamment dans le travail spécifique à la prévention de l'extrémisme violent, compte tenu du laps de temps extrêmement court dans lequel se produit le recrutement mis en évidence par les données de l'étude.

Enfin, il est désormais admis que les programmes de prévention de l'extrémisme violent tendaient jusqu'à présent à ignorer la dimension du genre. En effet, ceux-ci ont souvent passé sous silence le nombre, certes réduit, mais tout de même notable, de femmes recrutées par les groupes extrémistes violents (comme il transparaît, dans une certaine mesure, de l'échantillon étudié au cours de la présente étude), les dynamiques et idéologies plus larges liées au genre à la base du recrutement et du comportement des groupes extrémistes violents, et les conséquences induites en matière de genre par les programmes de prévention de l'extrémisme violent eux-mêmes. Il s'agit d'une dimension cruciale et pourtant insuffisamment étudiée de la prévention de l'extrémisme violent qui mérite davantage d'attention à l'avenir.

La suite établit quelques points d'entrée et recommandations mis en avant par la présente étude pour l'élaboration de programmes de prévention.

## Situation familiale, bonheur durant l'enfance et éducation

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* a montré que le cadre de l'enfance est en corrélation avec la propension future à s'enrôler dans un groupe extrémiste violent. Ce cadre comprend le lieu de résidence principal dans l'enfance, le sentiment d'une enfance malheureuse et d'un manque d'implication des parents, ainsi qu'un plus faible niveau d'instruction même élémentaire parmi les individus qui ont finalement décidé de rallier des groupes extrémistes violents. Les actions suivantes figurent parmi les domaines d'intervention des programmes :

- Soutenir les campagnes communautaires de sensibilisation aux bonnes pratiques d'éducation des enfants, à la violence familiale et à la prestation de services d'aide à l'enfance.
- Garantir l'éducation pour tous dans les zones à risque (ODD 4), et veiller à la mise en place d'interventions au titre de la protection sociale visant à garantir aux enfants la poursuite d'une scolarité durable.
- Améliorer les programmes scolaires et la qualité de l'enseignement afin de favoriser dès le plus jeune âge le développement de l'esprit critique et les valeurs de cohésion sociale, d'éducation à la paix et d'engagement civique.
- Réduire l'appauvrissement extrême (souvent plus accentué qu'à l'échelle nationale) des zones telles que celles où ont grandi la majorité des enquêtés, grâce à des initiatives et des programmes visant expressément à rattraper les retards de développement, et à la mise en œuvre accélérée et résolue du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## Idéologies religieuses

La recherche confirme l'idée que la religion, décrite comme l'axe central autour duquel gravite toute une série de griefs et de problèmes, est instrumentalisée par les groupes extrémistes pour justifier le recours à la violence. Pas moins de 51 % des enquêtés ont en effet cité la religion comme étant la principale raison de leur enrôlement. Cela souligne également l'importance qu'il y a à adopter des stratégies appropriées pour engager un dialogue constructif avec les idéologues religieux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et du plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, ainsi que pour promouvoir la tolérance religieuse. Le sentiment que la religion est menacée est très répandu parmi les enquêtés, y compris dans le groupe de référence, ce qui laisse augurer la propagation de l'extrémisme violent. Le fait d'avoir suivi un enseignement religieux d'une durée supérieure à la

moyenne semble avoir été source de résistance au sein de l'échantillon, le groupe des membres volontaires affichant à l'inverse une connaissance particulièrement limitée de la religion. Les actions suivantes figurent parmi les domaines d'intervention des programmes :

- Soutenir et faire entendre la voix des chefs religieux traditionnels qui réfutent les interprétations erronées de l'islam et prêchent la tolérance religieuse et la cohésion interconfessionnelle.
- Permettre aux chefs religieux de s'organiser en réseaux et d'élaborer leurs propres stratégies nationales et régionales de prévention de l'extrémisme violent.
- Investir dans la mise en place de systèmes de gouvernance communautaires chargés d'encadrer de façon transparente et responsable les affaires religieuses. Ces systèmes devraient prendre en charge la gestion des mosquées et le dialogue avec les parents concernant le contenu pédagogique, et garantir l'élaboration et la diffusion des programmes par les prêcheurs religieux et les *madrasa*.
- Mettre à profit le rôle essentiel que peut jouer l'enseignement religieux en tant que source de résilience face à l'extrémisme et encourager une meilleure connaissance de la religion au sein des groupes à risque.

### Facteurs économiques

Les facteurs économiques constituent un aspect essentiel des motivations et des vecteurs généraux du recrutement : l'emploi a été le plus souvent cité parmi les « besoins urgents » éprouvés au moment du ralliement, la frustration face à la situation économique était particulièrement prononcée chez le groupe des membres volontaires, et la pauvreté multidimensionnelle dans les régions à risque plus élevée que la moyenne nationale. Les actions suivantes figurent parmi les domaines d'intervention des programmes :

- Investir en faveur de la redynamisation économique des zones à risques, améliorer les infrastructures, l'accès aux marchés et aux services financiers, lever les obstacles à l'entrepreneuriat, et privilégier la création d'emplois.
- Proposer, aussi bien dans l'immédiat que sur le long terme, des programmes de renforcement des moyens de subsistance ainsi que des dispositifs et formations à l'entrepreneuriat pour les jeunes à risque, en intégrant des cursus axés sur les valeurs citoyennes, les compétences de la vie courante et la cohésion sociale dans la conception des programmes.

- Collaborer avec d'anciennes recrues démobilisées afin de mettre au point et de diffuser des discours visant à dissuader les groupes à risque tentés par les perspectives économiques que semble offrir le recrutement.
- Élaborer des stratégies qui tiennent compte des difficultés rencontrées lors des précédents processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) et qui proposent des alternatives et des incitations économiques attractives aux recrues des groupes extrémistes violents, tout en coopérant avec les communautés afin de ne pas donner l'impression de « récompenser » les personnes enrôlées.

### État et citoyenneté

Les enquêtés du groupe des membres volontaires ont fait part de leur manque de confiance particulièrement vif à l'égard du gouvernement, en particulier des forces de sécurité, mais aussi à l'égard d'autres services publics. Quatre-vingt-trois pour cent se sont dits d'accord avec l'affirmation selon laquelle « le gouvernement ne défend les intérêts que d'une minorité ». D'autre part, les expériences positives en matière de prestation de service se révèlent être une source de résistance au sein de l'échantillon. La confiance relative à l'égard des processus démocratiques est un autre signe distinctif entre les individus qui franchissent le pas vers l'extrémisme et les autres. Les actions suivantes figurent parmi les domaines d'intervention des programmes :

- Améliorer l'ensemble des services liés à la sécurité et autres services élémentaires fournis par l'État, en invitant les citoyens à contrôler leur exécution et à y participer.
- Accroître l'efficacité des campagnes anticorruption en mettant davantage l'accent sur le renforcement de la responsabilité et de la confiance entre l'État et les citoyens et en mettant fin à l'impunité des responsables.
- Renforcer les institutions et les processus démocratiques, et soutenir les processus d'éducation civique dans ce domaine.
- Soutenir les initiatives de renforcement des identités nationales, de la cohésion sociale et de la citoyenneté.

### Éléments déclencheurs

Parmi les enquêtés, 48 % se sont engagés dans le mois ayant suivi leur premier contact avec l'organisation en question, et 80 % moins d'un an après. Par ailleurs, 71 % ont pris leur décision finale suite à une « action du gouvernement », généralement un incident traumatisant avec les forces de sécurité publique. Malgré les dimensions extrêmement personnelles de la progression vers l'extrémisme, les réseaux de sociabilité ont également un poids important. La nature communautaire du recrutement en Afrique, où l'internet joue un rôle moins important, suggère que les activités de prévention de l'extrémisme violent devraient elles aussi avoir une base locale. Les actions suivantes figurent parmi les domaines d'intervention des programmes :

- Intensifier la mise en œuvre de processus de réforme du secteur de la sécurité aptes à répondre aux défis particuliers posés par l'extrémisme violent, s'inspirant des normes humanitaires internationales, du droit en la matière et des approches fondées sur les droits, en intégrant des mécanismes de contrôle civique et de renforcement de la confiance.
- Soutenir les services communautaires de mentorat et de soutien aux victimes de traumatisme.
- Mettre en œuvre des programmes visant à contrer les discours extrémistes. Ces initiatives, qui devront être taillées sur mesure pour les cultures vernaculaires, devront mettre l'accent sur l'influence des groupes de pairs ; leur diffusion sera assurée au moyen de DVD, de SMS, et par le biais des radios et des centres communautaires, l'objectif étant de moins miser sur l'internet que sur les organisations locales fiables pour faire passer ces messages.
- Développer les mesures d'amnistie et autres portes de sortie pour les recrues désillusionnées, en investissant dans des services complets de réhabilitation et de réintégration.
- S'appuyer sur les témoignages d'anciennes recrues pour contrer les discours extrémistes.

### Résumé analytique

- 1 Les enquêtés étaient majoritairement d'anciens membres des Chabab et de Boko Haram, puis de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL ou Daech), et dans une moindre mesure d'Al-Mourabitoun, du Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Al-Qaïda. Les entretiens se sont essentiellement déroulés dans des prisons et des centres de détention du Kenya, du Nigéria, de la Somalie et du Soudan, et quelques-uns ont eu lieu au Cameroun et au Niger.

### Introduction

- 2 Les chiffres les plus récents dont nous disposons sont ceux de 2015, publiés dans *l'Indice 2016 du terrorisme mondial*, IEP (2016).
- 3 Ibid.
- 4 Union africaine (2014).
- 5 Le PNUD (2015a) a classé 13 pays d'Afrique en trois catégories selon leur degré d'exposition à la menace de l'extrémisme violent: les «pays de l'épicentre» (Mali, Nigéria et Somalie), les «pays secondaires» (Cameroun, Kenya, Mauritanie, Niger et Tchad) et les «pays à risque» (Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie et Soudan).
- 6 Boukhars (2015). Voir également Sharif et Richards (2016).
- 7 PNUD (2015b). Le programme de prévention de l'extrémisme violent du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique a récemment lancé un centre de recherche et entend réaliser une série d'études nationales et thématiques approfondies dans les mois à venir.
- 8 En ce qui concerne les perspectives à l'échelle du continent, voir Cilliers (2015), Busher (2014) et Abdalla (2016).
- 9 ONU (2015).
- 10 Forum mondial de lutte contre le terrorisme (2016).
- 11 Le niveau «micro» a trait aux convictions et aux motivations personnelles, comme le fait d'avoir été victime d'exclusion, de rejet, d'humiliation, d'injustice, ou d'avoir ressenti de la frustration. Le niveau «méso» concerne le milieu social des extrémistes violents, notamment la communauté et les structures sociales auxquelles ils ou elles appartiennent. Enfin, le niveau «macro» se rapporte aux causes structurelles, parmi lesquelles: les conflits politiques incessants, les «dommages collatéraux» provoqués par les interventions militaires de lutte contre le terrorisme (civils tués et infrastructures détruites), les atteintes aux droits de l'homme, la discrimination ethnique, nationale et religieuse, l'exclusion politique de certains groupes ethniques ou religieux, la marginalisation socioéconomique, le manque de bonne gouvernance et l'incapacité à intégrer les communautés dispersées d'immigrants dans des cultures différentes. Centre for Security Studies (2015).
- 12 Les «facteurs d'incitation» («push») désignent généralement des vecteurs structurels au niveau local, tandis que les «facteurs d'attraction» («pull») renvoient aux motivations immédiates qui entraînent le recrutement et la radicalisation. USAID (2011). Voir RUSI (2015), qui propose une synthèse intéressante des études récemment publiées sur l'extrémisme violent.
- 13 Fink et Bhulai (2016). Voir également le National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (2016) et Borum (2014).

- 14 Selon une récente analyse d'un échantillon de 3 000 études représentatives de l'ensemble des publications consacrées au terrorisme et à l'extrémisme violent, les études concernant le Moyen-Orient et l'Europe sont nettement sur-représentées par rapport aux autres régions du monde. Douglas et Rondeaux (2017).
- 15 Holmer (2013).
- 16 Pour des informations plus détaillées concernant la méthodologie adoptée pour collecter, analyser et interpréter les données, consulter l'annexe 1. L'approche axée sur la socialisation politique et l'ensemble du questionnaire de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* s'inspirent, du point de vue conceptuel, d'une thèse de doctorat sur la radicalisation au Kenya et en Ouganda soutenue par Dr. Anneli Botha à l'université de l'État-Libre, en Afrique du Sud. Botha (2014).
- 17 Dawson et Prewitt (1969, p. 17)
- 18 Botha (2014). En définitive, l'individu politique acquiert au fil de son existence – mais ne naît pas avec – « des sentiments de nationalisme, de patriotisme ou de loyauté tribale; une identification avec certaines factions ou certains groupes partisans; des comportements et une appréciation de certains problèmes et personnalités politiques; une connaissance des structures et procédures politiques; et une vision de ses droits, de ses responsabilités et de sa place dans le monde politique ». Dawson et Prewitt (1969, p. 18).
- 19 Le groupe de référence se compose exclusivement d'enquêtés originaires du Kenya, du Nigéria et de la Somalie. Étant donné les restrictions d'accès au groupe principal et la taille par conséquent modeste de l'échantillon au Cameroun et au Niger, aucune donnée du groupe de référence ne provient de ces pays. Aucune donnée du groupe de référence n'a été collectée pour le Soudan non plus, en raison des restrictions rencontrées par l'équipe de recherche.

### Profil démographique de l'échantillon de recherche

- 20 Il subsiste une certaine ambiguïté dans la définition des différentes catégories d'enquêtés, du fait par exemple des pressions en faveur du ralliement pouvant s'exercer dans les territoires contrôlés par un groupe extrémiste violent. Les analyses se fondent systématiquement sur la catégorie indiquée par les enquêtés eux-mêmes.
- 21 Compte tenu de la distinction qui peut exister entre les pays où ont lieu les entretiens et la nationalité des enquêtés, la figure 14 (chapitre 1) fournit des informations supplémentaires concernant le lieu où les personnes participant à l'enquête ont passé leur enfance.
- 22 L'échantillon comprenait une personne enrôlée de force par les Chabab, mais cela n'apparaît pas dans le graphique, les chiffres ayant été arrondis.
- 23 Pour en avoir un aperçu, voir Chowdhury Fink, Zeiger et Bhulai. (dir.) (2016).
- 24 Avant la résolution 2242 (2015) du Conseil de sécurité des Nations Unies, disponible à l'adresse [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2242\(2015\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2242(2015)), la participation des femmes à la lutte contre le terrorisme avait déjà été abordée dans les résolutions 2178 (2014) et 2129 (2013) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

### Chapitre 1 : Situation familiale, enfance et éducation

- 25 Comme on le voit, seule une minorité d'enquêtés du groupe des volontaires ont été interrogés dans des capitales. L'urbanisation en Afrique est motivée par la vulnérabilité qui prévaut dans les zones rurales et périphériques. Le creusement des inégalités dans les villes a entraîné une évolution des discours politiques et l'identification de « poches de vulnérabilité » dans des zones par ailleurs plus développées. OCDE (2013).
- 26 Save the Children (2012).
- 27 Voir Victoroff (2005).
- 28 RUSI (2015, p. 18).
- 29 Victoroff, J. (2005, p. 7).
- 30 Botha, A. (2014, p. 12).
- 31 Pour les estimations de probabilité présentées dans ce rapport, le calcul des probabilités liées aux différences premières a été réalisé en réglant toutes les autres variables sur leur valeur médiane ou modale. Il s'agit d'estimations ponctuelles dont le niveau de confiance s'élève à 95 %, sauf mention contraire.
- 32 Ghosh *et al.* (2016).
- 33 La synthèse de plusieurs études proposée par le RUSI conclut, après avoir testé différentes hypothèses, que « l'influence de l'éducation est mineure et/ou en grande partie non avérée ». RUSI (2015).
- 34 Le nombre d'années d'éducation laïque n'a pas été utilisé dans l'analyse économétrique en raison d'un taux élevé de non-réponses, ce qui a nettement réduit le nombre d'observations et permis de prédire de façon fiable la réussite/l'échec.
- 35 CGCC et Hedayah (2013); Ghosh *et al.* (2016).
- 36 Ces observations sont corroborées par une autre étude récente, menée par la fondation CLEEN en partenariat avec l'USIP, et analysée dans le cadre du présent rapport. Après avoir analysé les conclusions qui ressortent d'une centaine d'entretiens réalisés pour comprendre les raisons qui poussaient les jeunes à rejoindre Boko Haram, cette étude a conclu de façon claire que, de l'avis des personnes interrogées, les enfants qui grandissent dans des conditions difficiles étaient plus vulnérables aux idéologies extrémistes. Voir Ohuoh (2014).

### Chapitre 2 : Idéologies religieuses

- 37 RUSI (2015). L'identité ethnique peut jouer un rôle similaire; cela s'est avéré être le cas dans certaines situations d'extrémisme violent en Afrique, mais pas dans toutes. Voir ISS (2014).
- 38 Notons que la tendance des études sur le terrorisme et l'extrémisme violent à se focaliser sur les groupes islamistes radicaux peut être problématique, car elle renforce dans certains cas les dynamiques d'aliénation et les discours contradictoires des grandes puissances mondiales. On enregistre dans toute l'Europe et aux États-Unis une montée en puissance des groupes de haine d'extrême droite qui se livrent à des actes d'extrémisme violent, et d'autres formes d'extrémisme violent d'inspiration religieuse peuvent également être observées dans différents contextes.
- 39 Si l'opinion concernant le traitement réservé aux personnes appartenant à différentes religions est très variable selon les pays, compte tenu des différences de structures démographiques et d'un multiculturalisme plus prononcé au Kenya et au Nigéria, cet indicateur ne présente pas de corrélation positive avec le fait d'avoir côtoyé des personnes appartenant à d'autres religions. Les enquêtés kenyans, qui sont ceux qui ont le plus souvent fréquenté des personnes appartenant à différentes religions, semblent être ceux qui ressentent le plus fortement l'inégalité entre les religions, après les Soudanais. Cette situation peut être propre au Kenya, où l'identité religieuse va de pair avec des variations marquées du statut socioéconomique.

- 40 S'il convient de se montrer prudent avec les conceptions simplistes qui prêtent aux femmes une attitude naturellement pacifique dans les conflits violents, et de reconnaître leur participation parfois directe, qu'il s'agisse de perpétrer des actes terroristes ou de favoriser et faciliter l'extrémisme violent par d'autres moyens, il est également établi que les femmes peuvent (et c'est souvent le cas) jouer un rôle essentiel en matière de consolidation de la paix.
- 41 La variable de la tolérance religieuse (tout comme celle du bonheur durant l'enfance) perd sa signification statistique et prédictive lorsque l'on remplace les variables relatives à la religion par des variables concernant la confiance à l'égard des élections dans le modèle 1.2. Cela pourrait, encore une fois, s'expliquer par la colinéarité entre les variables relatives à la religion et à la tolérance religieuse dans le modèle 1.2.
- 42 Cette variable est statistiquement significative dans 10 des 11 spécifications des modèles 1.1 et 1.2, y compris lorsqu'elle est utilisée comme variable de traitement.
- 43 Bergen et Pandey (2006).
- 44 RUSI (2015) et Ghosh *et al.* (2016).

### Chapitre 3 : Facteurs économiques

- 45 PNUD (2013).
- 46 Ohuoh (2014).
- 47 Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat considère que l'Afrique est l'une des régions qui risquent d'être les plus touchées. Voir <https://ourworld.unu.edu/en/africa-and-climate-change>
- 48 Collier (2000).
- 49 Les informations anecdotiques recueillies au cours de l'étude semblent indiquer que le non-paiement s'explique par les difficultés de trésorerie rencontrées à certaines périodes par les groupes extrémistes violents, plutôt que par une stratégie délibérée. Elles suggèrent également, au moins en Somalie, que les téléphones portables sont souvent utilisés pour le versement des rémunérations, ces dernières étant structurées de façon à tenir compte des responsabilités familiales et du grade de chaque recrue.

### Chapitre 4 : État et citoyenneté

- 50 Gelfand *et al.* (2013).
- 51 Banque mondiale (2011).
- 52 RUSI (2015, p. 22).
- 53 De nombreux rapports sur l'extrémisme violent entreprennent de montrer que dans ces situations, les groupes extrémistes violents assurent parfois ces services à la place du gouvernement. Si l'on sait que ce phénomène se produit en Afrique comme ailleurs, cela n'est pas ressorti clairement de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*.
- 54 Cette tendance a été amplement attestée par des groupes de défense des droits chargés de surveiller la situation de certains pays, ainsi que par des organisations-cadres de la société civile observant les tendances mondiales qui touchent la société civile, notamment CIVICUS (2016). Voir également CGCC (2008).
- 55 Van Ginkel (2012), CT MORSE (2016) et Ohuoh (2014).
- 56 Cilliers (2015).
- 57 IEP (2017).
- 58 Ali-Koor (2016).
- 59 Les enquêtés du groupe de référence n'ont pas été invités à évaluer leur niveau de confiance envers les chefs communautaires et religieux.

### Chapitre 5 : Éléments déclencheurs et processus de recrutement

- 60 Botha (2014, p. 16).
- 61 McCormick (2003).
- 62 Borum (2014).
- 63 McCauley et Moskalenko (2008).
- 64 Moghaddom (2005).
- 65 Wilner et Dubouloz (2011, p. 420).
- 66 En fait, dans le cas de l'Afrique, d'autres études tendent à indiquer que le recrutement s'appuie plus sur les cassettes et les DVD de prêcheurs radicaux qui circulent dans les communautés que sur internet.

### Implications politiques et programmatiques

- 67 PNUD (2017, p. 163).
- 68 À l'échelle du continent, les premières mesures ont été prises dès 1992 par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) afin de renforcer la coopération et la coordination entre les États africains en matière de lutte contre le terrorisme: la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme est entrée en application en 2002, suivie par le Plan d'action de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. L'Union africaine a créé en 2004 le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, basé à Alger, et a nommé en 2010 un représentant spécial de la lutte contre le terrorisme. Ses activités se sont intensifiées ces dernières années, avec l'adoption d'un communiqué sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique lors de la 45<sup>e</sup> réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Des mécanismes de coordination ont également été mis en place entre les responsables des services de renseignements de toute l'Afrique. En 2015, le Conseil de paix et de sécurité a autorisé le déploiement d'une Force multinationale mixte (FMM) constituée de contingents du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad afin de combattre Boko Haram. Cette décision s'est accompagnée d'initiatives sous-régionales telles que la création de la force conjointe des pays du G5 Sahel (force militaire conjointe formée par cinq pays d'Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Voir Sharif et Richards (2016).
- 69 De nombreux experts s'accordent à reconnaître que le recours à des opérations militaires ne peut endiguer qu'une partie des manifestations extérieures de l'extrémisme violent, mais, comme l'affirme le Plan d'action 2015 du PNUD, « ne permet pas de lutter contre les niveaux de pauvreté et de marginalisation endémiques, le manque de gouvernance, la corruption et l'instabilité qui l'alimentent et renforcent son attrait. Au contraire, les campagnes militaires, lorsqu'elles ne sont pas soigneusement menées, peuvent renforcer les discours extrémistes [...] » Voir également Afzal (2013) et Phillips (2013).
- 70 Voir l'objectif de développement durable 16, à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg16>
- 71 Kessels et Nemr (2016). Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a révisé ses directives en matière d'établissement de rapports concernant l'APD dans les domaines de la paix et de la sécurité, afin d'y inclure des conseils spécifiques aux activités de prévention de l'extrémisme violent. OCDE (2016). L'Union européenne a également entrepris un certain nombre d'initiatives.
- 72 Voir Centre international pour la lutte contre le terrorisme, « 12 Principles for National Action Planning », à l'adresse <https://icct.nl/update/12-principles-for-national-action-planning>



# RÉFÉRENCES

- Abdalla, A., 2016, « Africa and the Growth of Violent Radicalization in the name of Islam: The Need for a Doctrine Revision Approach », *note de synthèse de l'IPSS*, vol. 1, janvier/février 2016, Institut d'études pour la paix et la sécurité, Université d'Addis-Abeba, Addis-Abeba, Éthiopie.
- Afzal, M., 2013, « Drone Strikes and Anti-Americanism in Pakistan », *Brookings Institute*, tribune.
- Ali-Koor, A.M., 2016, « Islamist Extremism in East Africa », *synthèse sur la sécurité en Afrique*, août 2016, African Centre for Security Studies, Washington DC, États-Unis.
- Banque mondiale, 2011, *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement*, Washington DC, États-Unis.
- Bergen, P. et Pandey, S., 2006, « The Madrassa Scapegoat », *The Washington Quarterly*, printemps 2006.
- Blackwell, M., Iacus, S., King, G. et Porro, G., 2009, « CEM: Coarsened Exact Matching in Stata », *The Stata Journal*, vol. 4.
- Borum, R., 2014, « Radicalization into Violent Extremism 2: A Review of Conceptual Models and Empirical Research », *Journal of Strategic Security*, vol. 4, n° 4, hiver 2014.
- Botha, A., 2014, *Radicalization to Commit Terrorism from a Political Socialization Perspective in Kenya and Uganda*, thèse de doctorat, Université de l'État-Libre, Afrique du Sud.
- Boukhars, A., 2015, « Rethinking Security across the Sahara and the Sahel », *note de synthèse de la FRIDE*, n° 199, avril 2015, Madrid, Espagne.
- Busher, J., 2014, « Terrorism and Counter-Terrorism in Sub-Saharan Africa », *Journal of Terrorism Research*, vol. 5, n° 1.
- Center on Global Counter-Terrorism Cooperation et Hedayah, 2013, « The Role of Education in Countering Violent Extremism », *note de réunion*, décembre 2013, disponible à l'adresse [http://globalcenter.org/wp-content/uploads/2013/12/Dec13\\_Education\\_Expert\\_Meeting\\_Note.pdf](http://globalcenter.org/wp-content/uploads/2013/12/Dec13_Education_Expert_Meeting_Note.pdf)
- Centre for Security Studies, 2015, « The Concept of Countering Violent Extremism », *CSS Analyses in Security Policy*, n° 183, décembre, Zurich, Suisse.
- Chowdhury Fink, N., Zeiger, S. et Bhulai, R. (dir.), 2016, *A Man's World: Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism*, Hedayah et Global Center on Cooperative Security, 2016.
- Cilliers, J., 2015, « Violent Islamist Extremism and Terror in Africa », *ISS Paper 286*, octobre 2015, Institute for Security Studies, Pretoria, Afrique du Sud.
- CIVICUS, 2016, *Civil Society Watch Report*, juin 2016, Washington DC, États-Unis.
- Collier, P., 2000, « Doing Well out of War: An Economic Perspective », dans Berdal, M. et Malone, D. (dir.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Lynne Rienner, Boulder, États-Unis.
- CT MORSE, 2016, *Proceedings of the June 15<sup>th</sup> Conference on CVE in a Development Context*, disponible à l'adresse <http://ct-morse.eu/wp-content/uploads/2016/06/PCVE-in-a-Development-Context-CT-MORSE.pdf>
- Dawson, R.E. et Prewitt, K., 1969, *Political Socialization*, LittleBrown, Boston, États-Unis.
- Douglas, R.D. et Rondeaux, C., 2017, *Mining the Gaps: A Text Mining-Based Meta-Analysis of the Current State of Research on Violent Extremism*, RESOLVE, disponible à l'adresse [http://resolvenet.org/wp-content/uploads/2017/02/RVEMiningGapsCVEAnalysis\\_DouglasRondeaux\\_20170208.pdf](http://resolvenet.org/wp-content/uploads/2017/02/RVEMiningGapsCVEAnalysis_DouglasRondeaux_20170208.pdf)
- Fink, N.C. et Bhulai, R., 2016, « Development and Countering Violent Extremism », dans ONU, 2016, *Meeting the Demand: Implementing the Sustainable Development Goals*, New York, États-Unis.
- Forum mondial de lutte contre le terrorisme, 2016, disponible à l'adresse <https://toolkit.thegctf.org/document-sets/un-secretary-generals-plan-action-preventing-violent-extremism/good-practices/iii>
- Gelfand, M.J., LeFree, G., Fahey, S., Stockton, R. et Feinberg, E., 2013, « Culture and Extremism », *Journal of Social Issues*, vol. 69, n° 3, Society for the Psychological Study of Social Issues, Washington DC, États-Unis.
- Ghosh, R., Babaei, M., Alice Chan, W.Y., Dilimulati, M. et Tarrow, N., 2016, *Education and Security: A Global Literature Review of the Role of Education in Countering Violent Extremism*, Tony Blair Faith Foundation, Londres, Royaume-Uni.
- Holmer, G., 2013, *Countering Violent Extremism: A Peacebuilding Perspective*, rapport spécial, United States Institute of Peace, Washington DC, États-Unis.
- ICCT (Centre international pour la lutte contre le terrorisme), 2016, « 12 Principles for National Action Planning », disponible à l'adresse <https://icct.nl/update/12-principles-for-national-action-planning>
- IEP (Institute for Economics and Peace), 2016, *Indice du terrorisme mondial*, disponible à l'adresse <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/11/Global-Terrorism-Index-2016.2.pdf>
- IEP, 2017, *Global Peace Index 2017*, disponible à l'adresse <http://economicsandpeace.org>
- ISS (Institute for Security Studies), 2014, « Radicalization in Kenya: Recruitment to Al-Shabaab and the Mombasa Republican Council », *Paper 265*, Pretoria, Afrique du Sud.
- Kessels, E. et Nemr, C., 2016, « Countering Violent Extremism and Development Assistance: Identifying Synergies, Obstacles, and Opportunities », *Global Centre on Cooperative Security Policy Brief*, février 2016, GCCS, New York, États-Unis.
- Mahmoud, Y., 2016, « In the Fight against Violent Extremism, Why is Prevention Elusive? », article de blog n° 7 de l'Observatoire mondial de l'IPI, 2016, disponible à l'adresse <https://theglobalobservatory.org/2016/01/countering-violent-extremism-isis-libya-sahel>

- McCauley, C. et Moskalkenko, S., 2008, «Mechanisms of Political Radicalization: Pathways Toward Terrorism», *Terrorism and Political Violence*, vol. 20, n°3.
- McCormick, G.H., 2003, «Terrorist Decision Making», *Annual Review of Political Science*, n°6.
- Miles, W.F.S., 2012, «Deploying Development to Counter-Terrorism: Post-9/11 Transformation of US Foreign Aid to Africa», *African Studies Review*, vol. 55, n°3.
- Moghaddom, F.M., 2005, «The Stairway to Terrorism», *American Psychologist*, février-mars 2005.
- National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism, 2016, *Surveying CVE Metrics in Prevention, Disengagement and Deradicalization Programmes*, Université du Maryland, Virginie, États-Unis.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), 2016, *OECD DAC High Level Meeting Communiqué*, 19 février 2016, article 7, disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/dac/DAC-HLM-Communique-2016.pdf>
- OCDE, 2013, *Fragile States 2013: Resource Flows and Trends in a Shifting World*, OCDE, Paris, France.
- Ohuoh, F., 2014, «Why Do Youth Join Boko Haram?», *Special Report*, n° 248, juin 2014, United States Institute for Peace, Washington DC, États-Unis.
- ONU (Organisation des Nations Unies), 2016, *Meeting the Demand: Implementing the Sustainable Development Goals*, New York, États-Unis.
- ONU, 2015, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent*, disponible à l'adresse [http://www.un.org/fr/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/674](http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674)
- Phillips, A.L., 2013, «The Search for Anti-Septic War: The Prospects and Perils of Drones for the US, the Sahel and Beyond», *Africa Program Policy Brief*, n° 6, Wilson Center, avril 2013, New York, États-Unis.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 2017a, *Rapport sur le développement humain, 2016*, New York, États-Unis.
- PNUD, 2017b, *Maximizing Opportunity to Enhance Security: Understanding the Relevance of Dutch ODA to Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa*, New York, États-Unis.
- PNUD, 2015a, *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique: une approche axée sur le développement*, descriptif de programme.
- PNUD, 2015b, *Perceptions of Radicalization, Violence and (In)security Drivers in the Sahel*.
- PNUD, 2013, *Kenya's Youth Employment Challenge*, document d'analyse.
- Rosand, E., Millar, A. et Ipe, J., 2008, *Civil Society and the UN Counter-Terrorism Strategy: Opportunities and Challenges*, Global Center on Cooperative Security, disponible à l'adresse <http://www.globalcenter.org/publications/civil-society-and-the-un-global-counter-terrorism-strategy-opportunities-and-challenges/>
- RUSI (Royal United Services Institute), 2015, *Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review*, Londres, Royaume-Uni.
- Résolution 49/60 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1994, «Mesures visant à éliminer le terrorisme international», disponible à l'adresse [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/49/60&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/49/60&Lang=F)
- Save the Children, 2012, *Born Equal: How Reducing Inequality Could Give Our Children A Better Future*, Londres, Royaume-Uni.
- Sharif, T.A. et Richards, J., 2016, «Towards a Continental Strategy for Countering Violent Extremism in Africa», *Global Peace Operations Review*, décembre 2016, New York Center on International Cooperation, New York, États-Unis, disponible à l'adresse <http://peaceoperationsreview.org/thematic-essays/towards-a-continental-strategy-for-countering-violent-extremism-in-africa/>
- Union africaine, 2014, *Rapport de la présidente de la Commission sur le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique*, soumis à la 455<sup>e</sup> réunion des chefs d'État du Conseil de paix et de sécurité, Nairobi, Kenya, septembre 2014.
- Université des Nations Unies, 2008, *Africa and Climate Change – Our World*, disponible à l'adresse <https://ourworld.unu.edu/en/africa-and-climate-change>
- USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), 2011, *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency*, Washington DC, États-Unis.
- van Ginkel, B., 2012, *Engaging Civil Society in Countering Violent Extremism*, Centre international pour la lutte contre le terrorisme, La Hague, Pays-Bas.
- Victoroff, J., 2005, «The Mind of the Terrorist: A Review and Critique of Psychological Approaches», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n°1.
- Wilner, A.S. et Dubouloz, C.J., 2011, «Transformative Radicalization: Applying Learning Theory to Islamist Radicalization», *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 34, n°5.

# ANNEXE 1 : PRÉSENTATION DE L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE

## Approche

L'analyse économétrique de la base de données qui étaye le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* est divisée en trois parties, chacune portant sur une étape différente du parcours ayant abouti à l'enrôlement ou au désengagement des membres de groupes extrémistes violents.

L'analyse descriptive ayant mis en évidence la répartition inégale des variables pertinentes d'un groupe à l'autre, chaque analyse de régression a été précédée d'un appariement exact avec groupement (ou CEM, pour *coarsened exact matching*) (Blackwell, 2009). Cette méthode d'appariement permet d'attribuer une importance et un poids différents à chaque observation afin de mieux équilibrer la répartition des variables susceptibles de modifier l'effet du traitement sur le groupe traité. Après le CEM, le traitement et les groupes traités présentent des variables d'équilibrage comparables. Les pondérations résultant du CEM ont ensuite servi à réaliser des régressions logistiques pondérées. (Cette même procédure a été répétée pour chacun des cinq modèles.)

Les modèles 1.1 et 1.2 étudient les différences systématiques entre les enquêtés du groupe des volontaires et les autres enquêtés de l'échantillon. En raison du type de données manquantes, et afin d'éviter un échantillon très faible et des estimateurs biaisés, le modèle 1.1 inclut des questions sur les élections, tandis que le modèle 1.2 comporte des questions sur l'étude du Coran et du Tafsir.

Les modèles 2.1 et 2.2 étudient le parcours du groupe des volontaires vers l'extrémisme et incluent des régressions fondées sur deux types de variables dépendantes. La première est une variable dépendante fictive codée 1 pour les enquêtés ayant rallié l'organisation dans le mois suivant leur premier contact avec celle-ci, et 0 pour ceux qui ont mis plus d'un mois. La deuxième est une variable dépendante fictive codée 1 pour les enquêtés qui ont rallié l'organisation avec des amis et 0 pour les autres (c'est-à-dire ceux qui l'ont rejointe seuls, avec des étrangers ou des membres de leur famille). Les modèles 2.1 et 2.2 examinent les raisons qui poussent une personne à rejoindre subitement une organisation extrémiste ainsi que les structures sociales qui l'y ont incité ou l'en ont dissuadé.

Le modèle 3 vise à expliquer le parcours de démobilisation. Il utilise une variable fictive dépendante codée 1 lorsque l'enquêté s'était rendu ou avait demandé l'amnistie au moment de l'enquête, et 0 si l'individu en question possédait un statut différent au sein de l'organisation. Ce modèle vise à expliquer les circonstances, les événements ou les raisons qui incitent une personne à rejoindre un groupe extrémiste violent donné ainsi que les caractéristiques personnelles qui interviennent dans la décision d'en partir.

La suite présente en détail chacun des modèles.

## Modèle 1.1 et modèle 1.2 : Parcours de recrutement

Le modèle 1.1 étudie les facteurs qui augmentent ou réduisent la probabilité de devenir membre d'une organisation extrémiste au sein de l'échantillon. Celui-ci inclut le groupe de référence et le groupe d'enquêtés volontaires issus de l'ensemble de données principal. La variable dépendante a été codée 1 lorsque l'enquêté était un membre volontaire et 0 lorsqu'il appartenait au groupe de référence.

Trois variables ont été sélectionnées pour servir de variables d'équilibrage, et six autres ont été utilisées comme variables de traitement afin de mieux évaluer leur effet respectif sur la variable dépendante. Les variables d'équilibrage étaient les suivantes : « disposition à mourir pour votre religion », « disposition à mourir pour votre groupe ethnique » et une variable fictive codée 1 si le père de l'enquêté avait plusieurs épouses lorsque ce dernier était enfant. Les deux premières variables peuvent être considérées comme des indicateurs indirects des valeurs et des caractéristiques endogènes de l'individu susceptibles d'interférer avec l'effet du traitement quel qu'il soit. La deuxième variable répond à la nécessité de prendre en compte les expériences vécues durant l'enfance, qui peuvent également influencer sur l'effet du traitement.

Les variables de traitement sont les suivantes :

- 1) Bonheur durant l'enfance – variable codée 1 si l'enquêté(e) y a attribué une note égale ou supérieure à 7, 0 dans le cas contraire.
- 2) Éducation religieuse – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré avoir reçu au moins six années d'éducation religieuse, 0 si il/elle en a reçu moins ou n'en a reçu aucune.
- 3) Perspectives – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré avoir étudié ou travaillé avant de rallier une organisation extrémiste ou, pour les enquêtés du groupe de référence, s'ils ont déclaré suivre des études ou travailler au moment de l'entretien. Variable codée 0 si l'enquêté(e) a déclaré avoir été ou être sans emploi.
- 4) Situation maritale – variable codée 1 si l'enquêté(e) était marié au moment de rallier l'organisation (ou de passer l'entretien), 0 si il/elle était divorcé(e) ou célibataire.
- 5) Tiers du Coran – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré connaître un tiers ou plus des sourates du Coran, 0 si il/elle en connaissait moins ou n'en connaissait aucun.
- 6) Hymne national – variable codée 1 si l'enquêté(e) chantait l'hymne national dans son enfance, 0 dans le cas contraire.

Chacune des six variables énumérées ci-dessus a été utilisée comme variable de traitement à tour de rôle. Ces variables ont également servi de covariables individuelles lorsqu'elles n'étaient pas utilisées comme variables de traitement. Les autres covariables utilisées aux fins de l'analyse de régression sont les suivantes :

- 1) L'âge des enquêtés, divisé en sept groupes allant de 11 à 68 ans.
- 2) L'évaluation par l'enquêté(e) de l'éducation publique – variable codée 1 si il/elle l'a jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration », et 0 dans les autres cas.
- 3) L'évaluation par l'enquêté(e) des services de santé publics – variable codée 1 si il/elle les a jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration », et 0 dans les autres cas.
- 4) « Les personnes appartenant à d'autres religions devraient-elles être traitées sur un même pied d'égalité ? » – variable codée 1 si la réponse était « Oui », 0 dans les autres cas.
- 5) « Avez-vous étudié l'interprétation du Coran (Tafsir) ? » – variable codée 1 si la réponse était « Oui », 0 dans les autres cas.
- 6) « A étudié le Tafsir / un tiers du Coran » – variable interactive codée 1 si l'enquêté(e) a étudié le Tafsir et mémorisé au moins un tiers du Coran, et 0 dans les autres cas.
- 7) « Avez-vous déjà voté à des élections ? » – variable codée 1 si la réponse était « Oui », et 0 dans le cas contraire.
- 8) « Les élections peuvent-elles changer les choses ? » – variable codée 1 si la réponse était « Oui », et 0 dans le cas contraire.
- 9) « A déjà voté / les élections peuvent changer les choses » – variable interactive codée 1 si l'enquêté(e) a déjà voté à des élections et pense que celles-ci peuvent apporter des changements, et 0 dans les autres cas.

Compte tenu du type de données manquantes, il convenait de distinguer les variables relatives aux élections (dans le modèle 1.1) de celles relatives au Coran et au Tafsir (dans le modèle 1.2) afin d'éviter de produire des estimateurs biaisés. C'est pourquoi chaque traitement a été utilisé deux fois : une fois avec une spécification incluant les variables relatives aux élections, et une fois avec une spécification incluant les variables relatives à la religion (sauf lorsque

la variable relative à la mémorisation du tiers du Coran était utilisée comme traitement, auquel cas la spécification incluant les variables relatives aux élections a été omise).

Les effets fixes selon les pays où les entretiens se sont déroulés ont été utilisés, mais la variable fictive du Soudan a été éliminée en raison du trop grand nombre de valeurs manquantes concernant les variables pertinentes. Le pays de référence utilisé aux fins de comparaison était la Somalie.

## Modèle 2.1 et modèle 2.2 : Stratégie de recrutement

Le modèle 2 a porté uniquement sur le groupe d'enquêtés volontaires et sur le parcours ayant conduit à leur recrutement effectif. Dans le modèle 2.1, la variable dépendante a été codée 1 si l'enquêté(e) avait rallié l'organisation dans le mois suivant son premier contact avec celle-ci, et 0 s'il avait mis plus d'un mois. Le modèle 2.2 utilise une autre variable dépendante fictive codée 1 pour les enquêtés ayant rejoint l'organisation avec des amis, et 0 pour les autres.

Le traitement ainsi que les variables utilisées pour équilibrer le groupe traité et le groupe de contrôle ont été modifiés. Les trois variables d'ajustement utilisées étaient fictives : la première était codée 1 si l'enquêté(e) avait grandi avec des amis d'origine ethnique différente, et 0 dans le cas contraire ; la deuxième concernait la connaissance d'au moins un tiers du Coran ; la troisième, relative aux perspectives, était codée 1 si l'enquêté(e) suivait des études ou travaillait avant de rallier l'organisation, et 0 dans les autres cas. Ces variables ont été sélectionnées afin d'équilibrer les expériences et les connaissances susceptibles de modifier l'effet du traitement sur le groupe traité.

Huit variables ont été utilisées comme variables de traitement à deux reprises : la première par rapport à la variable dépendante du modèle 2.1 et la deuxième par rapport à celle du modèle 2.2.

- 1) Lorsque vous étiez enfant, parlait-on de politique dans votre famille ? – variable codée 1 si l'enquêté(e) a indiqué « Oui », 0 dans le cas contraire.
- 2) Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ? – variable codée 1 si l'enquêté(e) a indiqué « Oui », 0 s'il a cité d'autres motivations.
- 3) Perspectives – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré étudier ou travailler avant de rallier une organisation extrémiste, et 0 si il/elle était sans emploi.
- 4) Éducation religieuse – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré avoir reçu au moins six années d'éducation religieuse, 0 si il/elle en a reçu moins ou n'en a reçu aucune.

- 5) Poste occupé : Renseignements – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré occuper un poste de « renseignements » au sein de l'organisation, 0 dans les autres cas.
- 6) Connaissance des initiatives de prévention – variable codée 1 si l'enquêté(e) avait connaissance des initiatives visant à empêcher les ralliements, 0 dans le cas contraire.
- 7) Espoir ou enthousiasme – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « l'espoir » ou « l'enthousiasme » comme l'émotion traduisant le mieux son état d'esprit lors de sa décision de ralliement, et 0 dans les autres cas.
- 8) Peur – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « la peur » comme l'émotion traduisant le mieux son état d'esprit lors de sa décision de ralliement, et 0 dans les autres cas.

Les autres covariables utilisées aux fins de l'analyse de régression sont les suivantes :

- 1) L'âge auquel l'enquêté(e) a pris conscience de la nécessité de rejoindre l'organisation.
- 2) La situation maritale – variable codée 1 si l'enquêté(e) était marié(e), et 0 si il/elle était divorcé(e) ou célibataire.
- 3) Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite d'une action spécifique du gouvernement ? – variable codée 1 si l'enquêté(e) a indiqué « Oui », 0 si il/elle a cité toute autre motivation.
- 4) Poste occupé : combattant – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré occuper un poste de « combattant » au sein de l'organisation, 0 dans les autres cas.
- 5) Haine – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « la peur » comme l'émotion traduisant le mieux son état d'esprit lors de sa décision de ralliement, et 0 dans les autres cas.

Les effets fixes de chaque organisation ont été mis en regard de la première variable dépendante. L'organisation de référence utilisée aux fins de comparaison était Al-Chabab.

### Modèle 3 : Parcours de démobilisation

Le modèle 3 vise à expliquer le parcours qui conduit à la démobilisation. Il utilise comme variable dépendante une variable fictive codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré s'être rendu(e)

ou avoir demandé l'amnistie, et 0 si l'enquêté(e) possédait un statut différent au sein de l'organisation. Le modèle incluait uniquement les enquêtés de l'échantillon primaire.

Les variables utilisées pour équilibrer les groupes sont les suivantes : être marié(e), avoir connaissance des initiatives visant à empêcher les ralliements et citer la religion comme motif de ralliement. Les variables d'équilibrage ont été choisies pour leur capacité à modifier l'effet du traitement sur la probabilité qu'un individu décide de se rendre ou de demander l'amnistie. Quatre variables ont été utilisées comme variables de traitement :

- 1) Intervalle entre la prise de contact avec l'organisation et le ralliement à celle-ci – variable codée 1 si le délai a été inférieur à un mois, et 0 s'il a été supérieur.
- 2) A rallié l'organisation avec des amis – variable codée 1 si la réponse était « Oui », 0 dans le cas contraire.
- 3) Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite d'une action spécifique du gouvernement ? – variable codée 1 si l'enquêté a indiqué « Oui », 0 s'il a cité d'autres motivations.
- 4) Poste occupé : combattant – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré occuper un poste de « combattant » au sein de l'organisation, 0 dans les autres cas.

Les autres covariables utilisées aux fins de l'analyse de régression sont les suivantes :

- 1) L'âge auquel l'enquêté(e) a pris conscience de devoir rallier l'organisation : cinq tranches d'âge allant de 10-15 ans à 36-39 ans.
- 2) Poste occupé : impôts – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré occuper un poste de « collecteur d'impôts » au sein de l'organisation, 0 dans les autres cas.
- 3) Situation maritale – variable codée 1 si l'enquêté(e) était marié(e), et 0 s'il était célibataire ou divorcé(e).
- 4) Motif du ralliement – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « la religion », et 0 si il/elle a cité d'autres motivations.
- 5) Éducation religieuse – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré avoir reçu au moins six années d'éducation religieuse, 0 si il/elle en a reçu moins ou n'en a reçu aucune.

- 6) Connaissance des initiatives de prévention – variable codée 1 si l'enquêté(e) avait connaissance des initiatives visant à empêcher les ralliements, 0 dans le cas contraire.
- 7) Poste occupé : renseignements – variable codée 1 si l'enquêté(e) a déclaré occuper un poste de « renseignements » au sein de l'organisation, 0 dans les autres cas.
- 8) Haine – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « la haine » comme l'émotion traduisant le mieux son état d'esprit lors de sa décision de ralliement, et 0 dans les autres cas.
- 9) Peur – variable codée 1 si l'enquêté(e) a cité « la peur » comme l'émotion traduisant le mieux son état d'esprit lors de sa décision de ralliement, et 0 dans les autres cas.

Les effets fixes de chaque organisation ont été utilisés. L'organisation de référence utilisée aux fins de comparaison était Al-Chabab.

## MODÈLES ÉCONOMÉTRIQUES

### MODÈLE 1.1

VARIABLE DÉPENDANTE : 1 = ENQUÊTÉ(E) MEMBRE VOLONTAIRE ; 0 = ENQUÊTÉ(E) DU GROUPE DE RÉFÉRENCE

VARIABLES	TRAITEMENT				
	Bonheur durant l'enfance	Éducation religieuse	Perspectives	Situation maritale	Hymne national
Évaluation du bonheur durant l'enfance >=7	- 0,743**	- 1,213***	- 0,896**	- 1,059***	- 1,065***
A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans	- 0,469	- 0,909**	- 0,914**	- 0,750*	- 0,735*
Lorsque vous étiez enfant, votre père avait-il d'autres épouses que votre mère ?	0,454	- 0,231	0,581	- 0,129	- 0,467
La capacité du gouvernement à fournir des services de santé publics est jugée « Excellente » / « En voie d'amélioration »	0,259	- 0,205	0,332	0,0870	0,566
La capacité du gouvernement à fournir une éducation publique est jugée « Excellente » / « En voie d'amélioration »	- 1,027**	- 0,479	- 1,233**	- 1,123*	- 1,513***
Situation maritale	0,167	0,0452	0,0447	0,114	0,109
Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?	- 1,236***	0,0506	- 1,070**	- 0,768	- 1,529***
Travaillait ou suivait des études	- 0,786**	- 1,349***	- 0,624*	- 0,780**	- 0,650
Pense que les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur le même pied d'égalité	- 1,066***	- 1,767***	- 1,080***	- 1,402***	- 1,223***
Âge de l'enquêté(e)	0,362**	0,433**	0,511***	0,436**	0,524***
Pays où s'est déroulé l'entretien : Nigéria	- 1,388**	- 2,149***	- 1,711***	- 1,951***	- 1,613**
Pays où s'est déroulé l'entretien : Kenya	0,118	- 0,448	0,331	0,0348	0,470
Avez-vous déjà voté à des élections ?	- 0,235	0,0401	0,0592	- 0,266	- 0,0736
Pense que les élections peuvent changer les choses	- 1,997***	- 1,995***	- 1,931***	- 1,921***	- 2,112***
Avez-vous déjà voté à des élections ? / Pense que les élections peuvent changer les choses	0,582	0,626	0,625	1,075	0,697
Constante	3,256***	4,410***	2,911***	3,975***	3,506***
Observations	283	280	284	278	274

\*\*\* p<0,01; \*\* p<0,05; \* p<0,1

## Résultats

Les résultats de ces modèles ont été transformés en différences premières afin de faciliter leur interprétation. Les différences premières montrent l'évolution de la probabilité qu'une variable dépendante prenne une valeur positive (soit une valeur égale à 1) lorsqu'une variable indépendante passe de sa valeur minimale à sa valeur maximale, tous les autres paramètres demeurant par ailleurs réglés sur leur valeur médiane ou modale. Il s'agit donc de probabilités constantes qui peuvent être interprétées en tant que telles. Tous les graphiques économétriques sont des différences premières.

L'interprétation des résultats représentés est simple : le nombre indiqué correspond à l'estimation de l'évolution de la probabilité, et une ligne matérialise l'intervalle de confiance de 95 %. Si la probabilité est positive, cela signifie que les chances de voir la variable dépendante prendre la valeur 1 lorsqu'une variable indépendante passe de sa valeur minimale à sa valeur maximale sont augmentées de la probabilité représentée. Si elle est négative, alors les chances de voir la variable dépendante prendre la valeur 1 lorsqu'une variable indépendante passe de sa valeur minimale à sa valeur maximale sont réduites de ce pourcentage. Si l'intervalle de confiance dépasse zéro, cela signifie que cette variable n'a aucun effet statistiquement significatif sur la probabilité que la variable dépendante prenne une valeur égale à 1.

## MODÈLE 1.2

VARIABLE DÉPENDANTE : 1 = ENQUÊTÉ(E) MEMBRE VOLONTAIRE ; 0 = ENQUÊTÉ(E) DU GROUPE DE RÉFÉRENCE

VARIABLES	TRAITEMENT				A mémorisé au moins un tiers du Coran	Hymne national
	Bonheur durant l'enfance	Éducation religieuse	Perspectives	Situation maritale		
Évaluation du bonheur durant l'enfance >=7	- 0,0833	- 0,280	- 0,410	- 0,608*	- 0,646	- 0,422
A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans	- 1,470***	- 1,397***	- 1,459***	- 1,411***	- 1,395***	- 1,280***
Lorsque vous étiez enfant, votre père avait-il d'autres épouses que votre mère ?	0,185	- 0,0887	0,243	- 0,283	- 0,884*	0,244
La capacité du gouvernement à fournir des services de santé publics est jugée « Excellente » / « En voie d'amélioration »	0,472	- 0,633	0,569	0,866	0,877	0,690
La capacité du gouvernement à fournir une éducation publique est jugée « Excellente » / « En voie d'amélioration »	- 0,0771	0,262	- 0,628	- 0,869	- 1,499**	- 1,033*
Situation maritale	0,281	- 0,560	- 0,101	- 0,594	0,240	- 0,446
Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?	- 1,429***	- 0,738*	- 1,483***	- 1,303***	- 1,738***	- 1,694***
Avez-vous étudié l'interprétation du Coran (Tafsir) ?	0,867**	0,957**	0,756**	0,879**	0,834**	0,771**
A mémorisé au moins un tiers des sourates du Coran	1,416*	1,849**	1,578**	0,913	0,867	1,049
A étudié le Tafsir / A mémorisé au moins un tiers des sourates du Coran	- 0,570	- 0,937	- 0,646	- 0,757	- 0,0525	- 0,448
Travaillait ou suivait des études	- 1,227***	- 1,780***	- 1,013***	- 0,884**	- 0,690	- 1,241***
Pense que les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité	- 0,0924	- 0,467	- 0,00935	- 0,0346	0,193	0,221
Âge de l'enquêté(e)	0,0847	0,276*	0,217	0,369**	0,371*	0,258
Pays où s'est déroulé l'entretien : Nigéria	- 2,030***	- 2,180***	- 2,150***	- 1,955***	- 2,088***	- 2,252***
Pays où s'est déroulé l'entretien : Kenya	0,623	0,585	0,845	0,627	1,202	0,626
Constante	2,175***	2,358***	2,068***	2,268***	2,628***	2,379***
Observations	240	237	241	235	215	237

\*\*\* p&lt;0,01; \*\* p&lt;0,05; \* p&lt;0,1

## MODÈLE 2.1

VARIABLE DÉPENDANTE : 1 = INDIVIDU AYANT RALLIÉ L'ORGANISATION EN UN MOIS OU MOINS ; 0 = INDIVIDU AYANT MIS PLUS D'UN MOIS À REJOINDRE L'ORGANISATION

VARIABLES	TRAITEMENT							
	Lorsque vous étiez enfant, parliez-vous de politique dans votre famille ?	Le meurtre d'un membre de votre famille vous a incité à rejoindre l'organisation	Perspectives	Éducation religieuse	Poste occupé : renseignements	Connaissance des initiatives visant à empêcher les ralliements	Espoir ou enthousiasme	Peur
Lorsque vous étiez enfant, parliez-vous de politique dans votre famille ?	- 0,145	- 0,0760	- 0,294	- 0,638	- 0,0328	- 0,272	- 0,256	- 0,226
Situation maritale	0,554	- 0,0178	- 0,00574	0,617	- 0,443	0,213	- 0,359	- 0,0923
Travaillait ou suivait des études	0,290	- 0,0536	- 0,211	0,450	0,0742	- 0,218	0,0442	0,191
Âge auquel l'individu a décidé de rallier l'organisation	- 1,053**	- 0,947**	- 1,034***	- 0,436	- 0,834**	- 0,905**	- 0,992***	- 0,847**
A cité une action spécifique du gouvernement comme l'élément déclencheur l'ayant incité à rejoindre l'organisation	- 0,881*	- 0,505	- 0,465	- 0,827	- 0,401	- 0,649	- 0,455	- 0,649
A cité le meurtre d'un membre de sa famille comme l'élément déclencheur l'ayant incité à rejoindre l'organisation	0,654	0,847	0,906*	1,177*	0,529	0,984*	0,532	0,886
A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans	- 1,132*	- 1,333**	- 1,236**	- 1,508**	- 1,849***	- 1,082	- 1,765***	- 1,662**
Aviez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?	- 1,292**	- 1,236**	- 1,191**	- 1,449**	- 1,378***	- 1,195**	- 1,254**	- 1,074**
Poste occupé : combattant	0,344	0,890	0,883	- 0,336	1,379**	0,793	0,952*	0,642
Poste occupé : renseignements	1,643**	1,644**	1,443**	2,019***	1,232**	1,734**	1,355**	1,324**
A mémorisé au moins un tiers des sourates du Coran	- 0,467	- 0,0187	- 0,395	- 0,413	- 0,267	- 0,0519	- 0,615	- 0,409
Émotion ressentie au moment du ralliement : peur	- 0,0601	- 0,275	- 0,973	- 0,233	- 1,695**	- 0,436	- 1,546**	- 0,890
Émotion ressentie au moment du ralliement : espoir ou enthousiasme	0,199	0,606	0,203	0,509	- 0,200	0,492	- 0,138	0,0638
Émotion ressentie au moment du ralliement : haine	0,0582	- 0,106	- 0,682	- 0,532	- 0,617	- 0,541	- 0,745	- 0,324
Organisation : Boko Haram	0,728	1,716	2,682**	0,249	2,326*	1,784	2,739**	1,898
Constante	1,865 (1,225)	1,070 (1,283)	2,051* (1,199)	1,791 (1,423)	1,647 (1,109)	1,531 (1,264)	2,289** (1,090)	1,838 (1,226)
Observations	124	128	132	132	131	131	131	131

\*\*\* p&lt;0,01; \*\* p&lt;0,05; \* p&lt;0,1

**MODÈLE 2.2**

VARIABLE DÉPENDANTE : 1 = INDIVIDU AYANT RALLIÉ L'ORGANISATION AVEC DES AMIS ; 0 = INDIVIDU N'AYANT PAS RALLIÉ L'ORGANISATION AVEC DES AMIS

VARIABLES	TRAITEMENT							
	Lorsque vous étiez enfant, parlait-on de politique dans votre famille ?	Le meurtre d'un membre de votre famille vous a incité à rejoindre l'organisation	Perspectives	Éducation religieuse	Poste occupé : renseignements	Connaissance des initiatives visant à empêcher les ralliements	Espoir ou enthousiasme	Peur
Lorsque vous étiez enfant, parlait-on de politique dans votre famille ?	1,049*	0,259	0,707	0,844	0,598	0,626	0,790	0,598
Situation maritale	0,201	- 0,368	- 0,188	- 0,195	0,638	- 0,0970	0,0620	0,160
Travaillait ou suivait des études	0,713	0,827	1,059**	1,495***	0,798*	0,986*	0,786*	0,715
Âge auquel l'individu a décidé de rallier l'organisation	- 0,428	0,0828	0,0396	- 0,0975	- 0,324	0,0144	- 0,167	- 0,193
A cité une action spécifique du gouvernement comme l'élément déclencheur l'ayant incité à rejoindre l'organisation	1,151**	1,120*	0,713	0,737	1,071**	0,737	1,065**	0,793
A cité le meurtre d'un membre de sa famille comme l'élément déclencheur l'ayant incité à rejoindre l'organisation	1,191**	1,067*	0,455	1,452**	0,520	0,654	0,852*	0,866
A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans	- 1,635***	- 1,133*	- 1,339**	- 1,493**	- 0,825	- 1,373**	- 1,009*	- 1,084*
Aviez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?	1,167**	0,874*	0,924*	1,269**	1,061**	1,014*	1,005**	0,931*
Poste occupé : combattant	1,429**	1,521**	1,251**	0,592	1,337***	1,319**	1,456***	1,126**
Poste occupé : renseignements	- 2,645***	- 2,078***	- 2,026***	- 2,455***	- 2,127***	- 2,157***	- 2,171***	- 2,069***
Connait au moins un tiers des sourates du Coran	- 0,367	- 0,982	- 0,110	- 0,103	- 0,206	- 0,397	0,129	- 0,266
Émotion ressentie au moment du ralliement : peur	- 0,873	- 0,499	0,00669	- 0,179	0,341	- 0,186	0,120	- 0,175
Émotion ressentie au moment du ralliement : espoir ou enthousiasme	- 0,804	- 1,064*	- 0,759	- 0,323	- 0,705	- 0,873	- 0,763	- 0,650
Émotion ressentie au moment du ralliement : haine	- 3,314***	- 3,715***	- 3,267***	- 3,837**	- 2,795***	- 3,609***	- 3,550***	- 3,312***
Constante	- 2,007*	- 1,887	- 2,374**	- 2,432*	- 2,014**	- 2,203*	- 2,436**	- 1,731
	(1,151)	(1,202)	(1,079)	(1,305)	(0,955)	(1,178)	(0,986)	(1,079)
Observations	124	128	132	132	131	131	131	131

\*\*\* p&lt;0,01; \*\* p&lt;0,05; \* p&lt;0,1

**MODÈLE 3**

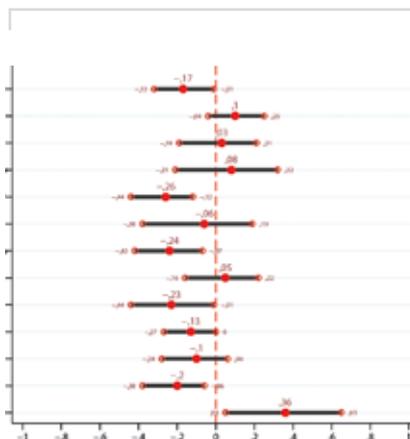
VARIABLE DÉPENDANTE : 1 = L'INDIVIDU S'EST RENDU OU A DEMANDÉ L'AMNISTIE ; 0 = AUTRE STATUT ACTUEL

VARIABLES	TRAITEMENT			
	Intervalle entre la prise de contact avec l'organisation et le ralliement à celle-ci	A rejoint l'organisation avec des amis	Une action spécifique du gouvernement vous a incité à rallier l'organisation	Poste occupé : combattant
Intervalle entre la prise de contact et le ralliement inférieur ou égal à un mois	0,973	0,887	0,368	0,412
Aviez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?	0,513	0,820	1,127*	0,801
Âge auquel l'individu a décidé de rallier l'organisation	1,273***	1,122***	- 0,198	0,750**
Situation maritale	- 0,142	- 0,0797	0,705	0,0125
Émotion ressentie au moment du ralliement : peur	1,428*	1,096	0,436	1,584**
Émotion ressentie au moment du ralliement : haine	1,919***	2,281***	1,426**	1,471**
A rejoint l'organisation avec un ami	- 1,728***	- 1,534**	- 0,316	- 1,269**
A cité une action spécifique du gouvernement comme l'élément déclencheur l'ayant incité à rejoindre l'organisation	1,114*	0,485	- 0,254	0,337
A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans	- 1,611*	- 1,484*	- 0,0616	- 0,824
Poste occupé : combattant	0,302	0,558	- 0,266	- 0,0940
Poste occupé : renseignements	- 0,941	- 0,544	- 0,189	- 0,408
Poste occupé : collecteur d'impôts	3,325**	2,326*	2,433**	3,222***
A rejoint l'organisation pour des motifs religieux	0,0801	- 0,248	- 0,183	- 0,0717
Organisation : Boko Haram	- 3,337*	- 2,892**	- 1,329	- 2,741*
Organisation : MRC	0,0647	- 0,493	0,668	- 0,736
Constante	- 5,823***	- 5,489***	- 2,557***	- 3,989***
	(1,359)	(1,169)	(0,963)	(1,060)
Observations	207	207	206	207

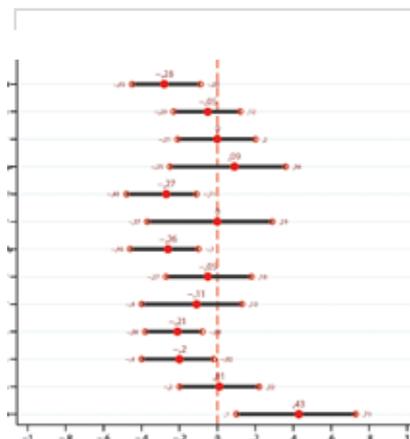
\*\*\* p&lt;0,01; \*\* p&lt;0,05; \* p&lt;0,1

# GRAPHIQUES DES DIFFÉRENCES PREMIÈRES GÉNÉRÉS À PARTIR DES MODÈLES ÉCONOMÉTRIQUES

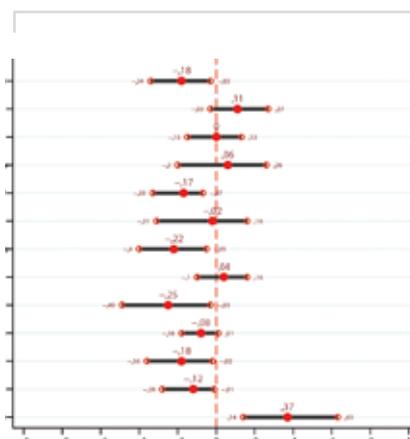
**MODÈLE 1.1**  
 TRAITEMENT : ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT L'ENFANCE : NOTE SUPÉRIEURE OU ÉGALE À 7



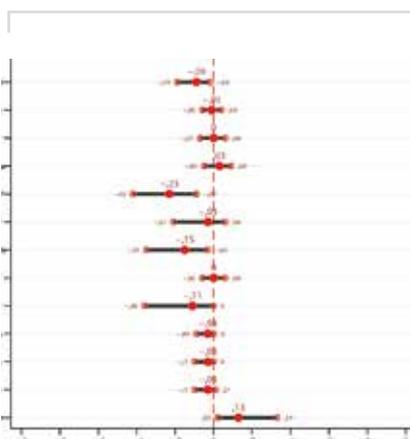
**MODÈLE 1.1**  
 TRAITEMENT : A REÇU UNE ÉDUCATION RELIGIEUSE PENDANT AU MOINS SIX ANS



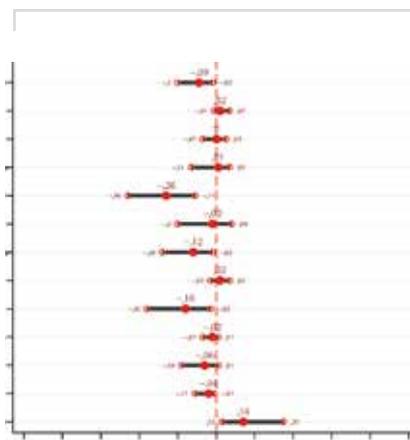
**MODÈLE 1.1**  
 TRAITEMENT : SUIVAIT DES ÉTUDES OU TRAVAILLAIT AVANT DE RALLIER L'ORGANISATION OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN



**MODÈLE 1.1**  
 TRAITEMENT : SITUATION MARITALE



**MODÈLE 1.1**  
 TRAITEMENT : ENFANT, CHANTAIT L'HYMNE NATIONAL

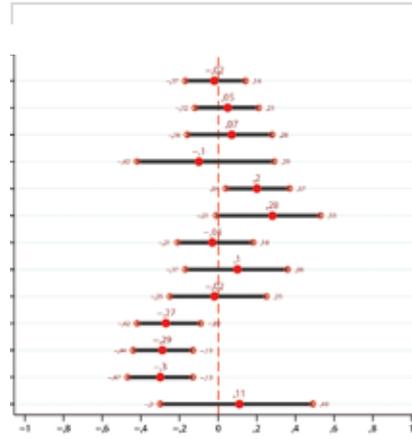


Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7  
 Le père avait plusieurs épouses  
 Situation maritale ?  
 A déjà voté ? / Les élections peuvent changer les choses  
 Pensez-vous que les élections peuvent changer les choses ?  
 Avez-vous déjà voté à des élections ?  
 Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité  
 Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »  
 L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »  
 Travaillait ou suivait des études  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?  
 Âge de l'enquêté(e)

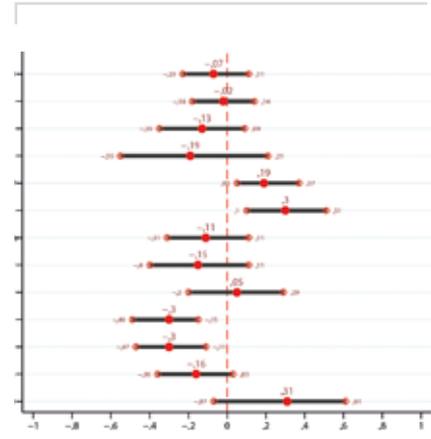
Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7  
 Le père avait plusieurs épouses  
 Situation maritale ?  
 A déjà voté ? / Les élections peuvent changer les choses  
 Pensez-vous que les élections peuvent changer les choses ?  
 Avez-vous déjà voté à des élections ?  
 Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité  
 Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »  
 L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »  
 Travaillait ou suivait des études  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?  
 Âge de l'enquêté(e)

Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7  
 Le père avait plusieurs épouses  
 Situation maritale ?  
 A déjà voté ? / Les élections peuvent changer les choses  
 Pensez-vous que les élections peuvent changer les choses ?  
 Avez-vous déjà voté à des élections ?  
 Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité  
 Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »  
 L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »  
 Travaillait ou suivait des études  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Enfant, chantiez-vous l'hymne national ?  
 Âge de l'enquêté(e)

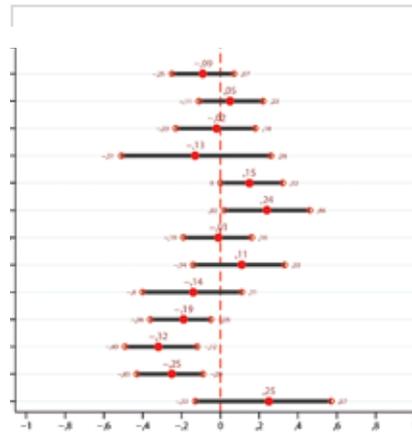
**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : ÉVALUATION DU BONHEUR DURANT  
 L'ENFANCE : NOTE SUPÉRIEURE OU ÉGALE À 7



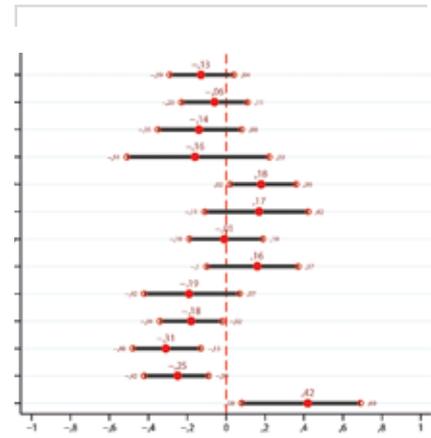
**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : A REÇU UNE ÉDUCATION  
 RELIGIEUSE PENDANT AU MOINS SIX ANS



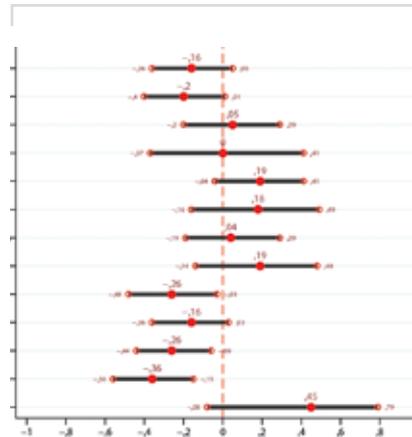
**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : SUIVAIT DES ÉTUDES OU TRAVAILLAIT AVANT DE  
 REJOINDRE L'ORGANISATION OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN



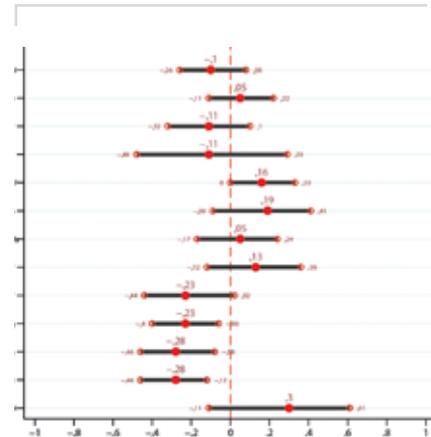
**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : SITUATION MARITALE



**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : A MÉMORISÉ AU MOINS UN TIERS DU CORAN



**MODÈLE 1.2**  
 TRAITEMENT : ENFANT, CHANTAIT L'HYMNE NATIONAL



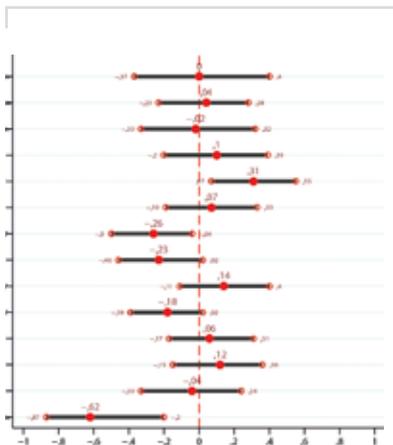
- Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7
- Le père avait plusieurs épouses
- Situation maritale?
- A étudié le Tafsir / A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Avez-vous étudié l'interprétation du Coran (Tafsir)?
- A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité
- Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »
- L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »
- Travaillait ou suivait des études
- A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans
- Enfant, chantiez-vous l'hymne national?
- Âge de l'enquêté(e)

- Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7
- Le père avait plusieurs épouses
- Situation maritale?
- A étudié le Tafsir / A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Avez-vous étudié l'interprétation du Coran (Tafsir)?
- A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité
- Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »
- L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »
- Travaillait ou suivait des études
- A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans
- Enfant, chantiez-vous l'hymne national?
- Âge de l'enquêté(e)

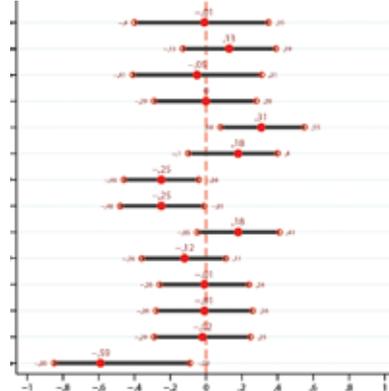
- Évaluation du bonheur durant l'enfance : note supérieure ou égale à 7
- Le père avait plusieurs épouses
- Situation maritale?
- A étudié le Tafsir / A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Avez-vous étudié l'interprétation du Coran (Tafsir)?
- A mémorisé au moins un tiers du Coran
- Les personnes appartenant à d'autres religions devraient être traitées sur un même pied d'égalité
- Les services de santé publics sont jugés « Excellents » ou « En voie d'amélioration »
- L'éducation publique est jugée « Excellente » ou « En voie d'amélioration »
- Travaillait ou suivait des études
- A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans
- Enfant, chantiez-vous l'hymne national?
- Âge de l'enquêté(e)

**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : ENFANT, ON PARLAIT DE POLITIQUE EN FAMILLE

L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Une action du gouvernement en particulier vous a-t-elle incité à rejoindre l'organisation ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rejoindre l'organisation ?

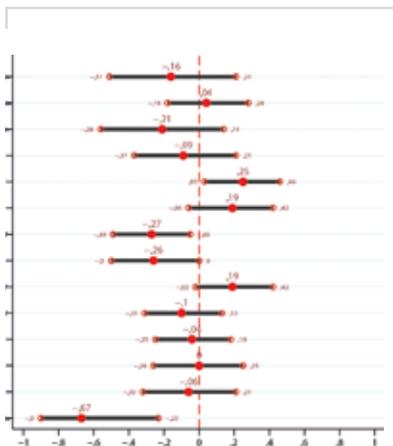


**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : A CITÉ LE MEURTRE D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE COMME MOTIVATION PREMIÈRE À RALLIER L'ORGANISATION

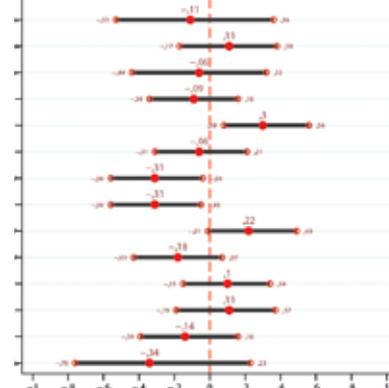


**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : SUIVAIT DES ÉTUDES OU TRAVAILLAIT AVANT DE REJOINDRE L'ORGANISATION OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN

L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Une action du gouvernement en particulier vous a-t-elle incité à rejoindre l'organisation ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rejoindre l'organisation ?

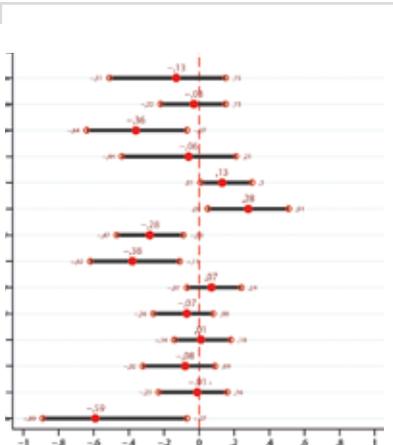


**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : A REÇU UNE ÉDUCATION RELIGIEUSE PENDANT AU MOINS SIX ANS

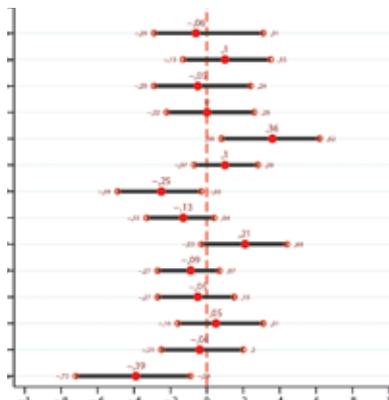


**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : POSTE OCCUPÉ : RENSEIGNEMENTS

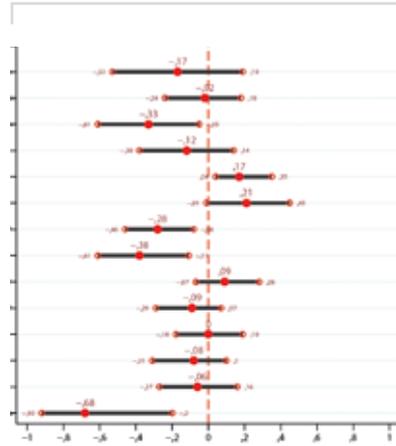
L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Une action du gouvernement en particulier vous a-t-elle incité à rejoindre l'organisation ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rejoindre l'organisation ?



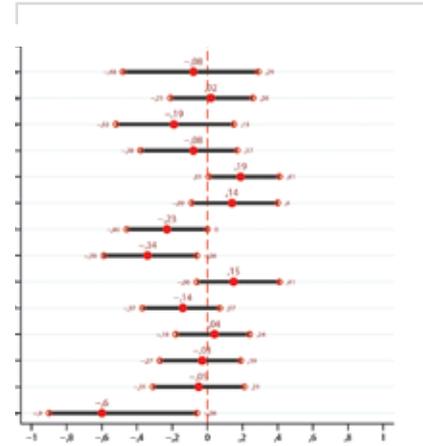
**MODÈLE 2.1**  
TRAITEMENT : CONNAISSANCE DES INITIATIVES VISANT À EMPÊCHER LES RALLIEMENTS À DES ORGANISATIONS EXTRÉMISTES



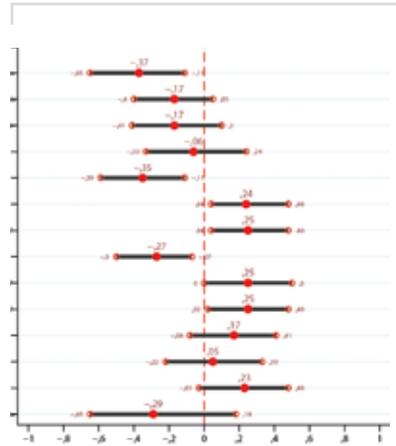
**MODÈLE 2.1**  
 TRAITEMENT : L'ÉMOTION QUI TRADUIT LE MIEUX L'ÉTAT D'ESPRIT AU MOMENT DU RALLIEMENT EST L'ESPOIR OU L'ENTHOUSIASME



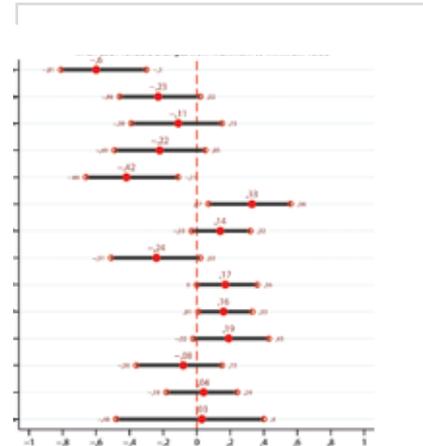
**MODÈLE 2.1**  
 TRAITEMENT : L'ÉMOTION QUI TRADUIT LE MIEUX L'ÉTAT D'ESPRIT AU MOMENT DU RALLIEMENT EST LA PEUR



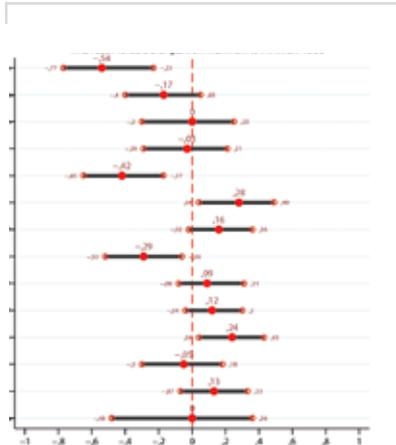
**MODÈLE 2.2**  
 TRAITEMENT : ENFANT, ON PARLAIT DE POLITIQUE EN FAMILLE



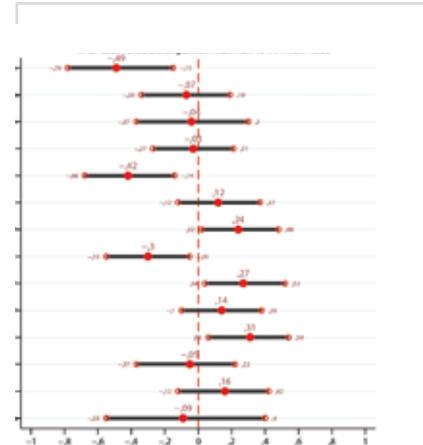
**MODÈLE 2.2**  
 TRAITEMENT : A CITÉ LE MEURTRE D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE COMME MOTIVATION PREMIÈRE À RALLIER L'ORGANISATION



**MODÈLE 2.2**  
 TRAITEMENT : SUIVAIT DES ÉTUDES OU TRAVAILLAIT AVANT DE RALLIER L'ORGANISATION OU AU MOMENT DE L'ENTRETIEN



**MODÈLE 2.2**  
 TRAITEMENT : A REÇU UNE ÉDUCATION RELIGIEUSE PENDANT AU MOINS SIX ANS



L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Une action du gouvernement en particulier vous a-t-elle incité à rejoindre l'organisation ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rejoindre l'organisation ?

L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite d'une action spécifique du gouvernement ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rallier l'organisation ?

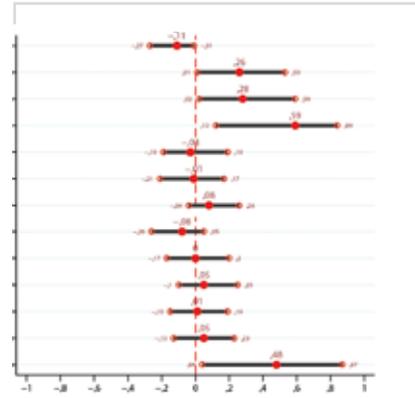
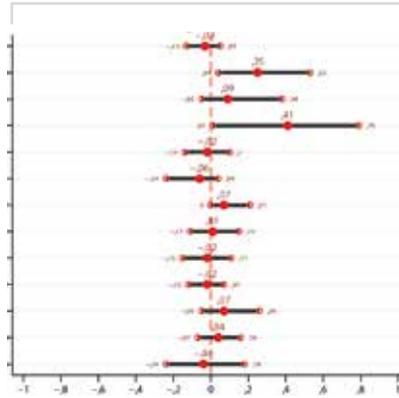
L'émotion qui qualifie le mieux l'état d'esprit au moment de la décision de ralliement est la haine  
 L'émotion qui qualifie le mieux la décision de ralliement est l'espoir ou l'enthousiasme  
 L'émotion qui qualifie le mieux l'état d'esprit au moment de la décision de ralliement est la peur  
 A mémorisé au moins un tiers du Coran  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »  
 Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »  
 Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?  
 A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite du meurtre d'un membre de votre famille ?  
 Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite d'une action spécifique du gouvernement ?  
 Travaillait ou suivait des études  
 Situation maritale ?  
 Lorsque vous étiez enfant, votre famille parlait-elle de politique ?  
 À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rallier l'organisation ?



**MODÈLE 3**  
 TRAITEMENT : A CITÉ UNE ACTION DU GOUVERNEMENT  
 COMME MOTIVATION PREMIÈRE À RALLIER L'ORGANISATION

**MODÈLE 3**  
 TRAITEMENT : POSTE OCCUPÉ : COMBATTANT

- A rejoint l'organisation avec des amis
- L'émotion qui qualifie le mieux l'état d'esprit au moment de la décision de ralliement est la haine
- L'émotion qui qualifie le mieux l'état d'esprit au moment de la décision de ralliement est la peur
- Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « collecteur d'impôts »
- Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « renseignements »
- Décrit le poste occupé dans l'organisation comme un poste de « combattant »
- Avez-vous connaissance d'initiatives visant à empêcher les ralliements ?
- A fréquenté une école religieuse pendant au moins six ans
- A cité la religion comme motif de ralliement
- Avez-vous décidé de rallier l'organisation à la suite d'une action spécifique du gouvernement ?
- Situation maritale ?
- Intervalle inférieur ou égal à un mois entre la prise de contact avec l'organisation et le ralliement à celle-ci
- À quel âge avez-vous pris conscience que vous deviez rallier l'organisation ?











*Au service  
des peuples  
et des nations*

**BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE**